



---

**Comité des accords commerciaux régionaux**

**PRÉSENTATION FACTUELLE**

**ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE JAPON ET LES ÉTATS MEMBRES DE  
L'ASSOCIATION DES NATIONS DE L'ASIE DU SUD-EST (ASEAN), SERVICES**

*Rapport du Secrétariat*

Le présent rapport, établi aux fins de l'examen de l'Accord de libre-échange entre le Japon et les États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) (services), a été rédigé par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité et en pleine consultation avec les Parties. La présentation factuelle reprend dans toute la mesure du possible la terminologie utilisée dans l'Accord et les observations formulées, et n'implique ni reconnaissance ni acceptation officielles de cette terminologie de la part du Secrétariat. Le rapport a été rédigé conformément aux règles et procédures énoncées dans la Décision relative au Mécanisme pour la transparence des accords commerciaux régionaux ([WT/L/671](#)) et n'implique donc, de la part du Secrétariat, aucun jugement de valeur quant au contenu de l'Accord.

Les questions d'ordre technique concernant ce rapport peuvent être adressées à Alena Fiorentino (tél.: +41 22 739 6405). Les questions d'ordre statistique concernant ce rapport peuvent être adressées à Pamela Bayona (tél.: +41 22 739 5016).

---

**Table des matières**

<b>1 ENVIRONNEMENT COMMERCIAL .....</b>	<b>4</b>
1.1 Commerce des services et investissement.....	5
<b>2 ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DU PROTOCOLE .....</b>	<b>7</b>
2.1 Renseignements généraux .....	7
2.2 Structure du Protocole .....	8
<b>3 DISPOSITIONS RELATIVES AU COMMERCE DES SERVICES.....</b>	<b>8</b>
3.1 Champ d'application et définitions.....	8
3.2 Refus d'accorder des avantages.....	9
3.3 Dispositions générales concernant le commerce des services .....	10
3.3.1 Accès aux marchés .....	10
3.3.2 Traitement national et traitement NPF .....	10
3.3.3 Présence commerciale .....	10
3.3.4 Prescriptions en matière de résultats .....	10
3.3.5 Dirigeants et conseils d'administration .....	11
3.3.6 Mouvement des personnes physiques .....	11
3.4 Engagements de libéralisation .....	13
3.4.1 Aperçu .....	13
3.4.2 Engagements sectoriels spécifiques .....	15
3.5 Dispositions réglementaires .....	17
3.5.1 Réglementation intérieure.....	17
3.5.2 Reconnaissance .....	18
3.5.3 Subventions.....	18
3.5.4 Sauvegardes.....	18
3.5.5 Autres.....	18
3.6 Dispositions sectorielles.....	20
3.6.1 Services de télécommunication .....	20
3.6.2 Services financiers .....	21
<b>4 DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD .....</b>	<b>22</b>
4.1 Transparence.....	22
4.2 Paiements courants et mouvements de capitaux .....	22
4.3 Exceptions.....	22
4.3.1 Exceptions générales.....	22
4.3.2 Exceptions concernant la sécurité.....	23
4.3.3 Fiscalité.....	23
4.3.4 Sauvegardes à des fins de balance des paiements .....	23
4.4 Adhésion et retrait.....	23
4.5 Cadre institutionnel .....	23
4.6 Règlement des différends .....	23

---

4.7 Relations avec les autres accords conclus par les Parties .....	24
4.8 Marchés publics.....	25
4.9 Droits de propriété intellectuelle .....	25
4.10 Concurrence .....	25
4.11 Environnement.....	25
4.12 Travail .....	25
4.13 Commerce électronique .....	25
4.14 Petites et moyennes entreprises .....	25
<b>ANNEXE 1.....</b>	<b>26</b>
<b>ANNEXE 2.....</b>	<b>67</b>
<b>ANNEXE 3.....</b>	<b>70</b>

Faits essentiels	
<b>Parties à l'Accord:</b>	États membres de l'ASEAN (Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande et Viet Nam) et Japon.
<b>Date de signature:</b>	27 février 2019 (Japon), 2 mars 2019 (Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, République démocratique populaire lao, Singapour et Thaïlande), 24 avril 2019 (Viet Nam).
<b>Date d'entrée en vigueur:</b>	1 <sup>er</sup> août 2020 (Japon, Myanmar, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande et Viet Nam), 1 <sup>er</sup> octobre 2020 (Brunéi Darussalam), 1 <sup>er</sup> février 2021 (Cambodge), 1 <sup>er</sup> mai 2021 (Philippines), 1 <sup>er</sup> juin 2021 (Malaisie), 1 <sup>er</sup> février 2022 (Indonésie).
<b>Date de notification:</b>	11 novembre 2022
<b>Mise en œuvre intégrale:</b>	1 <sup>er</sup> février 2022

## 1 ENVIRONNEMENT COMMERCIAL

1.1. L'Accord de partenariat économique global entre le Japon et les États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) (ci-après l'"Accord AJCEP") a été signé en 2008 et portait uniquement sur les marchandises.<sup>1</sup> En 2019, les Parties ont signé un premier Protocole modifiant l'Accord AJCEP, qui traite de la libéralisation du commerce des services et de l'investissement (ci-après le "Protocole").

1.2. Cette présentation factuelle traite uniquement des aspects de l'Accord liés aux services, les aspects liés aux marchandises ayant été examinés par le Comité des accords commerciaux régionaux (CACR) en juillet 2020.<sup>2</sup>

1.3. Le classement des Parties dans le commerce mondial des services figure dans le tableau 1.1. Singapour et le Japon représentent les deux plus grandes parts du commerce des services, et la RDP lao la plus petite.

**Tableau 1.1 Japon et membres de l'ASEAN: profils du commerce des services en 2021**

	Exportations			Importations		
	Valeur (millions d'USD)	Part dans le total mondial (%)	Classement <sup>a</sup>	Valeur (millions d'USD)	Part dans le total mondial (%)	Classement <sup>a</sup>
<b>Japon</b>	163 996	2,74	7	205 204	3,70	6
<b>ASEAN</b>						
Brunéi Darussalam	194	0,00	136	880	0,02	118
Cambodge	648	0,01	104	2 088	0,04	81
Indonésie	13 581	0,23	29	28 661	0,52	25
Malaisie	20 793	0,35	24	35 316	0,64	21
Myanmar	2 081	0,03	77	1 782	0,03	91
Philippines	33 605	0,56	19	19 046	0,34	29
RDP lao	125	0,00	146	252	0,00	146
Singapour	229 552	3,83	6	223 356	4,03	5
Thaïlande	24 176	0,40	22	65 242	1,18	13
Viet Nam	3 498	0,06	62	19 215	0,35	28

a À l'exclusion du commerce intra-UE.

Source: Profils commerciaux du Secrétariat de l'OMC (2022).

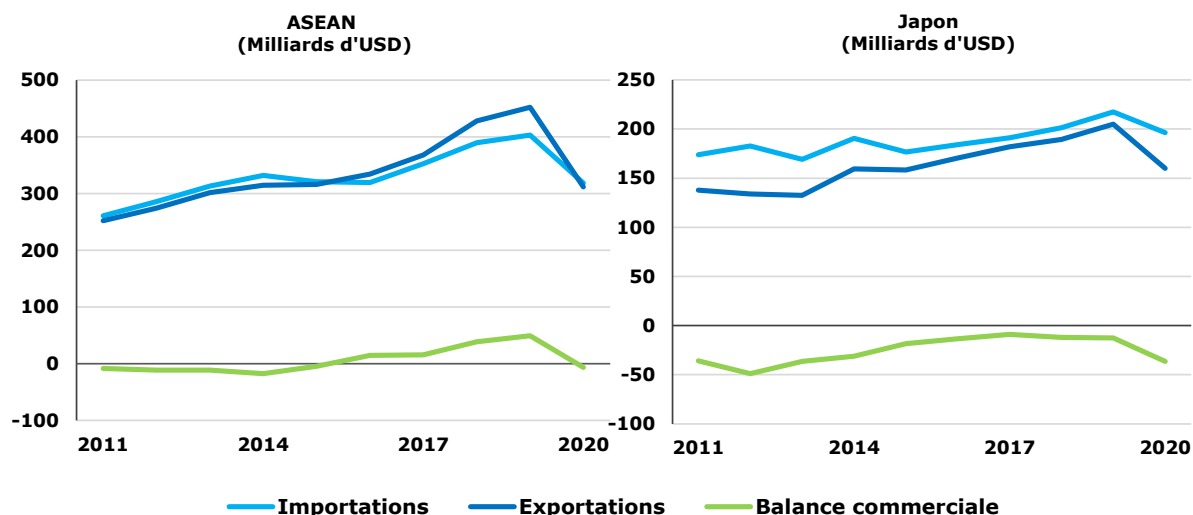
<sup>1</sup> Voir les notifications [WT/REG277/N/1](#), [WT/REG277/N/2](#) et [WT/REG277/N/3](#).

<sup>2</sup> Voir le document [WT/REG277/M/1](#).

## 1.1 Commerce des services et investissement

1.4. Le graphique 1.1 montre l'évolution du commerce mondial et bilatéral de services commerciaux de l'ASEAN, en tant que groupe, et du Japon, pour la période 2011-2020. Au cours des deux dernières années de la période, les deux partenaires ont enregistré une forte contraction du commerce en raison de la pandémie de COVID-19. Le Japon a enregistré un déficit de ses échanges de services avec le reste du monde, et la balance commerciale de l'ASEAN est quant à elle passée d'un déficit à un excédent entre 2015 et 2020.

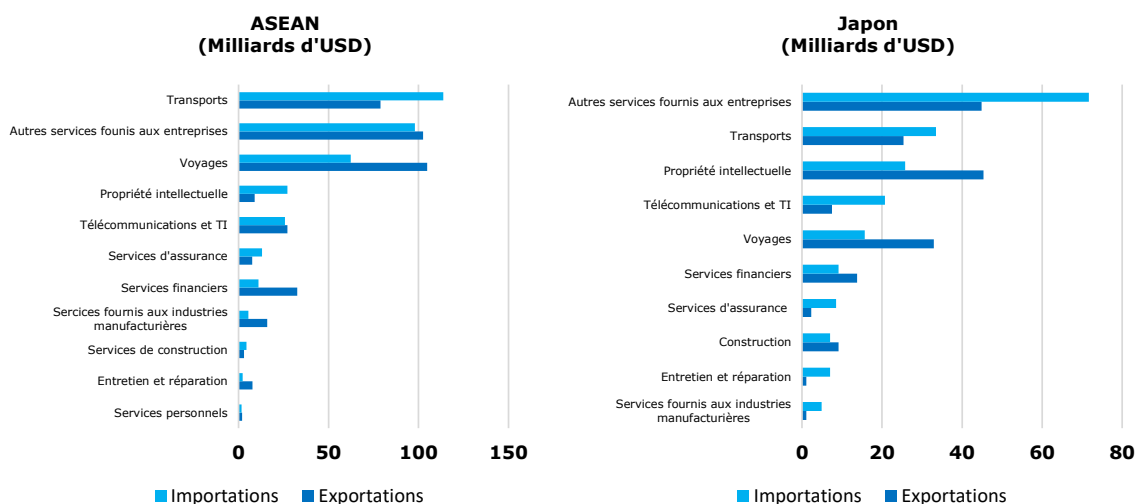
**Graphique 1.1 ASEAN et Japon: commerce mondial des services commerciaux, 2011-2020**



Source: Base de données statistiques de l'OMC (pour l'ASEAN) et données communiquées par les autorités japonaises.

1.5. Le graphique 1.2 présente la ventilation par secteur des importations et des exportations de l'ASEAN, en tant que groupe, et du Japon (moyenne pour la période 2018-2020). Pour l'ASEAN, les transports, les autres services fournis aux entreprises et les voyages étaient les services qui ont fait l'objet du plus grand nombre d'échanges (importations comme exportations), tandis que pour le Japon, les secteurs enregistrant le plus d'échanges étaient les autres services fournis aux entreprises, les transports et la propriété intellectuelle (importations), ainsi que les autres services fournis aux entreprises, les voyages et la propriété intellectuelle (exportations).

**Graphique 1.2 ASEAN et Japon: services commerciaux, échanges avec le reste du monde, par catégorie (moyenne de 2018-2020)**

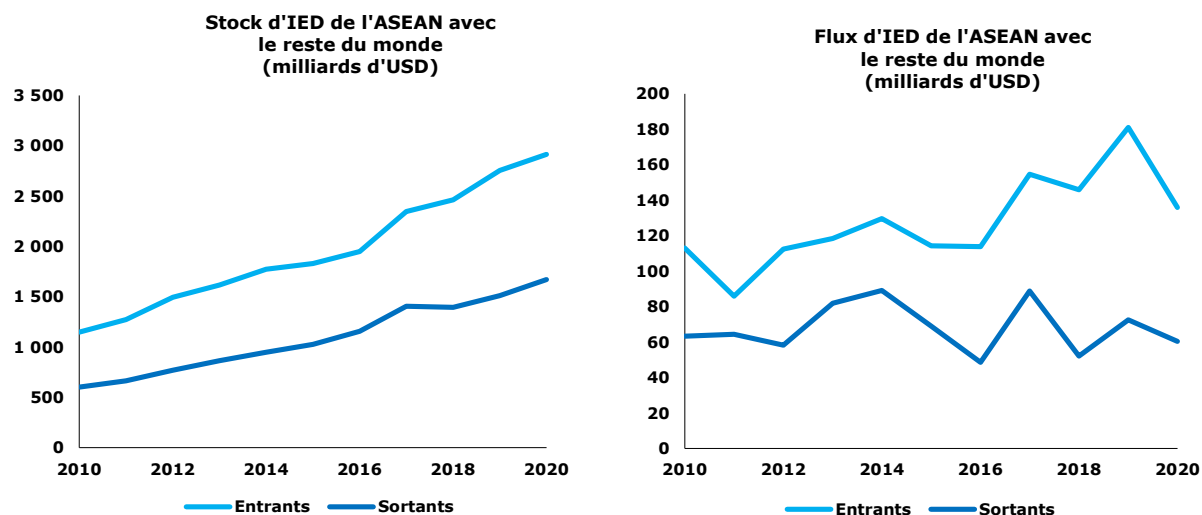


Note: Dans l'ASEAN, absence d'échanges de services commerciaux en 2020 pour la RDP lao et le Viet Nam.

Source: Base de données statistiques de l'OMC (pour l'ASEAN) et données communiquées par les autorités japonaises.

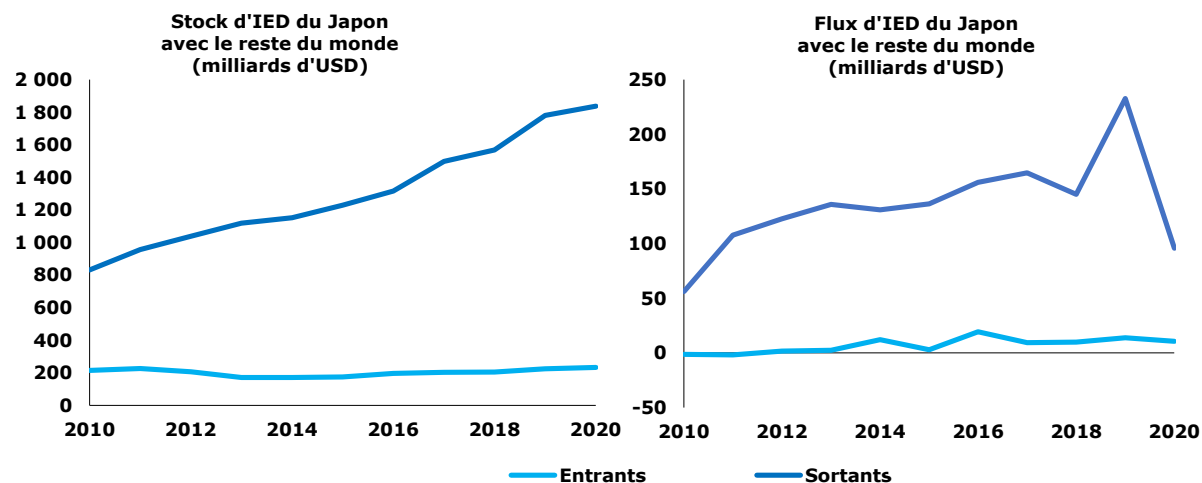
1.6. Les graphiques 1.3 et 1.4 indiquent les stocks et flux d'investissement étranger direct (IED) de l'ASEAN et du Japon avec le reste du monde entre 2010 et 2020. Au cours de cette période, l'ASEAN est restée un bénéficiaire net de l'investissement entrant, tandis que le Japon a été un investisseur net, dont les flux sortants, vers l'ASEAN et le reste du monde, ont culminé en 2019 (graphique 1.5).

**Graphique 1.3 ASEAN: stock et flux d'IED avec le reste du monde, 2010-2020**



Source: UNCTADStat.

**Graphique 1.4 Japon: stock et flux d'IED avec le reste du monde, 2010-2020**



Source: UNCTADStat.

**Stock d'IED du Japon avec les pays membres de l'ASEAN (milliards d'USD)**

Année	Stock d'IED (milliards d'USD)
2017	195
2018	215
2019	255
2020	255
2021	280

**Flux d'IED du Japon avec les pays membres de l'ASEAN (milliards d'USD)**

Année	Flux d'IED (milliards d'USD)
2017	20
2018	27
2019	30
2020	15
2021	27

Entrants (light blue line)  
Sortants (dark blue line)

## 2 ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DU PROTOCOLE

2.1. Le Protocole a été signé par toutes les Parties entre le 27 février et le 24 avril 2019. Il est entré en vigueur entre le 1<sup>er</sup> août 2020 et le 1<sup>er</sup> février 2022, selon la Partie. Les Parties l'ont notifié à l'OMC le 11 novembre 2022 au titre de l'article V:7 a) de l'AGCS ([S/C/N/1117](#)).

**Japon:** [https://www.mofa.go.jp/policy/economy/fta/page23e\\_000570.html](https://www.mofa.go.jp/policy/economy/fta/page23e_000570.html)  
**ASEAN:** <https://asean.org/wp-content/uploads/2012/05/AJCEP-Prtcl-CTC.pdf>

### Tableau 2.1. Liste des ACR qui se recoupent au 15 décembre 2023

[illegible]

Note: Seuls les ACR en vigueur et notifiés à l'OMC au 2 octobre 2023 sont indiqués. Le champ d'application des ACR est celui notifié par les Parties.

Source: Secrétariat de l'OMC. De plus amples renseignements concernant les ACR notifiés et les dates précises d'entrée en vigueur/d'application provisoire figurent dans la base de données de l'OMC sur les ACR: <http://rtais.wto.org>.

## 2.2 Structure du Protocole

2.4. Le Protocole contient huit articles et cinq appendices, qui en font partie intégrante (encadré 2.1). Ses dispositions sont incorporées dans l'Accord AJCEP et en font partie intégrante.

### Encadré 2.1 Structure du Protocole

Préambule	
Article premier	Références faites à l'Union du Myanmar
Article 2	Incorporation des nouvelles annexes et modification de la table des matières de l'Accord AJCEP
Article 3	Modification du chapitre 1 (Dispositions générales) de l'Accord AJCEP <sup>3</sup>
Article 4	Modification du chapitre 6 (Commerce des services) de l'Accord AJCEP
Article 5	Incorporation du chapitre 6 <i>bis</i> (Mouvement des personnes physiques) dans l'Accord AJCEP
Article 6	Modification du Chapitre 7 (Investissement) de l'Accord AJCEP
Article 7	Modification du chapitre 10 (Dispositions finales) de l'Accord AJCEP
Article 8	Entrée en vigueur
Appendice 1	Table des matières
Appendice 2	Annexe 6: Liste d'engagements spécifiques
Appendice 3	Annexe 7: Listes des exemptions au traitement de la nation la plus favorisée
Appendice 4	Annexe 8: Liste des Parties concernées par le paragraphe 3 de l'article 50.3
Appendice 5	Annexe 9: Engagements spécifiques relatifs au mouvement des personnes physiques

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base du Protocole.

## 3 DISPOSITIONS RELATIVES AU COMMERCE DES SERVICES

3.1. Les articles 4, 5 et 6 du Protocole modifient les chapitres 6 et 7 de l'Accord AJCEP au moyen de dispositions portant respectivement sur le commerce des services, le mouvement des personnes physiques et l'investissement. Celles-ci sont complétées par des dispositions supplémentaires relatives aux services financiers et aux services de télécommunication (annexes A et B du chapitre 6), ainsi que par les listes d'engagements des Parties figurant aux appendices 2 à 5 du Protocole (incorporées dans l'Accord AJCEP en tant qu'annexes 6 à 9).

### 3.1 Champ d'application et définitions

3.2. Le chapitre 6 modifié s'applique aux mesures<sup>4</sup> visant le commerce des services d'une Partie et couvre les modes de fourniture 1 à 4 de l'AGCS.<sup>5</sup> Il ne s'applique pas: a) aux marchés publics; b) au cabotage dans les services de transport maritime; et c) aux services de transport aérien, à quelques

<sup>3</sup> Il s'agit du remplacement de l'article 8 (exceptions concernant la sécurité) et des modifications de l'article 11 (Comité mixte) de l'Accord AJCEP.

<sup>4</sup> Y compris les mesures fiscales, dans la mesure prévue par l'AGCS (article 50.1 i) incorporé du chapitre 6, article 4 du Protocole).

<sup>5</sup> Article 50.1 et 50.2 incorporé du chapitre 6, article 4 du Protocole.

exceptions près.<sup>6</sup> Les dispositions supplémentaires visant les services financiers et les services de télécommunication figurent aux annexes A et B, respectivement, du chapitre 6 modifié.

3.3. Le chapitre 6*bis* incorporé s'applique aux mesures visant le mouvement des personnes physiques d'une Partie, lorsque ces personnes entrent sur le territoire d'une autre Partie et relèvent de l'une des catégories suivantes: a) personnes en voyage d'affaires de courte durée; b) personnes transférées à l'intérieur d'une société; c) fournisseurs de services contractuels; d) investisseurs; et e) autres catégories pouvant être précisées dans l'appendice 5 du Protocole (incorporée en tant qu'annexe 9 dans l'Accord AJCEP) (article 50*bis*.2 et 50*bis*.4 incorporés). De plus amples renseignements sur le chapitre 6*bis* incorporé figurent dans la section 3.3.6 de cette présentation factuelle.

3.4. Le chapitre 7 incorporé porte sur l'investissement et s'applique aux mesures adoptées ou maintenues par une Partie aux niveaux des gouvernements et administrations centraux, régionaux ou locaux concernant: a) les investisseurs<sup>7</sup> d'autres Parties; ou b) les investissements visés.<sup>8</sup> Il ne s'applique pas: a) aux marchés publics; b) aux subventions ou dons accordés par une Partie; c) aux services fournis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental; d) aux plaintes découlant d'événements antérieurs à l'entrée en vigueur du Protocole; et e) aux mesures adoptées ou maintenues par une Partie concernant le commerce des services et le mouvement des personnes physiques (article 51.1 incorporé). De plus amples renseignements sur le chapitre 7 incorporé figurent dans la section 3.5.5.2 de cette présentation factuelle.

## 3.2 Refus d'accorder des avantages

3.5. Une Partie peut refuser d'accorder les avantages prévus par le chapitre relatif au commerce des services si: i) le service est fourni à partir du territoire ou sur le territoire d'un pays tiers; ii) dans le cas de la fourniture d'un service de transport maritime, le service est fourni par un navire immatriculé dans un pays tiers et par une personne d'un pays tiers qui exploite et/ou utilise le navire en totalité ou en partie; et c) le fournisseur de services est une personne morale<sup>9</sup> et non un fournisseur de services d'une autre Partie (article 50.26 incorporé du chapitre 6, article 4 du Protocole).

3.6. Une Partie peut également refuser d'accorder les avantages découlant du chapitre relatif à l'investissement si la société d'investissement (ou ses investissements) d'une autre Partie est détenue ou contrôlée par un investisseur d'un pays tiers et que la Partie qui refuse d'accorder des avantages: a) n'entretient pas de relations diplomatiques avec ce pays tiers; ou b) adopte ou maintient des mesures à l'égard de ce pays tiers qui interdisent les transactions avec la personne morale ou qui seraient enfreintes ou contournées si les avantages découlant du chapitre 7 étaient accordés à ladite personne morale ou à ses investissements. En outre, une Partie peut refuser d'accorder les avantages prévus au chapitre 7 incorporé à un investisseur d'une autre Partie si la personne morale est détenue ou contrôlée par un investisseur d'un pays tiers ou de la Partie refusant

---

<sup>6</sup> Par exemple, services de réparation et de maintenance des aéronefs; vente ou commercialisation des services de transport aérien; services de systèmes informatisés de réservation (article 50.2 incorporé du chapitre 6, article 4 du Protocole).

<sup>7</sup> Un investisseur d'une Partie s'entend d'une personne physique ou morale d'une Partie qui cherche à effectuer, qui effectue ou qui a effectué des investissements sur le territoire d'une autre Partie. Pour les Parties, un investisseur d'une Partie qui "cherche à effectuer" des investissements renvoie à un investisseur d'une Partie qui, dans le cadre d'un investissement, a entrepris des démarches concrètes pour engager un processus de notification ou d'approbation, le cas échéant, afin d'obtenir un permis ou une licence l'autorisant à établir des investissements (article 51.2 incorporé).

<sup>8</sup> Un investissement visé désigne, à l'égard d'une Partie, un investissement réalisé sur son territoire par un investisseur d'une autre Partie, existant à la date d'entrée en vigueur du Protocole ou établi, acquis ou étendu par la suite, et qui, le cas échéant, a été admis conformément à ses lois, réglementations et politiques nationales. Dans le cas de la Thaïlande, le chapitre 7 incorporé s'applique aux investissements visés qui, le cas échéant, ont été explicitement approuvés par écrit à des fins de protection par les autorités compétentes, conformément aux lois, réglementations et politiques nationales (article 51.2 incorporé).

<sup>9</sup> Une personne morale d'une autre Partie doit participer à des opérations commerciales substantielles sur le territoire de cette Partie ou de toute autre Partie (article 50.1 g) incorporé du chapitre 6, article 4 du Protocole).

d'accorder les avantages et si cette personne morale n'effectue pas d'opérations commerciales substantielles<sup>10</sup> sur le territoire de cette Partie (article 51.21 incorporé).<sup>11</sup>

### **3.3 Dispositions générales concernant le commerce des services**

#### **3.3.1 Accès aux marchés**

3.7. L'article 50.17 du chapitre 6 (commerce des services) contient une liste des limitations de l'accès au marché que les Parties ne peuvent adopter ou maintenir sauf indication contraire dans leurs listes d'engagements spécifiques respectives figurant à l'annexe 6 de l'Accord AJCEP (article 4 du Protocole). Ces limitations reprennent dans l'ensemble celles de l'article XVI de l'AGCS.

#### **3.3.2 Traitement national et traitement NPF**

3.8. Les Parties accorderont le traitement NPF et le traitement national aux services et fournisseurs de services des autres Parties, sous certaines conditions (article 50.3 et 50.18 incorporé du chapitre 6).

3.9. Le traitement national est également accordé par une Partie aux investisseurs d'une autre Partie et à leurs investissements visés pour l'établissement, l'acquisition, l'expansion, la gestion, la direction, l'exploitation et la vente ou autre aliénation d'investissements sur son territoire, avec certaines réserves (article 51.3 et 51.23 incorporé du chapitre 7). Les dispositions relatives au traitement national sont appliquées dans les conditions prévues par le programme de travail défini à l'article 51.23 incorporé (voir la section 3.5.5.2 ci-après), qui prévoit également que les Parties entament des discussions en vue de convenir de l'application du traitement NPF aux investisseurs et à leurs investissements visés.

3.10. Les exemptions NPF du Japon sont définies à l'appendice 3 du Protocole (annexe 7 incorporée dans l'Accord AJCEP). Les États membres de l'ASEAN<sup>12</sup> sont exemptés des dispositions NPF au titre du chapitre 6 modifié (Commerce des services). Toute décision visant à accorder le traitement NPF à une Partie doit être considérée sur la base du principe de l'effort maximal et n'est pas soumise aux procédures de règlement des différends prévues au chapitre 9 (Règlement des différends) de l'Accord AJCEP.<sup>13</sup>

#### **3.3.3 Présence commerciale**

3.11. Conformément à l'article XXVIII d) de l'AGCS, l'article 50.1 incorporé du chapitre 6 définit la "présence commerciale" comme "tout type d'établissement commercial ou professionnel, y compris sous la forme i) de la constitution, de l'acquisition ou du maintien d'une personne morale<sup>14</sup>, ou ii) de la création ou du maintien d'une succursale ou d'un bureau de représentation, sur le territoire d'une Partie aux fins de la fourniture d'un service" (article 4 du Protocole).

#### **3.3.4 Prescriptions en matière de résultats**

3.12. Le chapitre 7 incorporé (Investissement) interdit à une Partie d'imposer ou d'appliquer des prescriptions en matière de résultats visant l'établissement, l'acquisition, l'expansion, la gestion, la direction, l'exploitation ou la vente ou autre aliénation d'un investissement réalisé sur son territoire par un investisseur d'une autre Partie. Les dispositions précises et les exceptions applicables figurent à l'article 51.5 incorporé, qui s'applique dans les conditions prévues par le programme de travail établi au titre de l'article 51.23 incorporé (voir la section 3.5.5.2 ci-après).

<sup>10</sup> Aucune définition n'est donnée pour les "opérations commerciales substantielles".

<sup>11</sup> Des dispositions spécifiques s'appliquent pour les Philippines.

<sup>12</sup> Comme indiqué à l'appendice 4, incorporée dans l'Accord AJCEP en tant qu'annexe 8.

<sup>13</sup> Veuillez consulter la section 4.6 de la présentation factuelle de l'Accord AJCEP figurant dans le document [WT/REG277/1/Rev.1](#).

<sup>14</sup> Conformément à l'article XXVIII l) de l'AGCS, une "personne morale" s'entend de toute entité juridique dûment constituée ou autrement organisée conformément à la législation applicable, à des fins lucratives ou non, et détenue par le secteur privé ou le secteur public, y compris toute société, société de fiducie ("trust"), société de personnes ("partnership"), coentreprise, entreprise individuelle ou association (article 50.1 f) incorporé du chapitre 6, article 4 du Protocole).

### 3.3.5 Dirigeants et conseils d'administration

3.13. Les Parties ne peuvent imposer de prescriptions en matière de nationalité aux postes de cadre supérieur d'une personne morale qui constitue un investissement visé, mais elles peuvent exiger qu'une majorité des membres de son conseil d'administration, ou de n'importe lequel de ses comités, soient d'une nationalité donnée ou résident sur le territoire de la Partie, à la condition que cette exigence ne compromette pas de façon marquée la capacité de l'investisseur à contrôler son investissement (article 51.6 incorporé).

3.14. Les dispositions relatives aux dirigeants et aux conseils d'administration s'appliquent dans les conditions prévues par le programme de travail établi au titre de l'article 51.23 incorporé (voir la section 3.5.5.2 ci-après).

### 3.3.6 Mouvement des personnes physiques

3.15. L'article 5 du Protocole, qui incorpore le chapitre 6*bis* de l'Accord AJCEP, s'applique aux mesures et conditions relatives au mouvement des personnes physiques d'une Partie vers le territoire d'une autre Partie. Il ne s'applique pas aux mesures visant les personnes physiques cherchant à accéder au marché de l'emploi d'une Partie ni aux mesures concernant la nationalité, la citoyenneté, la résidence ou l'emploi à titre permanent (article 50*bis*.2 incorporé).

3.16. Les Parties se réservent le droit d'appliquer des mesures visant à réglementer l'admission ou le séjour temporaire de personnes physiques d'une autre Partie sur leur territoire, y compris les mesures nécessaires pour protéger l'intégrité de ses frontières et assurer le passage ordonné de ses frontières par les personnes physiques, à condition que ces mesures ne soient pas appliquées de manière à annuler ou à compromettre les avantages découlant pour une autre Partie des modalités des engagements spécifiques (article 50*bis*.2 incorporé).

3.17. Dans le chapitre, une personne physique d'une Partie est définie comme un ressortissant, ou comme un résident permanent d'une Partie lorsque celle-ci accorde substantiellement le même traitement à ses résidents permanents et à ses ressortissants pour ce qui est des mesures affectant le commerce des services, soit une définition plus large que celle de l'article XXVIII k) de l'AGCS (article 50*bis*.3 incorporé). Le chapitre 6*bis* incorporé s'applique aux résidents permanents du Brunéi Darussalam et de Singapour. Lorsque toute Partie adopte des lois concernant le traitement des résidents permanents des autres Parties ou de pays tiers, les Parties conviennent de tenir des négociations pour déterminer si, pour cette Partie, les résidents permanents sont inclus dans la définition des personnes physiques au titre du chapitre 6*bis*.

3.18. Les engagements des Parties en matière d'admission temporaire des personnes physiques qui figurent à l'appendice 5 du Protocole (annexe 9 incorporée dans l'Accord AJCEP) sont spécifiques à chaque pays et énumèrent les catégories de personnes physiques visées par des engagements, ainsi que les conditions et limites associées, y compris la durée de séjour, les prescriptions relatives aux visas ou documents équivalents, et les droits en matière d'admission et de travail pour les conjoints et enfants accompagnant les personnes concernées.

3.19. Les Parties s'engagent à autoriser l'admission temporaire ou la prorogation du séjour temporaire pour la totalité ou une partie des catégories de personnes physiques suivantes: a) personnes en voyage d'affaires ou catégories apparentées; b) personnes transférées à l'intérieur d'une société ou catégories apparentées; c) investisseurs ou catégories apparentées; et d) fournisseurs de services contractuels ou catégories apparentées, dans la mesure prévue, pour chaque catégorie et par chaque Partie, à l'appendice 5, sous réserve de prescriptions en matière d'admissibilité et des formalités d'immigration comme indiqué dans le chapitre 6*bis* incorporé. Le Japon, le Cambodge, l'Indonésie, la Malaisie, le Myanmar, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Viet Nam appliquent leurs engagements à toutes les Parties, tandis que le Brunéi Darussalam et la RDP lao les appliquent au Japon.

3.20. Le tableau 3.1 donne un aperçu des engagements pris par les Parties au titre du Protocole et de leur rapport avec leurs engagements au titre de l'AGCS. La comparaison se fonde uniquement sur la durée du séjour et les catégories de fournisseurs de services. Elle ne tient pas compte des engagements pris (le cas échéant) concernant l'admission des conjoints et/ou personnes à charge des personnes physiques (voir l'annexe 2).

**Tableau 3.1. Aperçu des engagements pour le mode 4 au titre du Protocole et de l'AGCS**

Engagements	Brunéi Darussalam	Cambodge	Indonésie	RDP lao	Malaisie	Myanmar	Philippines	Singapour	Thaïlande	Viet Nam	Japon
<b>A. Personnes en voyage d'affaires ou catégories apparentées<sup>1</sup></b>	+	=	+	=	=	+	+	=	=	=	+
<b>B. Personnes transférées à l'intérieur d'une société ou catégories apparentées<sup>2</sup></b>	=	=	≈	+	+	+	+	=	+	=	+
<b>C. Investisseurs ou catégories apparentées<sup>3</sup></b>	+	=	=	+	+	=	+	=	=	=	+
<b>D. Fournisseurs de services contractuels ou catégories apparentées<sup>4</sup></b>	=	=	=	=	=	=	=	=	=	=	+



Des engagements existent au titre de l'Accord.



Aucun engagement au titre de l'AGCS.

+: Les engagements pris dans le cadre du Protocole sont plus larges que ceux pris dans le cadre de l'AGCS.

=: Les engagements pris dans le cadre du Protocole et de l'AGCS sont les mêmes.

≈: Les engagements pris dans le cadre du Protocole et de l'AGCS sont semblables.

<: Les engagements pris dans le cadre de l'AGCS sont plus larges que ceux pris dans le cadre du Protocole.

1 Désigne: a) les personnes en voyage d'affaires, b) les personnes en voyage d'affaires de courte durée, ou c) les vendeurs de services.

2 Désigne: a) les dirigeants; b) les cadres; ou c) les spécialistes.

3 Désigne: a) les personnes chargées de créer un établissement commercial, ou b) d'autres spécialistes ou experts.

4 Désigne: a) les fournisseurs de services contractuels, ou b) les professionnels.

Source: Appendice 5 du Protocole (incorporée en tant qu'annexe 9 dans l'Accord AJCEP) et listes AGCS des Parties.

3.21. Par rapport à l'AGCS, les engagements relatifs au mode 4 sont en général plus larges dans le cadre du Protocole, puisque la plupart des Parties prévoient l'admission temporaire de catégories supplémentaires de personnes physiques et/ou des durées de séjour plus longues. Par exemple, le Brunéi Darussalam a pris de nouveaux engagements relatifs aux personnes en voyage d'affaires de courte durée et aux investisseurs; le Myanmar et les Philippines l'ont fait pour des catégories précises de personnes physiques; et la Malaisie a prolongé la durée de séjour des personnes admises à titre temporaire. Toutes les Parties ont également pris des engagements relatifs aux personnes en voyage d'affaires et aux personnes transférées à l'intérieur d'une société, ou aux catégories apparentées, qui ne figurent pas dans certains de leurs engagements au titre de l'AGCS. Par ailleurs, seuls le Japon et la RDP lao ont pris des engagements spécifiques concernant les conjoints et enfants accompagnant: les personnes transférées à l'intérieur d'une société, les investisseurs, certains professionnels et les personnes physiques participant à des activités commerciales nécessitant des technologies ou des connaissances d'un niveau avancé sur la base d'un contrat personnel avec des organisations publiques ou privées au Japon (pour de plus amples renseignements, veuillez voir l'annexe 2).

3.22. Les Parties conviennent, entre autres, de traiter sans retard indu les demandes complètes et, sur demande et dans un délai raisonnable, d'informer le requérant de la réception et de la situation de sa demande, ainsi que de la décision prise à son sujet. Les frais associés doivent être raisonnables et fixés conformément aux lois et réglementations des Parties (article 50*bis*.5 incorporé).

3.23. Les Parties ne peuvent pas avoir recours au mécanisme de règlement des différends prévu par l'Accord AJCEP en cas de rejet d'une demande d'admission et de séjour temporaire, sauf si l'affaire relève d'une pratique récurrente et si les personnes physiques concernées ont épuisé les recours nationaux en ce qui concerne la question soulevée (article 50*bis*.8 incorporé).

3.24. Des points de contact sont désignés afin de faciliter la communication sur toute question visée par le chapitre 6*bis*.

### 3.4 Engagements de libéralisation

3.25. Les listes d'engagements spécifiques des Parties figurant à l'annexe 6 incorporée suivent l'approche de la "liste positive" et sont établies suivant le modèle des listes annexées à l'AGCS en ce qui concerne la classification sectorielle<sup>15</sup> et la séparation des limitations sectorielles et des limitations horizontales, ces dernières s'appliquant à tous les secteurs inclus dans la liste.<sup>16</sup> Dans les cas où des engagements spécifiques sont désignés par les lettres "SS"<sup>17</sup>, les Parties conviennent de limiter les limitations, conditions et restrictions, autres que les lois et réglementations relatives à l'immigration, aux mesures non conformes existantes.<sup>18</sup> Pour les modes 1 à 4, les listes indiquent les limitations et conditions concernant l'accès aux marchés et le traitement national, ainsi que les engagements additionnels.<sup>19</sup>

3.26. Les dispositions relatives à la modification ou au retrait de tout engagement figurant dans les listes des Parties suivent généralement celles de l'article XXI de l'AGCS (article 50.23 incorporé).

3.27. Le réexamen des engagements relatifs au commerce des services, y compris la possibilité de renégocier le modèle de présentation des listes, est régi par l'article 75 de l'Accord AJCEP (article 50.25 incorporé).

3.28. Les dispositions relatives à la coopération sont énoncées à l'article 50.15 incorporé; un traitement spécial et différencié est appliqué aux nouveaux États membres de l'ASEAN (article 50.16 incorporé).

3.29. Les engagements de libéralisation de chaque Partie sont présentés à l'annexe 1 tandis que la présente section résume la libéralisation du commerce des services au titre du chapitre 6 incorporé, y compris l'annexe 6, du Protocole.

#### 3.4.1 Aperçu

3.30. Dans le cadre du Protocole, les Parties prennent des engagements – sans limitation ou partiels – couvrant 15 (Philippines) à 50 (Japon<sup>20</sup>) sous-secteurs sur les 56 inclus dans la Classification sectorielle des services de l'OMC (graphique 3.1).<sup>21</sup> Aucune des Parties n'a inscrit d'engagements concernant les services postaux (uniquement le Japon); les autres services financiers; ou les services d'agences de presse (uniquement le Japon) (tableau 3.2).

3.31. Le degré de libéralisation par secteur varie: certaines Parties comme le Cambodge ont pris des engagements sans limitation dans 13 sous-secteurs, tandis que d'autres comme le Brunéi Darussalam, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande ou le Viet Nam n'ont pris d'engagement sans limitation dans aucun des sous-secteurs inscrits sur les listes. Les services

<sup>15</sup> Classification sectorielle des services de l'OMC (MTN.GNS/W/120), fondée sur la Classification centrale de produits (CPC) provisoire des Nations Unies de 1991.

<sup>16</sup> Les dispositions relatives à l'établissement des listes d'engagements spécifiques figurent à l'article 50.20 incorporé du chapitre 6 et sont similaires à celles de l'article XX de l'AGCS.

<sup>17</sup> Indiquées seulement dans la liste d'engagements spécifiques du Japon au titre du Protocole et appliquées à la majorité des secteurs de services inscrits dans la liste, à quelques exceptions près pour les secteurs des services fournis aux entreprises, des services de communication, de santé, de distribution, d'éducation et des services financiers et de transport.

<sup>18</sup> L'adjectif "existantes" fait référence aux mesures en application le jour de l'entrée en vigueur du Protocole (article 50.20 incorporé du chapitre 6).

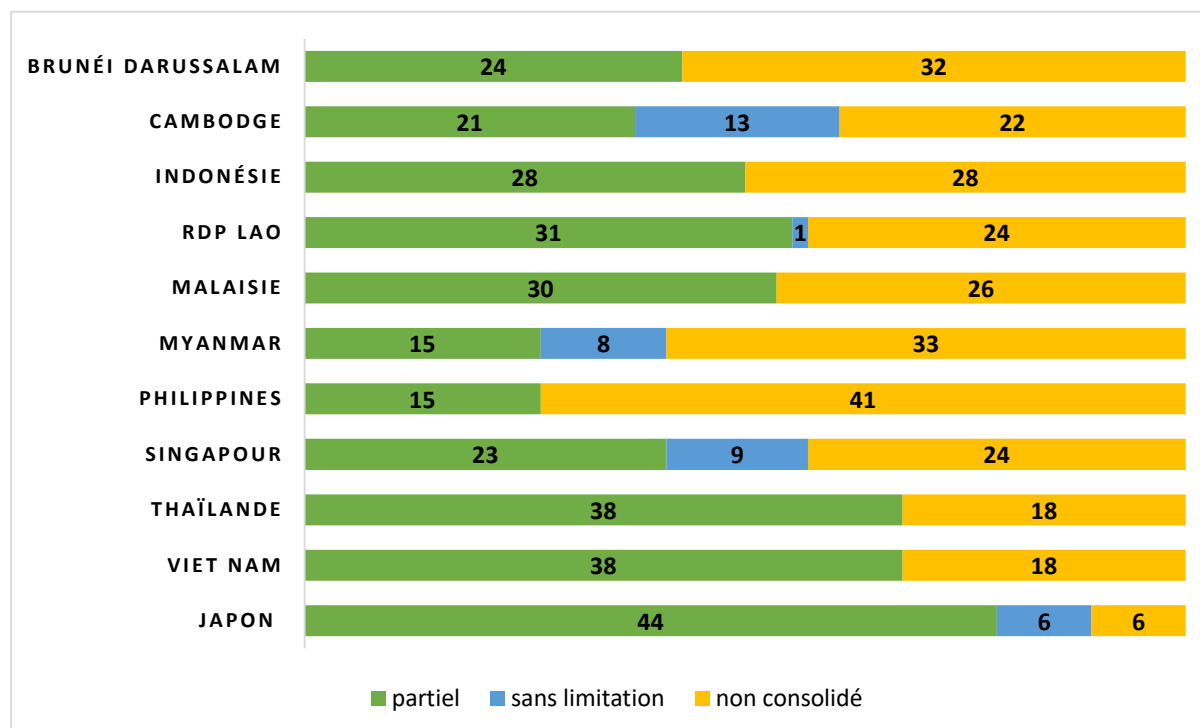
<sup>19</sup> Si les Parties contractent des engagements qui ne sont pas assujettis aux articles 50.17 et 50.18 incorporés (accès aux marchés et traitement national), ceux-ci sont inscrits en tant qu'engagements additionnels (article 50.19 incorporé du chapitre 6).

<sup>20</sup> Dans sa liste d'engagements spécifiques annexée au Protocole, le Japon inscrit la mention "non consolidé" pour les modes 1 à 4 en ce qui concerne les sous-secteurs des autres services de communication; des autres services sociaux et de santé; des autres services relatifs au tourisme et aux voyages; des autres services récréatifs; des services culturels et sportifs; et des autres services de transports. Ceux-ci ne figurent pas dans sa liste annexée à l'AGCS.

<sup>21</sup> La Classification sectorielle des services de l'OMC (document de l'OMC MTN.GNS/W/120) comprend 12 secteurs et 56 sous-secteurs. Le douzième secteur "Autres services non compris ailleurs" est compté comme un sous-secteur dans le cadre du présent exercice.

informatiques et services connexes ainsi que les services de guides touristiques font partie des secteurs pour lesquels plus de deux Parties ont pris des engagements sans limitation.<sup>22</sup>

**Graphique 3.1 Nombre de sous-secteurs par niveau d'engagement dans le cadre du Protocole**

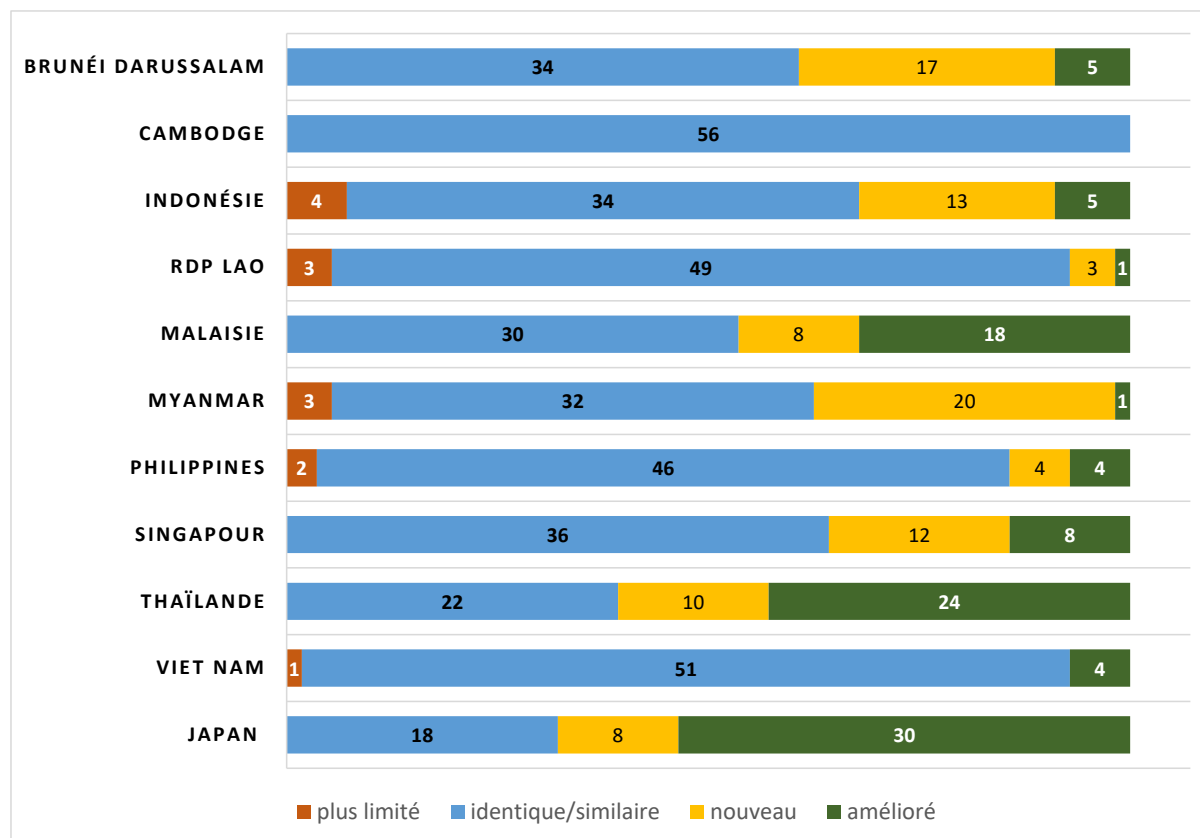


Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de l'appendice 2 du Protocole (incorporé en tant qu'annexe 6 dans l'Accord AJCEP).

3.32. Certaines réserves horizontales ne sont pas propres à une Partie. Par exemple, la plupart des Parties ont des réserves générales quant à l'acquisition, l'investissement et la propriété de terres, et prévoient certaines prescriptions en matière de présence commerciale. Dans le cadre du Protocole, Singapour et le Japon ne mentionnent aucun engagement horizontal ni aucune limitation.

3.33. Les engagements sectoriels pris au titre de l'Accord sont en général plus libéraux pour toutes les Parties par rapport à l'AGCS, à quelques exceptions près où les engagements sont identiques ou semblent être plus limités. Le nombre de nouveaux sous-secteurs ajoutés par chaque Partie dans le cadre de l'Accord varie entre 3 (RDP lao) et 20 (Myanmar). Les engagements au titre de l'AGCS ont été élargis pour 1 (RDP lao et Myanmar) à 30 (Japon) secteurs, soit en ajoutant un nouveau sous-secteur, soit en élargissant la portée des engagements existants dans un sous-secteur (tableau 3.2). Par exemple, le Myanmar a ajouté des engagements dans certains sous-secteurs des secteurs des services fournis aux entreprises, de la communication, de la construction, de l'éducation, de la finance et du transport, qui sont non consolidés dans sa liste annexée à l'AGCS; la RDP lao a également pris de nouveaux engagements dans certains secteurs des services fournis aux entreprises, ainsi que des services de construction et de distribution; les engagements spécifiques du Cambodge demeurent en revanche inchangés.

<sup>22</sup> L'évaluation du niveau des engagements s'effectue au niveau sectoriel et est donc fondée sur les engagements/réserves sectoriels des Parties uniquement. Ces engagements doivent donc être lus conjointement avec les réserves relatives au traitement NPF et les réserves horizontales inscrites dans le Protocole pour obtenir le degré global de libéralisation dans un sous-secteur donné.

**Graphique 3.2 Nombre de secteurs par niveau d'engagement par rapport à l'AGCS**

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de l'appendice 2 du Protocole (incorporé en tant qu'annexe 6 dans l'Accord AJCEP).

### 3.4.2 Engagements sectoriels spécifiques


3.34. Le tableau 3.2 résume les engagements sectoriels des Parties pour les modes 1 à 3. Les engagements pour le mode 4 sont décrits dans la section 3.3.6. Les limitations relatives au traitement NPF et les limitations horizontales ne sont pas prises en compte dans le tableau 3.2. Une description détaillée de chacun des engagements des Parties pris au titre du Protocole figure à l'annexe 1 de la présente présentation factuelle.


**Tableau 3.2 Engagements sectoriels des Parties pour les modes 1 à 3 au titre du Protocole**


Engagements sectoriels spécifiques au titre du Protocole	Brunéi Darussalam	Cambodge	Indonésie	RDP lao	Malaisie	Myanmar	Philippines	Singapour	Thaïlande	Viet Nam	Japon
<b>1. Services fournis aux entreprises</b>											
A. Services professionnels	+	=	<	≈	+	Δ	Δ	+	+	<	+
B. Services informatiques et services connexes	=	=	<	=	+	Δ	Δ	+	+	=	=
C. Services de recherche-développement	Δ	=	+	+	+	=	=	+	Δ	=	+
D. Services immobiliers	=	=	=	=	=	=	=	Δ	Δ	=	=
E. Services de crédit-bail ou de location sans opérateurs	+	=	Δ	Δ	+	Δ	=	Δ	+	+	+
F. Autres services fournis aux entreprises	Δ	=	<	≈	+	Δ	Δ	+	+	=	+
<b>2. Services de communication</b>											
A. Services postaux	=	=	=	=	=	=	=	=	=	=	Δ
B. Services de courrier	=	=	=	≈	=	=	<	=	=	=	Δ
C. Services de télécommunication	+	=	≈	≈	+	Δ	≈	+	+	=	≈

Engagements sectoriels spécifiques au titre du Protocole	Brunéi Darussalam	Cambodge	Indonésie	RDP lao	Malaisie	Myanmar	Philippines	Singapour	Thaïlande	Viet Nam	Japon
D. Services audiovisuels	=	=	=	=	≈	Δ	=	=	+	=	+
E. Autres services	=	=	=	=	=	=	=	=	=	=	≈
<b>3. Services de construction et services d'ingénierie connexes</b>											
A. Travaux d'entreprises générales de construction de bâtiments	Δ	=	≈	Δ	+	Δ	=	=	+	=	+
B. Travaux d'entreprises générales de construction d'ouvrages de génie civil	Δ	=	≈	=	+	Δ	=	=	+	=	+
C. Travaux de pose d'installations et de montage	Δ	=	≈	=	+	Δ	=	=	+	=	+
D. Travaux d'achèvement des bâtiments et de finition	Δ	=	≈	=	+	Δ	=	=	Δ	=	+
E. Autres services	Δ	=	≈	=	+	Δ	=	=	Δ	=	+
<b>4. Services de distribution</b>											
A. Services de courtage	=	=	=	Δ	Δ	=	=	Δ	+	=	+
B. Services de commerce de gros	=	=	Δ	=	Δ	=	=	Δ	Δ	=	+
C. Services de commerce de détail	=	=	Δ	=	Δ	=	=	=	=	=	+
D. Services de franchise	Δ	=	Δ	=	=	=	=	Δ	Δ	=	+
E. Autres services	=	=	=	=	=	=	=	=	=	=	Δ
<b>5. Services d'éducation</b>											
A. Services d'enseignement primaire	=	=	=	=	=	Δ	=	=	≈	=	+
B. Services d'enseignement secondaire	=	=	=	=	Δ	Δ	=	=	≈	+	=
C. Services d'enseignement supérieur	=	=	=	<	Δ	Δ	=	=	Δ	+	+
D. Services d'enseignement pour adultes	=	=	=	<	=	Δ	=	Δ	≈	=	=
E. Autres services d'enseignement	Δ	=	=	<	Δ	Δ	=	=	Δ	+	Δ
<b>6. Services environnementaux</b>											
A. Services d'assainissement	=	=	Δ	=	=	=	=	=	+	=	=
B. Services d'enlèvement des ordures	=	=	Δ	=	=	=	=	=	+	=	+
C. Services d'assainissement et services analogues	=	=	=	=	=	=	=	Δ	+	=	=
D. Autres services	=	=	Δ	=	=	=	=	Δ	+	=	=
<b>7. Services financiers</b>											
A. Tous les services d'assurance et relatifs à l'assurance	≈	=	<	=	+	Δ	+	≈	=	=	+
B. Services bancaires et autres services financiers	+	=	+	=	+	Δ	≈	≈	+	=	+
C. Autres services	=	=	=	=	=	=	=	=	=	=	=
<b>8. Services de santé et services sociaux</b>											
A. Services hospitaliers	Δ	=	Δ	=	+	=	=	=	=	=	=
B. Autres services de santé humaine	=	=	=	=	=	=	=	Δ	=	=	Δ
C. Services sociaux	=	=	=	=	Δ	=	=	Δ	=	=	Δ
D. Autres services	=	=	=	=	=	=	=	=	=	=	≈
<b>9. Services relatifs au tourisme et aux voyages</b>											
A. Services d'hôtellerie et de restauration (y compris les services de traiteur)	Δ	=	+	=	+	<	+	+	+	=	+
B. Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques	=	=	=	=	+	=	+	+	+	=	=
C. Services de guides touristiques	=	=	=	=	=	=	=	+	=	=	+
D. Autres services	Δ	=	+	=	=	=	=	=	+	=	≈
<b>10. Services récréatifs, culturels et sportifs</b>											
A. Services de spectacles	=	=	=	=	=	=	=	=	Δ	=	+
B. Services d'agences de presse	=	=	=	=	=	=	=	=	=	=	=
C. Services des bibliothèques, archives, musées et autres services culturels	=	=	=	=	=	=	=	=	+	=	+
D. Services sportifs et autres services récréatifs	=	=	=	=	=	=	=	=	+	=	+
E. Autres services	=	=	=	=	Δ	=	=	=	=	=	≈

Engagements sectoriels spécifiques au titre du Protocole	Brunéi Darussalam	Cambodge	Indonésie	RDP lao	Malaisie	Myanmar	Philippines	Singapour	Thaïlande	Viet Nam	Japon
<b>11. Services de transport</b>											
A. Services de transport maritime	Δ	=	≈	=	+	+	=	≈	+	=	+
B. Services de transport par les voies navigables intérieures	=	=	=	=	=	<	=	=	=	=	+
C. Services de transport aérien	+	=	Δ	=	=	Δ	+	=	+	=	=
D. Services de transport spatial	Δ	=	=	=	=	=	=	=	=	=	Δ
E. Services de transport ferroviaire	Δ	=	=	=	=	=	=	=	+	=	+
F. Services de transport routier	=	=	Δ	=	=	<	=	=	+	=	+
G. Services de transport par conduites	=	=	=	=	=	=	Δ	=	=	=	+
H. Services auxiliaires de tous les modes de transport	Δ	=	Δ	=	=	Δ	<	=	+	=	+
I. Autres services de transport	=	=	=	=	=	=	=	=	=	=	≈
<b>12. Autres services non compris ailleurs</b>											
	=	=	Δ	=	+	=	=	Δ	=	=	Δ

 Aucune limitation concernant l'accès aux marchés ou le traitement national au titre du Protocole

 Certaines limitations concernant l'accès aux marchés ou le traitement national au titre du Protocole

 Aucun engagement au titre du Protocole

- +: Les engagements pris au titre du Protocole sont plus larges que les engagements pris au titre de l'AGCS.  
 =: Les engagements pris au titre du Protocole et de l'AGCS sont les mêmes.  
 ≈: Les engagements pris au titre du Protocole et de l'AGCS sont similaires.  
 <: Les engagements pris au titre de l'AGCS sont plus larges que les engagements pris au titre du Protocole.  
 Δ: Nouveau sous-secteur ajouté dans le Protocole; aucun engagement pris au titre de l'AGCS.

Source: Appendice 2 du Protocole (incorporé en tant qu'annexe 6 à l'Accord AJCEP).

### 3.5 Dispositions réglementaires

#### 3.5.1 Réglementation intérieure

3.35. L'article 50.5 du chapitre 6 sur la réglementation intérieure s'appuie sur l'article VI de l'AGCS; il garantit que toutes les mesures d'application générale qui affectent le commerce des services sont administrées d'une manière raisonnable, objective et impartiale dans les secteurs pour lesquels des engagements spécifiques ont été contractés (article 4 du Protocole).

3.36. À la suite des résultats des négociations menées dans le cadre de l'OMC au titre de l'article VI:4 de l'AGCS, les Parties conviennent d'examiner et de modifier, selon qu'il sera approprié, l'article 50.5 incorporé

3.37. Si une autorisation est exigée pour la fourniture du service pour lequel un engagement spécifique a été pris, les Parties s'engagent à ce que leur autorité compétente:

- dans le cas d'une demande incomplète, identifie les renseignements manquants et donne au requérant la possibilité de remédier aux lacunes dans un délai raisonnable;
- fournisse des renseignements concernant l'état d'avancement de la demande;
- informe la Partie concernée et donne des explications par écrit sur le motif du rejet de la demande; une nouvelle demande peut être présentée.

3.38. Sous réserve des lois et réglementations intérieures des Parties, les autorités compétentes sont encouragées à établir des normes pour prendre des décisions administratives en réponse aux demandes présentées et à définir les délais pour l'examen des demandes.

3.39. Sur la base du principe de l'effort maximal, les Parties conviennent qu'une autorité compétente ne devrait pas outrepasser les limites de sa compétence lorsqu'elle donne des directives

administratives<sup>23</sup> relatives à tout sujet visé par le chapitre 6. L'objet et le contenu des directives administratives devraient être présentés par écrit et le respect de ces directives devrait se faire sur une base volontaire (article 50.6 incorporé, article 4 du Protocole).

### **3.5.2 Reconnaissance**

3.40. L'article 50.7 du chapitre 6 relatif à la reconnaissance des qualifications des fournisseurs de services reproduit les paragraphes 1 à 3 de l'article VII de l'AGCS mais vient également ajouter de nouvelles dispositions. Dans les cas où une Partie reconnaît, par accord ou de manière autonome, la formation ou l'expérience acquise, les exigences satisfaites ou les licences ou certifications accordées sur le territoire d'une autre Partie ou d'un État tiers, la Partie n'est pas obligée d'accorder la même reconnaissance à une autre Partie. En outre, les Parties conviennent d'encourager leurs organismes compétents à engager des négociations sur la reconnaissance des prescriptions et procédures en matière de qualifications et des procédures de licences et/ou d'enregistrement (article 4 du Protocole).

3.41. Tout comme l'article VII de l'AGCS, l'article 50*bis*.7 incorporé du chapitre 6*bis* (mouvement des personnes physiques) prévoit la reconnaissance, par une harmonisation unilatérale ou par accord, de la formation ou de l'expérience acquise, des exigences satisfaites ou des licences ou certifications accordées dans une autre Partie aux fins de la délivrance d'autorisations, de licences ou de certifications pour les personnes physiques de cette autre Partie (article 5 du Protocole).

### **3.5.3 Subventions**

3.42. Les subventions ou les dons accordés par une Partie sont exclus du champ d'application du chapitre 6 (article 50.14 incorporé, article 4 du Protocole); toutefois, lorsque les subventions d'une Partie affectent notablement le commerce des services, qui fait l'objet d'un engagement au titre du chapitre 6, des consultations doivent être tenues pour parvenir à une solution à l'amiable. Les Parties conviennent également de partager des renseignements sur les subventions relatives au commerce des services et de réexaminer le traitement des subventions dans le cadre du chapitre 6 dès la conclusion des négociations concernant les subventions ayant des effets de distorsion des échanges en rapport avec le commerce des services au titre de l'article XV de l'AGCS.

### **3.5.4 Sauvegardes**

3.43. Les Parties conviennent de discuter des modifications appropriées à apporter au chapitre 6 dès la conclusion des négociations multilatérales menées au titre de l'article X de l'AGCS sur les mesures de sauvegarde d'urgence (article 50.10 incorporé, article 4 du Protocole). Dans l'intervalle, si la mise en œuvre des engagements contractés au titre du chapitre 6 a une incidence défavorable substantielle pour un secteur de services d'une Partie, la Partie affectée peut demander à engager des consultations avec l'autre Partie ou les autres Parties concernées. Toute solution convenue doit être notifiée à toutes les autres Parties dès que possible.

### **3.5.5 Autres**

#### **3.5.5.1 Monopoles et fournisseurs exclusifs de services**

3.44. L'article 50.8 incorporé du chapitre 6 relatif aux monopoles et fournisseurs exclusifs de services reprend l'article VIII de l'AGCS (article 4 du Protocole). En ce qui concerne les pratiques commerciales, l'article 50.9 incorporé du chapitre 6 reprend l'article IX de l'AGCS (article 4 du Protocole).

---

<sup>23</sup> Définies comme toute directive, recommandation ou avis d'une autorité compétente du gouvernement central d'une Partie qui prescrit ce qu'une personne doit faire ou ne pas faire, mais ne crée ni n'impose de limitations concernant les droits et obligations de cette personne, ou ne les affecte en aucune manière, dans le but d'atteindre des objectifs administratifs (article 50.6.2 incorporé, chapitre 6, article 4 du Protocole).

### 3.5.5.2 Investissement

3.45. Le chapitre 7 incorporé porte sur l'investissement et s'applique aux mesures adoptées ou maintenues par une Partie concernant a) les investisseurs<sup>24</sup> d'autres Parties ou b) les investissements visés<sup>25</sup> (article 6 du Protocole). Bien qu'elles ne s'appliquent pas aux mesures adoptées ou maintenues par une Partie affectant le commerce des services et le mouvement des personnes physiques (chapitres 6 et 6*bis* incorporés), les dispositions concernant le traitement juste et équitable; l'expropriation et l'indemnisation; la compensation des pertes et des dommages; les transferts; la subrogation; et le règlement des différends en matière d'investissement s'appliquent à toute mesure affectant la fourniture de services par un fournisseur de services d'une Partie au moyen d'une présence commerciale sur le territoire d'une autre Partie relevant du chapitre 6 incorporé, mais uniquement dans la mesure où la mesure concerne un investissement visé et une obligation découlant de ce chapitre (article 51.1 incorporé, article 6 du Protocole).

3.46. Outre les dispositions décrites ci-dessus<sup>26</sup>, le chapitre 7 incorporé contient des dispositions concernant le traitement général (article 51.4), les réserves et exceptions (article 51.7), les observations publiques (article 51.8), l'expropriation et l'indemnisation (article 51.9 et annexe A du chapitre 7), la compensation des pertes et des dommages (article 51.10), les transferts gratuits pour les investissements visés (article 51.11), la subrogation (article 51.12), le règlement des différends en matière d'investissement (article 51.13), les exceptions générales (article 51.14), les formalités spéciales et les prescriptions en matière d'information (article 51.15), le traitement spécial et différencié pour les nouveaux États membres de l'ASEAN (article 51.16), la promotion et la facilitation de l'investissement (articles 51.17-18), les mesures de sauvegarde temporaires (article 51.19) et les mesures prudentielles pour les services financiers (article 51.20).

3.47. Le traitement juste et équitable sera accordé aux investissements visés<sup>27</sup>, de même que la pleine protection et à la sécurité<sup>28</sup>, conformément au droit international coutumier (article 51.4 incorporé).

3.48. L'expropriation et la nationalisation des investissements visés ou les mesures équivalentes à l'expropriation ou à la nationalisation sont interdites, sauf a) à des fins d'intérêt public, b) conformément au principe du respect de la légalité, c) d'une manière non discriminatoire et d) moyennant le versement d'une indemnisation prompte, adéquate et effective, ce qui comprend les intérêts. Ces dispositions ne s'appliquent pas à la délivrance de licences obligatoires relatives à des droits de propriété intellectuelle conformément à l'Accord de l'OMC sur les ADPIC (article 51.9 incorporé).

3.49. Une Partie peut adopter ou maintenir une mesure prescrivant des formalités spéciales pour l'investissement, y compris exigeant que l'investissement soit légalement constitué ou conforme aux prescriptions en matière d'enregistrement, à condition que ces formalités ne portent pas atteinte de manière importante aux droits conférés aux investisseurs et à leurs investissements au titre du chapitre 7 incorporé (article 51.15).

---

<sup>24</sup> Un investisseur d'une Partie désigne une personne physique ou morale d'une Partie qui cherche à effectuer, qui effectue ou qui a effectué des investissements sur le territoire d'une autre Partie. Il est entendu par les Parties qu'un investisseur d'une Partie qui "cherche à effectuer" des investissements est un investisseur d'une Partie qui a pris des mesures concrètes pour engager une procédure de notification ou d'approbation, le cas échéant, en vue d'effectuer un investissement pour un permis ou une licence autorisant l'investisseur à mettre en place des investissements (article 51.2 incorporé).

<sup>25</sup> Un investissement visé désigne, pour une Partie, un investissement sur son territoire par un investisseur d'une autre Partie existant à la date d'entrée en vigueur du premier Protocole, ou établi, acquis ou développé par la suite et qui, le cas échéant, a été autorisé conformément à ses lois, réglementations et politiques nationales. Pour la Thaïlande, le chapitre 7 incorporé s'applique aux investissements visés qui, le cas échéant, ont été spécifiquement approuvés par écrit afin d'être protégés par les autorités compétentes, conformément à ses lois, réglementations et politiques nationales (article 51.2 incorporé).

<sup>26</sup> Concernant le refus d'accorder des avantages, le traitement national, les prescriptions de résultats et les dirigeants et conseils d'administration.

<sup>27</sup> Au titre du "traitement juste et équitable", chaque Partie a l'obligation de ne pas refuser de rendre justice dans une procédure juridique ou administrative quelle qu'elle soit, conformément au principe du respect de la légalité (article 51.4 incorporé).

<sup>28</sup> Au titre du "traitement juste et équitable" chaque Partie doit prendre les mesures qui pourraient être raisonnablement nécessaires pour assurer la protection et la sécurité de l'investissement visé (article 51.4 incorporé).

3.50. L'application des réserves et exceptions prévues à l'article 51.7 incorporé est subordonnée à l'entrée en vigueur des listes de réserves des Parties.

3.51. Un programme de travail est établi pour organiser des consultations sur a) les listes de réserves relatives à l'investissement, qui doivent être achevées dans un délai de deux ans après l'entrée en vigueur du Protocole; b) l'application du traitement NPF au chapitre 7 incorporé, y compris les listes de réserves; et c) l'application des dispositions relatives à l'expropriation, à la compensation et au règlement des différends (articles 51.3 et 51.13 incorporés) aux mesures fiscales qui constituent une expropriation. Jusqu'à l'entrée en vigueur des listes de réserves des Parties concernant l'investissement, les dispositions relatives à l'interdiction des prescriptions de résultats et aux dirigeants et conseils d'administration ne s'appliquent pas (article 51.23 incorporé).

3.52. Enfin, le chapitre 7 incorporé (article 51.13) établit un mécanisme de règlement des différends entre un investisseur et la Partie hôte (voir la section 4.6 de la présente présentation factuelle). Avant de soumettre une plainte à l'arbitrage, des efforts devraient être faits pour régler le différend à l'amiable par le biais de consultations.

### **3.6 Dispositions sectorielles**

#### **3.6.1 Services de télécommunication**

3.53. L'annexe B incorporée du chapitre 6 du Protocole s'applique aux mesures qui affectent le commerce relatif aux réseaux et services publics de transport des télécommunications, et exclut de son champ d'application les mesures qui affectent les services de radiodiffusion, telles qu'elles sont définies dans les lois et réglementations des Parties (article B.1).

3.54. L'annexe B s'appuie sur l'Annexe de l'AGCS relative aux télécommunications et sur le document de référence, que toutes les Parties n'ont pas adopté<sup>29</sup>, et contient des dispositions détaillées sur l'accès et le recours aux réseaux et services publics de transport des télécommunications, l'interconnexion, l'indépendance des organismes de réglementation, l'octroi de licences, l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, la transparence et le règlement des différends relatifs aux télécommunications (articles B.3, B.11, B.13-16 incorporés, respectivement). Les dispositions relatives aux sauvegardes en matière de concurrence, au service universel et aux relations avec les organisations internationales sont identiques (ou presque) à celles qui figurent dans le document de référence de l'AGCS (articles B.5, B.12 et B.17 incorporés, respectivement).

3.55. En outre, les Parties conviennent du comportement et des obligations des principaux fournisseurs de services de télécommunication<sup>30</sup> et des dispositions fondées sur le principe de l'effort maximal pour que les fournisseurs de réseaux ou de services publics de télécommunication assurent la portabilité des numéros pour les services de téléphonie mobile.

3.56. Notant les différents niveaux de développement et d'engagement des Parties au titre de l'AGCS, les arrangements transitoires concernant l'application de certains articles figurent à l'appendice de l'annexe B (article B.18 incorporé) (tableau 3.3).

<sup>29</sup> Le Brunéi Darussalam, le Cambodge, l'Indonésie, la RDP lao, la Thaïlande, Singapour et le Japon ont adopté le document de référence de l'AGCS sur les télécommunications.

<sup>30</sup> Les principaux fournisseurs sur le territoire d'une Partie accorderont aux fournisseurs de réseaux et services publics de transport des télécommunications d'une autre Partie un traitement non moins favorable que celui qu'ils accordent, dans des circonstances similaires, à leurs filiales, sociétés affiliées ou fournisseurs de services non affiliés quels qu'ils soient, en ce qui concerne la disponibilité, la fourniture, les tarifs ou la qualité des services de télécommunication similaires, et la disponibilité des interfaces techniques nécessaires à l'interconnexion (article B.6 incorporé).

Les autres dispositions de l'annexe B incorporée traitant du comportement et des obligations des principaux fournisseurs de réseaux et services publics de transport des télécommunications concernent la revente des services publics de transport des télécommunications, l'interconnexion, la fourniture et la tarification des services de location de circuits, et la colocalisation (articles B.7-10 incorporés, respectivement).

**Tableau 3.3 Aperçu des arrangements transitoires concernant les services de télécommunications**

Dispositions de l'annexe B du chapitre 6		Cambodge	Indonésie	RDP lao	Myanmar	Philippines	Thaïlande	Viet Nam
Sauvegardes en matière de concurrence	Article B.5	Conditionnelle	Néant	Néant	Néant	Néant	S'applique à compter de 2018	Néant
Revente	Article B.7	Conditionnelle	Conditionnelle	S'applique à compter de 2020	Néant	Non autorisée	Néant	S'applique à compter de 2020
Interconnexion	Article B.8	Conditionnelle	Néant	Néant	Néant	Obligation de réciprocité	Néant	Néant
Fourniture et tarification des services de location de circuits	Article B.9	Conditionnelle	Conditionnelle	S'applique à compter de 2020	S'applique à compter de 2018	Obligation de réciprocité	Néant	S'applique à compter de 2020
Colocalisation	Article B.10	Conditionnelle	Conditionnelle	S'applique à compter de 2020	Néant	Obligation de réciprocité	S'applique à compter de 2018	S'applique à compter de 2020
Organisme indépendant de réglementation des télécommunications	Article B.11	Conditionnelle	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Conditionnelle
Octroi de licences	Article B.13	Conditionnelle	Néant	S'applique à compter de 2018	Néant	Néant	Néant	Néant
Répartition et utilisation des ressources limitées	Article B.14	Conditionnelle	Néant	S'applique à compter de 2018	Néant	Néant	Néant	Néant

Note: Conditionnelle: la disposition s'applique sur la base de prescriptions spécifiques telles qu'elles sont spécifiées par une Partie.

Néant: Aucun arrangement transitoire ne figure sur la liste.

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de l'article B.18 incorporé et de l'appendice de l'annexe B du chapitre 6 sur les arrangements transitoires.

### 3.6.2 Services financiers

3.57. L'annexe A incorporée du chapitre 6 du Protocole s'applique aux mesures affectant la fourniture de services financiers, à l'exception de ceux qui sont fournis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental<sup>31</sup> (article A.1), et reprend les définitions figurant dans l'Annexe de l'AGCS sur les services financiers.

3.58. Les dispositions relatives à la réglementation intérieure reproduisent le paragraphe 2 de l'Annexe de l'AGCS sur les services financiers et incluent des exceptions d'ordre prudentiel visant à garantir: a) la protection des investisseurs, des déposants, des titulaires de polices ou des personnes à qui un droit de garde est dû par un fournisseur de services financiers, et b) l'intégrité et la stabilité du système financier de la Partie concernée (article A.4 incorporé). Une Partie peut reconnaître les mesures prudentielles appliquées par une autre Partie, y compris de façon unilatérale. En cas de reconnaissance, par accord ou arrangement, d'un organisme de réglementation d'un pays tiers ou de tout organisme de réglementation international chargé de déterminer comment les mesures de la Partie se rapportant aux services financiers doivent être appliquées, il est ménagé aux autres Parties une possibilité adéquate d'accéder à de tels accords ou de négocier des accords comparables (article A.5 incorporé).

<sup>31</sup> Comme dans le cadre de l'Annexe de l'AGCS sur les services financiers, sont exclues du champ d'application: i) les activités menées par une banque centrale ou une autorité monétaire ou par toute autre entité publique dans l'application de la politique monétaire ou de la politique de taux de change; ii) les activités ou services faisant partie d'un plan de retraite public ou d'un régime de sécurité sociale institué par la loi; et iii) les autres activités menées par une entité publique pour le compte ou avec la garantie de l'État ou en utilisant les ressources financières de l'État. Si les activités ou services visés au point ii) ou iii) sont menés par les fournisseurs de services financiers d'une Partie en concurrence avec des entités publiques ou un fournisseur de services financiers, le chapitre 6 s'applique à ces activités.

3.59. L'article A.2 incorporé sur la transparence contient, entre autres, des dispositions concernant la publication des règles d'application générale adoptées ou maintenues par des organismes d'autoréglementation, les réponses aux demandes des personnes intéressées, et les prescriptions et procédures relatives aux demandes.

3.60. Sous réserve des lois et réglementations intérieures des Parties, les informations financières et les équipements nécessaires à la conduite des activités ordinaires d'un fournisseur de services financiers peuvent être librement transférés et traités, à l'exception, entre autres, de la protection des données personnelles, de la vie privée et de la confidentialité des dossiers et des comptes personnels, et des renseignements relatifs aux affaires et aux comptes de clients individuels ou de tout renseignement confidentiel ou exclusif en la possession des entités publiques (articles A.3 et A.4 incorporés, respectivement).

## **4 DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD**

### **4.1 Transparence**

4.1. Si l'article 4 de l'Accord AJCEP contient des dispositions générales en matière de transparence<sup>32</sup>, le Protocole incorpore des dispositions additionnelles en matière de transparence concernant le commerce des services (article 50.4), les services financiers (article A.2), les services de télécommunication (article B.14), le mouvement des personnes physiques (article 50.6*bis*) et l'investissement (article 51.8).

4.2. Au titre du chapitre 6, les Parties conviennent d'établir une liste juridiquement non contraignante (liste à des fins de transparence) des lois et autres mesures au niveau du gouvernement central qui sont incompatibles avec le traitement national et le traitement NPF, et des obligations en matière d'accès aux marchés. Ces listes ne font pas partie de l'Accord AJCEP et ne sont pas non plus soumises aux procédures de règlement des différends prévues au chapitre 9 de l'Accord.

4.3. Les Parties maintiennent ou établissent des points de contact pour faciliter la communication sur toute question visée par les chapitres 6 et 6*bis* incorporés.

### **4.2 Paiements courants et mouvements de capitaux**

4.4. Comme dans le cadre de l'article XI de l'AGCS, à l'exception des dispositions relatives aux mesures à prendre dans le cas où la balance des paiements et la situation financière extérieure posent ou menacent de poser de graves difficultés (voir la section 4.3.4), les Parties conviennent de ne pas appliquer de restrictions aux transferts et paiements internationaux concernant les transactions courantes ayant un rapport avec leurs engagements spécifiques. Les droits et obligations de toute Partie membre du FMI ne sont pas affectés, à la condition qu'aucune restriction à une transaction de capitaux ne soit imposée qui serait incompatible avec ses engagements spécifiques (article 50.11 incorporé, article 4 du Protocole).

4.5. Les Parties s'engagent à autoriser le mouvement de capitaux au titre de leurs engagements concernant l'accès aux marchés en rapport avec la fourniture d'un service selon le mode 1 si le mouvement transfrontières de capitaux constitue une partie essentielle du service. En outre, les Parties doivent autoriser les transferts de capitaux sur leur territoire lorsqu'elles prennent des engagements en matière d'accès aux marchés en rapport avec la fourniture d'un service au moyen d'une présence commerciale (mode 3) (article 50.17 incorporé, article 4 du Protocole).

### **4.3 Exceptions**

#### **4.3.1 Exceptions générales**

4.6. Les exceptions générales sont les mêmes que celles qui figurent à l'article XIV de l'AGCS et s'appliquent au commerce des services et au mouvement des personnes physiques (articles 50.13 et 50*bis*.9 incorporés). S'agissant des investissements, l'article 51.14 incorporé s'appuie sur

---

<sup>32</sup> Voir la section 4.3.1 de la présentation factuelle de l'Accord AJCEP figurant dans le document [WT/REG277/1/Rev.1](#).

l'article XIV de l'AGCS et le rend applicable aux investisseurs et aux investissements, avec quelques ajouts.<sup>33</sup>

#### **4.3.2 Exceptions concernant la sécurité**

4.7. L'article 3 du Protocole remplace les dispositions relatives aux exceptions concernant la sécurité énoncées à l'article 8 de l'Accord AJCEP<sup>34</sup>, avec quelques ajustements concernant le commerce des services qui reflètent l'article XIV*bis* de l'AGCS.

#### **4.3.3 Fiscalité**

4.8. Les dispositions relatives au traitement national ne peuvent être invoquées au titre du chapitre 9 de l'Accord AJCEP pour régler les différends concernant une mesure qui relève du champ d'application d'un accord entre les Parties visant à éviter la double imposition (article 4 du Protocole).

#### **4.3.4 Sauvegardes à des fins de balance des paiements**

4.9. Comme dans le cadre de l'article XII de l'AGCS, lorsque la balance des paiements ou la situation financière extérieure posent ou menacent de poser de graves difficultés, une Partie pourra adopter ou maintenir des restrictions au commerce des services pour lesquels elle a contracté des engagements spécifiques, y compris aux paiements ou transferts pour les transactions liées à de tels engagements (article 50.12 incorporé du chapitre 6). Des dispositions semblables sur les investissements permettent à une Partie d'adopter ou de maintenir temporairement des mesures de sauvegarde qui sont susceptibles de ne pas être conformes à ses obligations en matière de traitement national et de transferts (article 51.19 incorporé du chapitre 7).

#### **4.4 Adhésion et retrait**

4.10. Le Protocole ne comporte pas de dispositions spécifiques relatives à l'adhésion et au retrait.<sup>35</sup>

#### **4.5 Cadre institutionnel**

4.11. Le Protocole modifie les fonctions du Comité mixte énoncées à l'article 11 de l'Accord AJCEP<sup>36</sup>, ce qui comprend l'adoption de procédures relatives à la mise en œuvre de l'annexe 2 (règles par produit) et certaines modifications de l'Accord AJCEP (article 3 du Protocole).

4.12. Le Protocole établit également deux nouveaux sous-comités: i) l'un sur le commerce des services qui est chargé, entre autres choses, d'examiner les engagements en vue de poursuivre la libéralisation et dont les fonctions sont énoncées à l'article 50.24 incorporé; et ii) l'autre sur l'investissement qui est chargé de la mise en œuvre et du fonctionnement effectifs du chapitre 7 incorporé et dont les fonctions sont énoncées à l'article 51.22.

#### **4.6 Règlement des différends**

4.13. Le Protocole ne comporte pas de dispositions générales relatives au règlement des différends; toutefois, le chapitre 6 incorporé fait référence au chapitre 9 de l'Accord AJCEP, qui énonce les procédures relatives au règlement des différends entre les Parties concernant l'interprétation ou l'application de l'Accord<sup>37</sup>.

---

<sup>33</sup> Par exemple, les dispositions relatives aux exceptions générales visent aussi les mesures d) imposées pour la protection de trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique; ou e) se rapportant à la conservation des ressources naturelles épuisables, si de telles mesures sont appliquées conjointement avec des restrictions à la production ou à la consommation nationales.

<sup>34</sup> Voir la section 4.3.2 de la présentation factuelle de l'Accord AJCEP figurant dans le document [WT/REG277/1/Rev.1](#).

<sup>35</sup> Voir la section 4.4 de la présentation factuelle de l'Accord AJCEP figurant dans le document [WT/REG277/1/Rev.1](#).

<sup>36</sup> Voir la section 4.5 de la présentation factuelle de l'Accord AJCEP figurant dans le document [WT/REG277/1/Rev.1](#).

<sup>37</sup> Voir la section 4.6 de la présentation factuelle de l'Accord AJCEP figurant dans le document [WT/REG277/1/Rev.1](#).

4.14. Concernant les différends entre une Partie et un investisseur d'une autre Partie, un mécanisme de règlement des différends est mis en place au titre de l'article 51.13 incorporé du chapitre 7 (article 6 du Protocole). Un requérant peut soumettre une plainte devant les tribunaux judiciaires ou administratifs selon laquelle: a) le défendeur a manqué à ses obligations concernant la gestion, la direction, l'exploitation ou la vente ou autre aliénation d'un investissement visé<sup>38</sup>; et b) le requérant, ou son investissement visé, a subi des pertes ou des dommages en conséquence. Une plainte peut être portée devant les tribunaux judiciaires ou administratifs de la Partie requérante au titre de la Convention du CIRDI; du Règlement du Mécanisme supplémentaire du CIRDI; du Règlement d'arbitrage de la CNUDI; ou de toute autre institution ou d'autres règles d'arbitrage si la Partie requérante et la Partie défenderesse en conviennent. D'autres dispositions de l'article 51.13 incorporé traitent, entre autres choses, du choix de l'instance juridictionnelle, des conditions et des limitations de présentation, de la conduite de l'arbitrage, des sentences.

#### 4.7 Relations avec les autres accords conclus par les Parties

4.15. Les droits et obligations de chaque Partie vis-à-vis d'une autre Partie sont énoncés à l'article 10 de l'Accord AJCEP.<sup>39</sup>

4.16. Alors que le tableau 2.1 (plus haut) présente les ACR qui se recoupent entre les Parties, le tableau 4.1 montre la participation des Parties à des ACR qui sont en vigueur mais n'ont pas été notifiés à l'OMC. Leur participation à tous les ACR notifiés, autres que l'Accord, est présentée à l'annexe 3 de la présente présentation factuelle.

**Tableau 4.1 États membres de l'ASEAN et Japon: participation à des ACR (non notifiés, en vigueur), au 15 décembre 2023**

Nom de l'ACR	Date d'entrée en vigueur <sup>a</sup>	Champ d'application
<b>États membres de l'ASEAN – Collectivement</b>		
Accord sur le commerce des services de l'ASEAN (ATISA)	05/04/2021	Services
<b>États membres de l'ASEAN – Individuellement</b>		
Accord commercial Asie-Pacifique (APTA) <sup>b</sup> – Adhésion de la Mongolie	01/01/2021	Marchandises et services
Chine – <b>Cambodge</b>	01/01/2022	Marchandises et services
Accord relatif au Partenariat économique régional global (RCEP) <sup>c</sup>	01/01/2022	Marchandises et services
Sri Lanka – <b>Singapour</b>	01/05/2018	Marchandises et services
Pérou – <b>Thaïlande</b>	31/12/2011	Marchandises
ACPr du Groupe des 8 pays en développement <sup>d</sup>	31/10/2022 (Indonésie) 25/08/2022 (Malaisie)	Marchandises
Émirats arabes unis– <b>Indonésie</b>	01/09/2023	Marchandises et services
<b>JAPON</b>		
Accord relatif au Partenariat économique régional global (RCEP)	01/01/2022	Marchandises et services
États-Unis – Japon	01/01/2020	Marchandises

a Dates de la première entrée en vigueur/application provisoire pour l'une au moins des Parties.

b Les membres sont les suivants: Bangladesh; Chine; Corée, République de; Inde; RDP lao; Sri Lanka. L'APTA a été notifié à l'OMC, veuillez vous reporter à l'annexe 3 de la présente présentation factuelle pour de plus amples renseignements.

c Les membres sont les suivants: tous les États membres de l'ASEAN; Australie; Chine; Corée, République de; Japon; Nouvelle-Zélande.

d Les membres sont les suivants: Bangladesh; Égypte; Indonésie; Iran; Malaisie; Nigéria; Pakistan; Türkiye.

Source: Secrétariat de l'OMC. De plus amples renseignements concernant les ACR notifiés et les dates spécifiques d'entrée en vigueur/d'application provisoire figurent dans la base de données de l'OMC sur les ACR: <http://rtais.wto.org>.

<sup>38</sup> Obligations au titre des articles incorporés suivants: article 51.3 (traitement national); article 51.4 (traitement général); alinéas 1 a) à d) de l'article 51.5 (interdiction des prescriptions de résultats); article 51.6 (dirigeants et conseils d'administration); article 51.9 (expropriation et indemnisation); article 51.10 (compensation des pertes et des dommages) et article 51.11 (transferts gratuits pour les investissements visés).

<sup>39</sup> Voir la section 4.7 de la présentation factuelle de l'Accord AJCEP figurant dans le document [WT/REG277/1/Rev.1](#).

#### **4.8 Marchés publics**

4.17. Le Protocole ne comporte pas de dispositions spécifiques relatives aux marchés publics.

#### **4.9 Droits de propriété intellectuelle**

4.18. Le Protocole<sup>40</sup> ne comporte pas de dispositions spécifiques relatives aux droits de propriété intellectuelle.

#### **4.10 Concurrence**

4.19. Le Protocole ne comporte pas de dispositions spécifiques relatives à la concurrence.<sup>41</sup>

#### **4.11 Environnement**

4.20. Le Protocole ne comporte pas de dispositions spécifiques relatives à l'environnement.<sup>42</sup>

#### **4.12 Travail**

4.21. Le Protocole ne comporte pas de dispositions spécifiques relatives au travail.

#### **4.13 Commerce électronique**

4.22. Le Protocole ne comporte pas de dispositions spécifiques relatives au commerce électronique.

#### **4.14 Petites et moyennes entreprises**

4.23. Le Protocole ne comporte pas de dispositions spécifiques relatives aux petites et moyennes entreprises.<sup>43</sup>

---

<sup>40</sup> Voir la section 4.9 de la présentation factuelle de l'Accord AJCEP figurant dans le document [WT/REG277/1/Rev.1](#).

<sup>41</sup> Voir la section 4.10 de la présentation factuelle de l'Accord AJCEP figurant dans le document [WT/REG277/1/Rev.1](#).

<sup>42</sup> Voir la section 4.11 de la présentation factuelle de l'Accord AJCEP figurant dans le document [WT/REG277/1/Rev.1](#).

<sup>43</sup> Voir la section 4.14 de la présentation factuelle de l'Accord AJCEP figurant dans le document [WT/REG277/1/Rev.1](#).

**ANNEXE 1****LIBÉRALISATION DU COMMERCE DES SERVICES DANS  
LE CADRE DU PROTOCOLE****ÉTATS MEMBRES DE L'ASEAN****Brunéi Darussalam****Engagements horizontaux**

1. Les engagements horizontaux pris au titre du Protocole sont similaires à ceux pris au titre de l'AGCS et portent sur les modes 3 et 4. Le mode 3 est non consolidé dans l'accès aux marchés pour les mesures concernant la participation étrangère au capital, sauf indication contraire dans les engagements spécifiques pris au titre du Protocole. S'agissant du traitement national, la moitié du conseil d'administration d'une société ouverte et la moitié des administrateurs d'une société fermée doivent être des nationaux ou des résidents du Brunéi Darussalam, et toutes les sociétés constituées à l'étranger, mais qui ont établi un centre d'activité au Brunéi, doivent avoir un ou plusieurs représentants habitant au Brunéi. Il existe d'autres réserves horizontales relatives au mode 4 (section 3.3.6 de cette présentation factuelle).

**Engagements sectoriels**

2. La section ci-après présente certaines des principales différences, par secteur, entre les engagements spécifiques pris par le Brunéi Darussalam au titre de l'AGCS et ses engagements au titre du Protocole. Le Brunéi Darussalam prend des engagements dans 10 des 12 secteurs visés par le Protocole, ce qui constitue une amélioration par rapport à sa liste annexée à l'AGCS. Les secteurs dans lesquels il ne prend pas d'engagement sont les services environnementaux et les autres services non compris ailleurs.

3. Le tableau A1.1 présente ses engagements spécifiques pour les modes 1 à 3 au titre du Protocole. Les limitations horizontales et les réserves relatives au traitement NPF ne sont pas prises en compte dans ce tableau, qui doit être lu conjointement avec la partie correspondante de l'appendice 2 du Protocole (incorporé dans l'AJCEP en tant qu'annexe 6).

**Tableau A1.1 Brunéi Darussalam: engagements spécifiques pris dans le cadre du Protocole en ce qui concerne le commerce des services**

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
<b>1. Services fournis aux entreprises</b>					
A. Services professionnels	Amélioration	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
B. Services informatiques et services connexes	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
C. Services de recherche-développement	Nouveauté	Complète	Partiels	---	---
D. Services immobiliers	Égalité	---	---	---	---
E. Services de crédit-bail ou de location sans opérateurs	Amélioration	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
F. Autres	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
<b>2. Services de communications</b>					
A. Services postaux	Égalité	---	---	---	---
B. Services de courriers	Égalité	---	---	---	---
C. Services de télécommunication	Amélioration	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
D. Services audiovisuels	Égalité	---	---	---	---
E. Autres	Égalité	---	---	---	---

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
<b>3. Services de construction et services d'ingénierie connexes</b>					
A. Travaux d'entreprises générales de construction de bâtiments	Nouveauté	Complète	Partiels	---	---
B. Travaux d'entreprises générales de construction d'ouvrages de génie civil	Nouveauté	Complète	Partiels	---	---
C. Travaux de pose d'installations et de montage	Nouveauté	Complète	Partiels	---	---
D. Travaux d'achèvement des bâtiments et de finition	Nouveauté	Complète	Partiels	---	---
E. Autres	Nouveauté	Complète	Partiels	---	---
<b>4. Services de distribution</b>					
A. Services de courtage	Égalité	---	---	---	---
B. Services de commerce de gros	Égalité	---	---	---	---
C. Services de commerce de détail	Égalité	---	---	---	---
D. Services de franchisage	Nouveauté	Complète	Partiels	---	---
E. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>5. Services d'éducation</b>					
A. Services d'enseignement primaire	Égalité	---	---	---	---
B. Services d'enseignement secondaire	Égalité	---	---	---	---
C. Services d'enseignement supérieur	Égalité	---	---	---	---
D. Services d'enseignement pour adultes	Égalité	---	---	---	---
E. Autres	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
<b>6. Services environnementaux</b>					
A. Services d'assainissement	Égalité	---	---	---	---
B. Services d'enlèvement des ordures	Égalité	---	---	---	---
C. Services d'assainissement et services analogues	Égalité	---	---	---	---
D. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>7. Services financiers</b>					
A. Tous les services d'assurance et services connexes	Similarité	Complète	Partiels	<i>Complète</i>	<i>Partiels</i>
B. Services bancaires et autres services financiers	Amélioration	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
C. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>8. Services de santé et services sociaux</b>					
A. Services hospitaliers	Nouveauté	Complète	Partiels	---	---
B. Autres services de santé humaine	Égalité	---	---	---	---
C. Services sociaux	Égalité	---	---	---	---
D. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>9. Services relatifs au tourisme et aux voyages</b>					
A. Services d'hôtellerie et de restauration (y compris les services de traiteur)	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
B. Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques	Égalité	---	---	---	---
C. Services de guides touristiques	Égalité	---	---	---	---
D. Autres	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
<b>10. Services récréatifs, culturels et sportifs</b>					
A. Services de spectacles	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
B. Services d'agences de presse	Égalité	---	---	---	---

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
C. Services des bibliothèques, archives, musées et autres services culturels	Égalité	---	---	---	---
D. Services sportifs et autres services récréatifs	Égalité	---	---	---	---
E. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>11. Services de transport</b>					
A. Services de transport maritime	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
B. Transport par les voies navigables intérieures	Égalité	---	---	---	---
C. Services de transport aérien	Amélioration	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
D. Transport spatial	Nouveauté	Complète	Partiels	---	---
E. Services de transports ferroviaires	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
F. Services de transports routiers	Égalité	---	---	---	---
G. Transport par conduites	Égalité	---	---	---	---
H. Services auxiliaires de tous les modes de transport	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
I. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>12. Autres services non compris ailleurs</b>	Égalité	---	---	---	---

Note générale: Il n'est pas tenu compte des limitations du traitement NPF et des limitations horizontales ni des engagements/limitations concernant le mode 4.

Complets: Engagements spécifiques non soumis à des limitations concernant l'accès aux marchés ou le traitement national.

Partiels: Engagements spécifiques soumis à des limitations concernant l'accès aux marchés ou le traitement national.

Nouveauté: Nouveaux engagements complets ou partiels, avec ou sans limitations.

Amélioration: Engagements pris dans le cadre du Protocole et généralement améliorés par rapport à ceux pris dans le cadre de l'AGCS.

Égalité: Engagements identiques.

Similarité: Libéralisation similaire, avec, dans des cas individuels, des améliorations limitées et/ou des réserves additionnelles limitées.

---: Aucun engagement spécifique; secteur ou sous-secteur exclu du Protocole.

Source: Projet de version codifiée de la Liste d'engagements spécifiques au titre de l'AGCS du Brunéi Darussalam ([S/DCS/W/BRN](#)), élaboré par le Secrétariat (en 2003), et Liste figurant à l'appendice 2 du Protocole (incorporé dans l'AJCEP en tant qu'annexe 6).

### Services fournis aux entreprises

4. S'appuyant sur sa Liste AGCS, le Brunéi Darussalam améliore globalement ses engagements concernant les services fournis aux entreprises, en élargissant la portée de ses engagements pour les services professionnels et les services de crédit-bail ou de location sans opérateurs, et en prenant de nouveaux engagements concernant la recherche-développement (R&D) et d'autres services fournis aux entreprises où la participation étrangère est limitée à 30% lorsque le service est fourni par le biais d'une présence commerciale.

### Services de communications

5. Comme dans le cadre de l'AGCS, le Brunéi Darussalam n'inscrit aucun engagement concernant les services postaux, les services de courriers, les services audiovisuels et les autres services de communications dans le cadre du Protocole.

6. S'agissant des services de télécommunication, le Brunéi Darussalam améliore ses engagements au titre de l'AGCS et prend de nouveaux engagements partiels dans un certain nombre de sous-secteurs.

### **Services de construction et services d'ingénierie connexes**

7. Par rapport à l'AGCS, le Brunéi Darussalam prend de nouveaux engagements concernant les services de construction et les services d'ingénierie connexes, le mode 1 étant non consolidé pour l'ensemble du secteur parce que techniquement irréalisable et le mode 3 étant soumis à des prescriptions en matière d'enregistrement et de participation maximale (55%).

### **Services de distribution**

8. Dans le cadre du Protocole, le Brunéi Darussalam prend de nouveaux engagements concernant le franchisage (CPC 8929) avec des limitations spécifiques en matière d'accès aux marchés et de traitement national pour le mode 3, tandis que les autres services de distribution restent non consolidés comme dans le cadre de l'AGCS.

### **Services d'éducation**

9. Dans le cadre du Protocole, le Brunéi Darussalam améliore ses engagements au titre de l'AGCS en prenant de nouveaux engagements pour les autres services d'éducation (centres de formation aux langues étrangères, partie de la CPC 929\*\*), avec des limitations en matière d'accès aux marchés et de traitement national pour le mode 3.

### **Services environnementaux**

10. Tout comme dans l'AGCS, l'Équateur n'a pris aucun engagement sans limitation pour ce qui est des services concernant l'environnement.

### **Services financiers**

11. Dans le cadre du Protocole, les engagements du Brunéi Darussalam sont similaires à ceux de l'AGCS en ce qui concerne les services d'assurance et services connexes, et les limitations en matière d'accès aux marchés et de traitement national sont levées pour la fourniture et le transfert d'informations financières, le traitement de données financières et logiciels relatifs, par les fournisseurs d'autres services financiers (CPC 8131) dans le cadre des modes 1 et 2.

### **Services de santé et services sociaux**

12. Le Brunéi Darussalam prend de nouveaux engagements de libéralisation partielle pour les services hospitaliers (CPC 93110), le mode 1 étant non consolidé parce que techniquement irréalisable et à cause de certaines limitations concernant l'accès aux marchés pour le mode 3.

13. Comme dans le cadre de l'AGCS, il n'y a pas d'engagement pour les autres services de santé humaine, les services sociaux et les autres services de santé et services sociaux.

### **Services relatifs au tourisme et aux voyages**

14. Par rapport à l'AGCS, le Brunéi Darussalam prend de nouveaux engagements de libéralisation partielle concernant les services d'hébergement en hôtel, la restauration et les autres services touristiques (auberge de jeunesse, terrain de golf, port de plaisance) avec une participation étrangère maximale de 30% pour la présence commerciale.

### **Services récréatifs, culturels et sportifs**

15. Dans le cadre du Protocole, le Brunéi Darussalam prend de nouveaux engagements de libéralisation partielle concernant certains services de spectacles (parcs à thème) avec une participation étrangère maximale de 30% pour la présence commerciale, tandis que le mode 3 reste non consolidé dans le cadre des limitations relatives au traitement national.

### **Services de transport**

16. Par rapport à l'AGCS, le Brunéi Darussalam améliore généralement ses engagements en matière de services de transport, en particulier en élargissant la portée pour les services de transport

aérien et en prenant de nouveaux engagements partiels pour certains services maritimes, spatiaux, ferroviaires et auxiliaires de tous les modes de transport.

17. Comme dans le cadre de l'AGCS, il n'y a pas d'engagement concernant les sous-secteurs du transport par voies navigables intérieures, du transport routier, du transport par conduites et des autres services de transport.

### Autres services non compris ailleurs

18. Comme dans le cadre de l'AGCS, aucun engagement n'est inscrit pour les autres services non compris ailleurs.

## Cambodge

### Engagements horizontaux

19. Les engagements horizontaux pris par le Cambodge dans le cadre du Protocole sont les mêmes que ceux contractés au titre de l'AGCS et comprennent des engagements et/ou des limitations pour les subventions, les mesures fiscales, la propriété foncière, les droits acquis et les incitations à l'investissement. Il existe d'autres réserves horizontales relatives au mode 4 (section 3.3.6 de cette présentation factuelle).

### Engagements sectoriels

20. La Liste d'engagements du Cambodge au titre du Protocole reprend sa Liste annexée à l'AGCS, comme indiqué dans le tableau A1.2. Les limitations horizontales et les réserves relatives au traitement NPF ne sont pas prises en compte dans ce tableau, qui doit être lu conjointement avec la partie correspondante de l'appendice 2 du Protocole (incorporé dans l'AJCEP en tant qu'annexe 6).

**Tableau A1.2 Cambodge: engagements spécifiques pris dans le cadre du Protocole en ce qui concerne le commerce des services**

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
1. Services fournis aux entreprises					
A. Services professionnels	Égalité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Services informatiques et services connexes	Égalité	Complète	Complets	Complète	Complets
C. Services de recherche-développement	Égalité	---	---	---	---
D. Services immobiliers	Égalité	---	---	---	---
E. Services de crédit-bail ou de location sans opérateurs	Égalité	Partielle	Complets	Partielle	Complets
F. Autres	Égalité	Complète	Complets	Complète	Complets
2. Services de communications					
A. Services postaux	Égalité	---	---	---	---
B. Services de courriers	Égalité	Complète	Complets	Complète	Complets
C. Services de télécommunication	Égalité	Complète	Partiels	Complète	Partiels
D. Services audiovisuels	Égalité	---	---	---	---
E. Autres	Égalité	---	---	---	---
3. Services de construction et services d'ingénierie connexes					
A. Travaux d'entreprises générales de construction de bâtiments	Égalité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Travaux d'entreprises générales de construction d'ouvrages de génie civil	Égalité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
C. Travaux de pose d'installations et de montage	Égalité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
D. Travaux d'achèvement des bâtiments et de finition	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
E. Autres	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
<b>4. Services de distribution</b>					
A. Services de courtage	Égalité	Complète	Complets	<i>Complète</i>	<i>Complets</i>
B. Services de commerce de gros	Égalité	Partielle	Complets	<i>Partielle</i>	<i>Complets</i>
C. Services de commerce de détail	Égalité	Partielle	Complets	<i>Partielle</i>	<i>Complets</i>
D. Services de franchisage	Égalité	Complète	Complets	<i>Complète</i>	<i>Complets</i>
E. Autres	Égalité	Partielle	Complets	<i>Partielle</i>	<i>Complets</i>
<b>5. Services d'éducation</b>					
A. Services d'enseignement primaire	Égalité	---	---	---	---
B. Services d'enseignement secondaire	Égalité	---	---	---	---
C. Services d'enseignement supérieur	Égalité	Complète	Complets	<i>Complète</i>	<i>Complets</i>
D. Services d'enseignement pour adultes	Égalité	Complète	Complets	<i>Complète</i>	<i>Complets</i>
E. Autres	Égalité	Complète	Complets	<i>Complète</i>	<i>Complets</i>
<b>6. Services environnementaux</b>					
A. Services d'assainissement	Égalité	Complète	Complets	<i>Complète</i>	<i>Complets</i>
B. Services d'enlèvement des ordures	Égalité	Complète	Complets	<i>Complète</i>	<i>Complets</i>
C. Services d'assainissement et services analogues	Égalité	Complète	Complets	<i>Complète</i>	<i>Complets</i>
D. Autres	Égalité	Complète	Complets	<i>Complète</i>	<i>Complets</i>
<b>7. Services financiers</b>					
A. Tous les services d'assurance et services connexes	Égalité	Complète	Partiels	<i>Complète</i>	<i>Partiels</i>
B. Services bancaires et autres services financiers	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
C. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>8. Services de santé et services sociaux</b>					
A. Services hospitaliers	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
B. Autres services de santé humaine	Égalité	---	---	---	---
C. Services sociaux	Égalité	---	---	---	---
D. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>9. Services relatifs au tourisme et aux voyages</b>					
A. Services d'hôtellerie et de restauration (y compris les services de traiteur)	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
B. Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques	Égalité	Complète	Partiels	<i>Complète</i>	<i>Partiels</i>
C. Services de guides touristiques	Égalité	Complète	Complets	<i>Complète</i>	<i>Complets</i>
D. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>10. Services récréatifs, culturels et sportifs</b>					
A. Services de spectacles	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
B. Services d'agences de presse	Égalité	---	---	---	---
C. Services des bibliothèques, archives, musées et autres services culturels	Égalité	---	---	---	---
D. Services sportifs et autres services récréatifs	Égalité	---	---	---	---
E. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>11. Services de transport</b>					
A. Services de transport maritime	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
B. Transport par les voies navigables intérieures	Égalité	---	---	---	---
C. Services de transport aérien	Égalité	Partielle	Complets	<i>Partielle</i>	<i>Complets</i>
D. Transport spatial	Égalité	---	---	---	---

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
E. Services de transports ferroviaires	Égalité	---	---	---	---
F. Services de transports routiers	Égalité	Complète	Complets	Complète	Complets
G. Transport par conduites	Égalité	Complète	Partiels	Complète	Partiels
H. Services auxiliaires de tous les modes de transport	Égalité	---	---	---	---
I. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>12. Autres services non compris ailleurs</b>	Égalité	---	---	---	---

Note générale: Il n'est pas tenu compte des limitations du traitement NPF et des limitations horizontales ni des engagements/limitations concernant le mode 4.

Complets: Engagements spécifiques non soumis à des limitations concernant l'accès aux marchés ou le traitement national.

Partiels: Engagements spécifiques soumis à des limitations concernant l'accès aux marchés ou le traitement national.

Égalité: Engagements identiques.

---: Aucun engagement spécifique; secteur ou sous-secteur exclu du Protocole.

Source: Liste d'engagements spécifiques au titre de l'AGCS du Cambodge ([GATS/SC/140](#)) et Liste figurant à l'appendice 2 du Protocole (incorporé dans l'AJCEP en tant qu'annexe 6).

## Indonésie

### Engagements horizontaux

21. Les engagements horizontaux pris par l'Indonésie dans le cadre du Protocole sont similaires à ceux contractés au titre de l'AGCS et couvrent des engagements et/ou des limitations pour les coentreprises, la fiscalité et l'acquisition de terres. Il existe d'autres réserves horizontales relatives au mode 4 (section 3.3.6 de cette présentation factuelle).

### Engagements sectoriels

22. La section ci-après présente certaines des principales différences, par secteur, entre les engagements spécifiques souscrits par l'Indonésie au titre de l'AGCS et ses engagements au titre du Protocole. Par rapport à sa Liste AGCS, l'Indonésie prend des engagements dans 11 des 12 secteurs visés par le Protocole, aucun engagement n'étant pris en ce qui concerne les services récréatifs et culturels ainsi que les services sportifs.

23. Le tableau A1.3 présente les engagements spécifiques pris par l'Indonésie pour les modes 1 à 3 au titre du Protocole. Les limitations horizontales et les réserves relatives au traitement NPF ne sont pas prises en compte dans ce tableau, qui doit être lu conjointement avec la partie correspondante de l'appendice 2 du Protocole (incorporé dans l'AJCEP en tant qu'annexe 6).

**Tableau A1.3 Indonésie: engagements spécifiques pris dans le cadre du Protocole en ce qui concerne le commerce des services**

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
1. Services fournis aux entreprises					
A. Services professionnels	Restriction	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Services informatiques et services connexes	Restriction	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
C. Services de recherche-développement	Amélioration	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
D. Services immobiliers	Égalité	---	---	---	---
E. Services de crédit-bail ou de location sans opérateurs	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
F. Autres	Restriction	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
<b>2. Services de communications</b>					
A. Services postaux	Égalité	---	---	---	---
B. Services de courriers	Égalité	---	---	---	---
C. Services de télécommunication	Similarité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
D. Services audiovisuels	Égalité	---	---	---	---
E. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>3. Services de construction et services d'ingénierie connexes</b>					
A. Travaux d'entreprises générales de construction de bâtiments	Similarité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
B. Travaux d'entreprises générales de construction d'ouvrages de génie civil	Similarité	Complète	Partiels	<i>Complète</i>	<i>Partiels</i>
C. Travaux de pose d'installations et de montage	Amélioration	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
D. Travaux d'achèvement des bâtiments et de finition	Égalité	---	---	---	---
E. Autres	Similarité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
<b>4. Services de distribution</b>					
A. Services de courtage	Égalité	---	---	---	---
B. Services de commerce de gros	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
C. Services de commerce de détail	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
D. Services de franchisage	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
E. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>5. Services d'éducation</b>					
A. Services d'enseignement primaire	Égalité	---	---	---	---
B. Services d'enseignement secondaire	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
C. Services d'enseignement supérieur	Égalité	---	---	---	---
D. Services d'enseignement pour adultes	Égalité	---	---	---	---
E. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>6. Services environnementaux</b>					
A. Services d'assainissement	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
B. Services d'enlèvement des ordures	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
C. Services d'assainissement et services analogues	Égalité	---	---	---	---
D. Autres	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
<b>7. Services financiers</b>					
A. Tous les services d'assurance et services connexes	Restriction	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
B. Services bancaires et autres services financiers	Amélioration	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
C. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>8. Services de santé et services sociaux</b>					
A. Services hospitaliers	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
B. Autres services de santé humaine	Égalité	---	---	---	---
C. Services sociaux	Égalité	---	---	---	---
D. Autres	Égalité	---	---	---	---

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
9. Services relatifs au tourisme et aux voyages					
A. Services d'hôtellerie et de restauration (y compris les services de traiteur)	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques	Égalité	Complète	Partiels	Complète	Partiels
C. Services de guides touristiques	Égalité	---	---	---	---
D. Autres	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
10. Services récréatifs, culturels et sportifs					
A. Services de spectacles	Égalité	---	---	---	---
B. Services d'agences de presse	Égalité	---	---	---	---
C. Services des bibliothèques, archives, musées et autres services culturels	Égalité	---	---	---	---
D. Services sportifs et autres services récréatifs	Égalité	---	---	---	---
E. Autres	Égalité	---	---	---	---
11. Services de transport					
A. Services de transport maritime	Similarité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Transport par les voies navigables intérieures	Égalité	---	---	---	---
C. Services de transport aérien	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
D. Transport spatial	Égalité	---	---	---	---
E. Services de transports ferroviaires	Égalité	---	---	---	---
F. Services de transports routiers	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
G. Transport par conduites	Égalité	---	---	---	---
H. Services auxiliaires de tous les modes de transport	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
I. Autres	Égalité	---	---	---	---
12. Autres services non compris ailleurs	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---

Note générale: Il n'est pas tenu compte des limitations du traitement NPF et des limitations horizontales ni des engagements/limitations concernant le mode 4.

Complets: Engagements spécifiques non soumis à des limitations concernant l'accès aux marchés ou le traitement national.

Partiels: Engagements spécifiques soumis à des limitations concernant l'accès aux marchés ou le traitement national.

Nouveauté: Nouveaux engagements complets ou partiels, avec ou sans limitations.

Amélioration: Engagements pris dans le cadre du Protocole et généralement améliorés par rapport à ceux pris dans le cadre de l'AGCS.

Restriction: Certaines limitations additionnelles (par rapport aux engagements au titre de l'AGCS).

Égalité: Engagements identiques.

Similarité: Libéralisation similaire, avec, dans des cas individuels, des améliorations limitées et/ou des réserves additionnelles limitées.

---: Aucun engagement spécifique; secteur ou sous-secteur exclu du Protocole.

Source: Projet de version codifiée de la Liste d'engagements spécifiques au titre de l'AGCS de l'Indonésie ([S/DCS/W/IDN](#)), élaboré par le Secrétariat (en 2003), et Liste figurant à l'appendice 2 du Protocole (incorporé dans l'AJCEP en tant qu'annexe 6).

### Services fournis aux entreprises

24. Par rapport à l'AGCS, l'Indonésie prend de nouveaux engagements de libéralisation partielle concernant les services professionnels et les services de crédit-bail ou de location sans opérateurs. Dans le cadre du Protocole, si les conditions de fourniture de certains services à la R&D interdisciplinaire sont améliorées (CPC 853, limité aux activités industrielles), l'Indonésie restreint ses engagements par rapport à ceux contractés au titre de l'AGCS, avec des engagements pour certains services professionnels (services d'architecture, services intégrés d'ingénierie, services

d'aménagement urbain), informatiques (services de réalisation de logiciels) et d'autres services fournis aux entreprises (services liés au conseil en gestion, services d'essais et d'analyses techniques).

25. Comme dans le cadre de l'AGCS, il n'y a pas d'engagement concernant les services immobiliers.

### **Services de communications**

26. Comme dans le cadre de l'AGCS, l'Indonésie ne prend des engagements que pour les services de télécommunication. Dans le cadre du Protocole, contrairement aux engagements pris dans le cadre de l'AGCS, le mode 1 est non consolidé, aucune limitation de l'accès aux marchés ou du traitement national n'étant prévue pour le mode 2, tandis que la fourniture de services selon le mode 3 nécessite une coentreprise avec participation étrangère limitée à 35%.

### **Services de construction et services d'ingénierie connexes**

27. Par rapport à l'AGCS, l'Indonésie améliore ses engagements concernant les services de construction et services d'ingénierie connexes en prenant de nouveaux engagements de libéralisation partielle pour certains services liés aux travaux de pose d'installations.

### **Services de distribution; services d'éducation; services environnementaux**

28. Par rapport à l'AGCS, l'Indonésie prend de nouveaux engagements concernant les services de distribution, les services d'éducation et les services environnementaux.

29. Dans le secteur des services de distribution, les engagements partiels couvrent le commerce de gros, le commerce de détail et le franchisage, la fourniture transfrontières de services restant largement non consolidée et des limitations spécifiques en matière d'accès aux marchés et/ou de traitement national pour la présence commerciale. En outre, tous les grossistes et supermarchés d'Indonésie doivent maintenir une configuration 80:20 entre les produits locaux et les produits importés.

30. Des engagements de libéralisation partielle sont également prévus pour les services d'enseignement secondaire, sous réserve de conditions générales, par exemple un accord de reconnaissance mutuelle, un partenariat avec un partenaire local, une accréditation, une répartition géographique spécifique et une approbation au cas par cas pour l'admission temporaire de personnes physiques dans le secteur de l'enseignement.

31. L'Indonésie prévoit également des engagements de libéralisation partielle pour certains services de voirie et d'enlèvement des ordures et d'autres services environnementaux, le mode 1 restant non consolidé, le mode 2 étant largement ouvert et le mode 3 étant généralement soumis à des prescriptions en matière de coentreprise avec participation étrangère au capital limitée à 49%.

### **Services financiers**

32. Comme dans le cadre de l'AGCS, l'Indonésie applique des conditions générales pour les services financiers, qui sont améliorées pour les services bancaires dans le cadre du Protocole.

33. Pour les services d'assurance et services connexes, la portée des engagements spécifiques de l'Indonésie semble être plus restreinte dans le cadre du Protocole<sup>1</sup> que dans celui de l'AGCS, tandis que les conditions d'accès aux marchés pour la fourniture de certains services bancaires sont généralement améliorées.

---

<sup>1</sup> i) services d'assurance autre que sur la vie (CPC 8129), à l'exclusion des services d'assurance maritime, aérienne et pour les autres modes de transport (CPC 81293); ii) services d'assurance sur la vie (CPC 81211); et iii) services de courtage en assurance (CPC 81401).

### **Services de santé et services sociaux**

34. Par rapport à l'AGCS, l'Indonésie prend de nouveaux engagements dans certains services hospitaliers, sous réserve de restrictions horizontales, générales<sup>2</sup> et spécifiques pour la fourniture de services par le biais d'une présence commerciale, tandis que la fourniture de services transfrontières et la consommation à l'étranger sont exemptes de limitations en matière d'accès aux marchés et de traitement national.

### **Services relatifs au tourisme et aux voyages**

35. Dans le cadre du Protocole, l'Indonésie élargit la portée de ses engagements au titre de l'AGCS pour i) les hôtels et les restaurants avec de nouveaux engagements concernant certains services de restauration et de vente de boissons pour consommation sur place (parties de la CPC 642 et 643, respectivement); et ii) les autres services relatifs au tourisme et aux voyages, avec de nouveaux engagements partiels relatifs aux exploitants hôteliers internationaux (CPC 911135) et les services de stations thermales.

36. Comme dans le cadre de l'AGCS, certaines limitations s'appliquent à la fourniture de services d'hôtellerie et de centres touristiques par le biais d'une présence commerciale; cette mesure devait être supprimée en 2020.

### **Services récréatifs, culturels et sportifs**

37. Comme dans le cadre de l'AGCS, il n'y a pas d'engagement concernant les services récréatifs, culturels et sportifs.

### **Services de transport**

38. La portée des engagements de l'Indonésie est élargie grâce à l'inscription de nouveaux engagements partiels concernant les transports aérien et routier et les services auxiliaires de tous les modes de transport.

39. Comme dans le cadre de l'AGCS, il n'y a pas d'engagement concernant le transport par voies navigables intérieures, le transport spatial, le transport ferroviaire, le transport par conduites et les autres services de transport.

### **Autres services non compris ailleurs**

40. Contrairement à ses engagements dans le cadre de l'AGCS, l'Indonésie prend de nouveaux engagements partiels concernant les services relatifs à l'énergie sur la base de sa deuxième Proposition de classification des services relatifs à l'énergie révisée<sup>3</sup> dans la catégorie des autres services non compris ailleurs.

### **RDP lao**

#### **Engagements horizontaux**

41. Dans le cadre du Protocole, les engagements horizontaux et/ou les limitations de la RDP lao sont les mêmes que dans le cadre de l'AGCS et concernent la propriété foncière, les subventions, les incitations à l'investissement et la présence commerciale. Il existe d'autres réserves horizontales relatives au mode 4 (section 3.3.6 de cette présentation factuelle).

#### **Engagements sectoriels**

42. La section ci-après présente certaines des principales différences, par secteur, entre les engagements spécifiques pris par la RDP lao au titre de l'AGCS et ses engagements au titre du Protocole. Comme dans sa Liste AGCS, la RDP lao prend des engagements dans 10 des 12 secteurs

---

<sup>2</sup> Les établissements de santé étrangers doivent être enregistrés en Indonésie, en partenariat avec un partenaire local et établis à Medan ou Surabaya.

<sup>3</sup> Document de l'OMC [S/CSC/W/42/Rev.2](#) du 28 avril 2006.

visés par le Protocole, aucun engagement n'étant pris en ce qui concerne les services récréatifs, culturels et sportifs ainsi que les autres services non compris ailleurs.

43. Le tableau A1.4 présente les engagements spécifiques pris par la RDP lao pour les modes 1 à 3 au titre du Protocole. Les limitations horizontales et les réserves relatives au traitement NPF ne sont pas prises en compte dans ce tableau, qui doit être lu conjointement avec la partie correspondante de l'appendice 2 du Protocole (incorporé dans l'AJCEP en tant qu'annexe 6).

**Tableau A1.4 RDP lao: engagements spécifiques pris dans le cadre du Protocole en ce qui concerne le commerce des services**

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
1. Services fournis aux entreprises					
A. Services professionnels	Similarité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Services informatiques et services connexes	Égalité	Complète	Complets	Complète	Complets
C. Services de recherche-développement	Amélioration	Complète	Partiels	Partielle	Partiels
D. Services immobiliers	Égalité	---	---	---	---
E. Services de crédit-bail ou de location sans opérateurs	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
F. Autres	Similarité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
2. Services de communications					
A. Services postaux	Égalité	---	---	---	---
B. Services de courriers	Similarité	Partielle	Complets	Partielle	Complets
C. Services de télécommunication	Similarité	Complète	Partiels	Complète	Partiels
D. Services audiovisuels	Égalité	---	---	---	---
E. Autres	Égalité	---	---	---	---
3. Services de construction et services d'ingénierie connexes					
A. Travaux d'entreprises générales de construction de bâtiments	Égalité	Complète	Partiels	Complète	Partiels
B. Travaux d'entreprises générales de construction d'ouvrages de génie civil	Égalité	Complète	Partiels	Complète	Partiels
C. Travaux de pose d'installations et de montage	Égalité	Complète	Partiels	Complète	Partiels
D. Travaux d'achèvement des bâtiments et de finition	Égalité	Complète	Partiels	Complète	Partiels
E. Autres	Égalité	Complète	Partiels	Complète	Partiels
4. Services de distribution					
A. Services de courtage	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
B. Services de commerce de gros	Égalité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
C. Services de commerce de détail	Égalité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
D. Services de franchisage	Égalité	Complète	Partiels	Complète	Partiels
E. Autres	Égalité	---	---	---	---
5. Services d'éducation					
A. Services d'enseignement primaire	Égalité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Services d'enseignement secondaire	Égalité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
C. Services d'enseignement supérieur	Restriction	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
D. Services d'enseignement pour adultes	Restriction	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
E. Autres	Restriction	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
6. Services environnementaux					
A. Services d'assainissement	Égalité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Services d'enlèvement des ordures	Égalité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
C. Services d'assainissement et services analogues	Égalité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
D. Autres	Égalité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
7. Services financiers					
A. Tous les services d'assurance et services connexes	Égalité	Complète	Partiels	Complète	Partiels
B. Services bancaires et autres services financiers	Égalité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
C. Autres	Égalité	---	---	---	---
8. Services de santé et services sociaux					
A. Services hospitaliers	Égalité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Autres services de santé humaine	Égalité	---	---	---	---
C. Services sociaux	Égalité	---	---	---	---
D. Autres	Égalité	---	---	---	---
9. Services relatifs au tourisme et aux voyages					
A. Services d'hôtellerie et de restauration (y compris les services de traiteur)	Égalité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques	Égalité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
C. Services de guides touristiques	Égalité	---	---	---	---
D. Autres	Égalité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
10. Services récréatifs, culturels et sportifs					
A. Services de spectacles	Égalité	---	---	---	---
B. Services d'agences de presse	Égalité	---	---	---	---
C. Services des bibliothèques, archives, musées et autres services culturels	Égalité	---	---	---	---
D. Services sportifs et autres services récréatifs	Égalité	---	---	---	---
E. Autres	Égalité	---	---	---	---
11. Services de transport					
A. Services de transport maritime	Égalité	---	---	---	---
B. Transport par les voies navigables intérieures	Égalité	---	---	---	---
C. Services de transport aérien	Partielle				
D. Transport spatial	Égalité	---	---	---	---
E. Services de transports ferroviaires	Égalité	---	---	---	---
F. Services de transports routiers	Égalité	---	---	---	---
G. Transport par conduites	Égalité	---	---	---	---
H. Services auxiliaires de tous les modes de transport	Égalité	---	---	---	---
I. Autres	Égalité	---	---	---	---
12. Autres services non compris ailleurs	Égalité	---	---	---	---

Notes générales: Les limitations relatives au traitement NPF et les limitations horizontales ainsi que les engagements/limitations concernant le mode 4 ne sont pas inclus.

Complets: Engagements spécifiques non soumis à des limitations concernant l'accès aux marchés ou le traitement national.

Partiels: Engagements spécifiques soumis à des limitations concernant l'accès aux marchés ou le traitement national.

Nouveauté: Nouveaux engagements complets ou partiels, avec ou sans limitations.

Amélioration: Engagements pris dans le cadre du Protocole et généralement améliorés par rapport à ceux pris dans le cadre de l'AGCS.

Restriction: Certaines limitations additionnelles (par rapport aux engagements au titre de l'AGCS).

Égalité: Engagements identiques.

Similarité: Libéralisation similaire, avec, dans des cas individuels, des améliorations limitées et/ou des réserves additionnelles limitées.

---: Aucun engagement spécifique; secteur ou sous-secteur exclu du Protocole.

Source: Liste d'engagements spécifiques au titre de l'AGCS de la RDP lao ([GATS/SC/150](#)) et Liste figurant à l'appendice 2 du Protocole (incorporé dans l'AJCEP en tant qu'annexe 6).

### **Services fournis aux entreprises**

44. S'appuyant sur ses engagements au titre de l'AGCS, la RDP lao améliore ses engagements en matière d'accès aux marchés et/ou de traitement national pour les services professionnels<sup>4</sup> et élargit la portée de ses engagements dans le domaine de la recherche-développement. En outre, elle améliore l'AGCS en prenant de nouveaux engagements de libéralisation dans les services de crédit-bail ou de location sans opérateurs.

### **Services de communications**

45. S'agissant des services de courriers, à la différence de ce qu'elle a fait dans le cadre de l'AGCS, la RDP lao ne prévoit d'engagements que pour les services de courriers multimodaux (CPC 75121).

46. En ce qui concerne les services de télécommunication, la RDP lao améliore ses engagements au titre de l'AGCS pour la fourniture de services de télécommunications de base selon les modes 1 et 3<sup>5</sup>, mais de nouvelles limitations concernant l'accès aux marchés et le traitement national sont introduites pour la fourniture de services à valeur ajoutée, avec une participation directe/indirecte de capitaux étrangers dans les opérateurs existants limitée à 49% et une prescription de nationalité pour les membres du conseil d'administration et les commissaires des opérateurs existants.

### **Services de construction et services d'ingénierie connexes**

47. Dans le cadre du Protocole, la RDP lao maintient le même niveau de libéralisation que dans l'AGCS.

### **Services de distribution**

48. Tout en maintenant la même exemption relative à la distribution de certaines marchandises<sup>6</sup> que dans le cadre de l'AGCS, la RDP Lao prend de nouveaux engagements concernant certains services de courtage avec des coentreprises, une participation étrangère maximale (51%) et des prescriptions en matière d'essais économiques pour le mode 3, qui n'est pas consolidé pour les limitations concernant le traitement national.

### **Services d'éducation**

49. Bien que la portée des engagements de la RDP lao en matière de services d'éducation soit la même que dans le cadre de l'AGCS, la fourniture transfrontières de certains services d'enseignement supérieur et d'enseignement pour adultes et de formation en langue étrangère à court terme n'est pas consolidée dans le cadre du Protocole.

### **Services environnementaux; services financiers; services de santé et services sociaux; services relatifs au tourisme et aux voyages; services récréatifs, culturels et sportifs; services de transport; autres services non compris ailleurs**

50. La RDP lao maintient le même niveau de libéralisation que dans le cadre de l'AGCS dans certains secteurs des services environnementaux<sup>7</sup>, financiers, de santé et sociaux, relatifs au tourisme et aux voyages, et de transport aérien. Comme dans le cadre de l'AGCS, aucun engagement

<sup>4</sup> Il s'agit de la libéralisation des conditions du traitement national pour les modes 1 et 2 pour la fourniture de services d'architecture et d'ingénierie.

<sup>5</sup> La fourniture de services par le biais d'une présence commerciale est soumise à l'approbation de l'autorité compétente (Ministère des postes et télécommunications).

<sup>6</sup> La distribution de marchandises figurant sur la Liste des marchandises réglementées du Ministère de l'industrie et du commerce – armes, munitions, explosifs et substances explosives, produits chimiques hautement toxiques, stupéfiants, articles culturels, livres, journaux et magazines, métaux précieux et pierres précieuses, médicaments et instruments médicaux, espèces menacées d'extinction, machines de jeu, planches à billets, pétrole raffiné et brut, alcools, produits du tabac et riz – est exclue des engagements.

<sup>7</sup> Comme dans la Liste AGCS de la RDP lao, les engagements concernant les services environnementaux excluent la fourniture d'eau destinée à la consommation humaine, y compris le captage, la purification et la distribution d'eau par canalisations.

n'est inscrit dans les secteurs des services récréatifs, culturels et sportifs, ainsi que dans les autres services non compris ailleurs.

## Malaisie

### Engagements horizontaux

51. Comme au titre de l'AGCS, la Malaisie applique au titre du Protocole des restrictions horizontales concernant la présence commerciale pour les acquisitions, les fusions et les reprises (limitations concernant l'accès aux marchés), le montant de la prise de participation étrangère totale au capital étant passé de 5 millions à 10 millions de RM; la propriété foncière et l'immobilier; ainsi que les incitations/préférences (limitations concernant le traitement national). Il existe d'autres réserves horizontales relatives au mode 4 (section 3.3.6 de cette présentation factuelle).

### Engagements sectoriels

52. La section ci-après présente certaines des principales différences, par secteur, entre les engagements spécifiques souscrits par la Malaisie au titre de l'AGCS et ses engagements sectoriels au titre du Protocole. La Malaisie prend des engagements dans 11 des 12 secteurs visés par le Protocole, ce qui constitue une amélioration par rapport à sa Liste annexée à l'AGCS. Elle ne prend pas d'engagement en ce qui concerne les services environnementaux.

53. Le tableau A1.5 présente les engagements spécifiques pris par la Malaisie pour les modes 1 à 3 au titre du Protocole. Les limitations horizontales et les réserves relatives au traitement NPF ne sont pas prises en compte dans ce tableau, qui doit être lu conjointement avec la partie correspondante de l'appendice 2 du Protocole (incorporé dans l'AJCEP en tant qu'annexe 6).

**Tableau A1.5 Malaisie: engagements spécifiques pris dans le cadre du Protocole en ce qui concerne le commerce des services**

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
1. Services fournis aux entreprises					
A. Services professionnels	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Services informatiques et services connexes	Amélioration	Partielle	Complets	Partielle	Partiels
C. Services de recherche-développement	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
D. Services immobiliers	Égalité	---	---	---	---
E. Services de crédit-bail ou de location sans opérateurs	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
F. Autres	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
2. Services de communications					
A. Services postaux	Égalité	---	---	---	---
B. Services de courriers	Égalité	---	---	---	---
C. Services de télécommunication	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
D. Services audiovisuels	Similarité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
E. Autres	Égalité	---	---	---	---
3. Services de construction et services d'ingénierie connexes					
A. Travaux d'entreprises générales de construction de bâtiments	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Travaux d'entreprises générales de construction d'ouvrages de génie civil	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
C. Travaux de pose d'installations et de montage	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
D. Travaux d'achèvement des bâtiments et de finition	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
E. Autres	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
4. Services de distribution					
A. Services de courtage	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
B. Services de commerce de gros	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
C. Services de commerce de détail	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
D. Services de franchisage	Égalité	---	---	---	---
E. Autres	Égalité	---	---	---	---
5. Services d'éducation					
A. Services d'enseignement primaire	Égalité	---	---	---	---
B. Services d'enseignement secondaire	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
C. Services d'enseignement supérieur	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
D. Services d'enseignement pour adultes	Égalité	---	---	---	---
E. Autres	Nouveauté	Complète	Partiels	---	---
6. Services environnementaux					
A. Services d'assainissement	Égalité	---	---	---	---
B. Services d'enlèvement des ordures	Égalité	---	---	---	---
C. Services d'assainissement et services analogues	Égalité	---	---	---	---
D. Autres	Égalité	---	---	---	---
7. Services financiers					
A. Tous les services d'assurance et services connexes	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Services bancaires et autres services financiers	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
C. Autres	Égalité	---	---	---	---
8. Services de santé et services sociaux					
A. Services hospitaliers	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Autres services de santé humaine	Égalité	---	---	---	---
C. Services sociaux	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
D. Autres	Égalité	---	---	---	---
9. Services relatifs au tourisme et aux voyages					
A. Services d'hôtellerie et de restauration (y compris les services de traiteur)	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques	Amélioration	Complète	Partiels	Complets	Partiels
C. Services de guides touristiques	Égalité	---	---	---	---
D. Autres	Égalité	---	---	---	---
10. Services récréatifs, culturels et sportifs					
A. Services de spectacles	Égalité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Services d'agences de presse	Égalité	---	---	---	---
C. Services des bibliothèques, archives, musées et autres services culturels	Égalité	---	---	---	---
D. Services sportifs et autres services récréatifs	Égalité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
E. Autres	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
11. Services de transport					
A. Services de transport maritime	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Transport par les voies navigables intérieures	Égalité	---	---	---	---
C. Services de transport aérien	Égalité	---	---	---	---
D. Transport spatial	Égalité	---	---	---	---
E. Services de transports ferroviaires	Égalité	---	---	---	---
F. Services de transports routiers	Égalité	---	---	---	---
G. Transport par conduites	Égalité	---	---	---	---

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
H. Services auxiliaires de tous les modes de transport	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
I. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>12. Autres services non compris ailleurs</b>	Amélioration	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>

Notes générales: Les limitations relatives au traitement NPF et les limitations horizontales ainsi que les engagements/limitations concernant le mode 4 ne sont pas inclus.

Complets: Engagements spécifiques non soumis à des limitations concernant l'accès aux marchés ou le traitement national.

Partiels: Engagements spécifiques soumis à des limitations concernant l'accès aux marchés ou le traitement national.

Nouveauté: Nouveaux engagements complets ou partiels, avec ou sans limitations.

Amélioration: Engagements pris dans le cadre du Protocole et généralement améliorés par rapport à ceux pris dans le cadre de l'AGCS.

Égalité: Engagements identiques.

Similarité: Libéralisation similaire, avec, dans des cas individuels, des améliorations limitées et/ou des réserves additionnelles limitées.

---: Aucun engagement spécifique; secteur ou sous-secteur exclu du Protocole.

Source: Projet de version codifiée de la Liste d'engagements spécifiques au titre de l'AGCS de la Malaisie ([S/DCS/W/MYS](#)), élaboré par le Secrétariat (en 2003), et Liste figurant à l'appendice 2 du Protocole (incorporé dans l'AJCEP en tant qu'annexe 6).

### Services fournis aux entreprises

54. La Malaisie améliore généralement ses engagements concernant les services fournis aux entreprises dans le cadre du Protocole, avec une libéralisation partielle additionnelle dans les secteurs faisant l'objet d'engagements au titre de l'AGCS et de nouveaux engagements concernant les services professionnels, informatiques, de recherche-développement, de crédit-bail ou de location sans opérateurs et d'autres services aux entreprises.

### Services de communications

55. Les engagements sont améliorés dans le secteur des services de télécommunication, qui est reclassé dans le cadre du Protocole, sur la base de la réglementation intérieure.<sup>8</sup> En ce qui concerne les services audiovisuels, alors que ses engagements relatifs aux services de distribution de films cinématographiques, de bandes vidéo et d'enregistrements audio (CPC 96113) sont les mêmes que dans le cadre de l'AGCS, il n'y a pas d'engagement concernant les services de radiodiffusion (partie de la CPC 7524), qui sont partiellement couverts par l'AGCS.

### Services de construction et services d'ingénierie connexes

56. Dans le cadre du Protocole, la Malaisie améliore ses engagements au titre de l'AGCS concernant les services de construction et services d'ingénierie connexes, entre autres, en limitant à 49% la participation étrangère dans la coentreprise.

<sup>8</sup> Le reclassement est fondé sur la fourniture de services par des fournisseurs de services de réseau (NSP) et des fournisseurs de services d'application (ASP), et de services de base locaux, interurbains et internationaux; les services fournis sur les réseaux publics de transport des télécommunications à l'aide de toute technologie de réseaux, et les installations, indépendamment du mode de fourniture (courants porteurs ou systèmes hertziens), sont classés dans l'une des trois catégories.

**Services de distribution; services d'éducation**

57. Dans le cadre du Protocole, la Malaisie prend de nouveaux engagements partiels concernant les services de distribution (certains commissionnaires<sup>9</sup>, le commerce de gros et de détail) et les services d'éducation (enseignement secondaire, supérieur et autre).

**Services environnementaux**

58. Tant au titre de l'AGCS que du Protocole, il n'y a pas d'engagement concernant les services environnementaux.

**Services financiers**

59. La Malaisie améliore généralement ses engagements au titre de l'AGCS concernant les services financiers dans le cadre du Protocole grâce à une certaine libéralisation, entre autres, de la fourniture de certains services financiers par le biais d'une présence commerciale.

**Services de santé et services sociaux**

60. Par rapport à l'AGCS, la Malaisie améliore ses engagements en matière de fourniture de services hospitaliers privés (partie de la CPC 93110) en augmentant la participation étrangère globale dans les coentreprises à concurrence de 49% et en prenant de nouveaux engagements relatifs à certains services sociaux pour lesquels les limitations d'accès aux marchés ne s'appliquent qu'au mode 3.

**Services relatifs au tourisme et aux voyages**

61. Dans le cadre du Protocole, la Malaisie améliore généralement ses engagements au titre de l'AGCS pour certains services d'hôtellerie et de restauration, d'agences de voyages et d'organismes touristiques, entre autres, en supprimant les limitations concernant l'accès aux marchés et le traitement national pour le mode 1 et en augmentant les participations étrangères globales dans les coentreprises jusqu'à 51% et 49%, respectivement.

**Services récréatifs, culturels et sportifs**

62. S'appuyant sur ses engagements au titre de l'AGCS, la Malaisie prend de nouveaux engagements partiels dans le secteur des parcs à thème, avec des limitations spécifiques concernant l'accès aux marchés appliquées uniquement pour le mode 3.

**Services de transport**

63. La Malaisie améliore généralement ses engagements au titre de l'AGCS dans le secteur des services de transport, en particulier dans les services de transport maritime, avec de nouveaux engagements partiels concernant la location de navires de charge avec équipage pour le transport maritime international (CPC 7213).

**Autres services non compris ailleurs**

64. Dans le cadre du Protocole, la Malaisie améliore ses engagements au titre de l'AGCS concernant certains services de formation professionnelle, en portant à 49% la participation étrangère globale dans les coentreprises.

**Myanmar****Engagements horizontaux**

65. À la différence des engagements souscrits dans le cadre de l'AGCS, le Myanmar dispose d'un certain nombre de limitations horizontales en matière d'accès aux marchés et/ou de traitement

---

<sup>9</sup> Uniquement pour les textiles, les vêtements et les chaussures.

national pour la présence commerciale. Il existe d'autres réserves horizontales relatives au mode 4 (section 3.3.6 de cette présentation factuelle).

### Engagements sectoriels

66. La section ci-après présente certaines des principales différences, par secteur, entre les engagements spécifiques du Myanmar au titre de l'AGCS et ses engagements sectoriels au titre du Protocole. Comme dans sa Liste AGCS, le Myanmar prend des engagements dans 7 des 12 secteurs visés par le Protocole, aucun engagement n'étant pris en ce qui concerne les services de distribution, les services environnementaux, les services de santé et sociaux, les services récréatifs, culturels et sportifs, ainsi que les autres services non compris ailleurs.

67. Le tableau A1.6 présente les engagements spécifiques pris par le Myanmar pour les modes 1 à 3 au titre du Protocole. Les limitations horizontales et les réserves relatives au traitement NPF ne sont pas prises en compte dans ce tableau, qui doit être lu conjointement avec la partie correspondante de l'appendice 2 du Protocole (incorporé dans l'AJCEP en tant qu'annexe 6).

**Tableau A1.6 Myanmar: engagements spécifiques pris dans le cadre du Protocole en ce qui concerne le commerce des services**

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
1. Services fournis aux entreprises					
A. Services professionnels	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
B. Services informatiques et services connexes	Nouveauté	Complète	Complets	---	---
C. Services de recherche-développement	Égalité	---	---	---	---
D. Services immobiliers	Égalité	---	---	---	---
E. Services de crédit-bail ou de location sans opérateurs	Nouveauté	Partielle	Complets	---	---
F. Autres	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
2. Services de communications					
A. Services postaux	Égalité	---	---	---	---
B. Services de courriers	Égalité	---	---	---	---
C. Services de télécommunication	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
D. Services audiovisuels	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
E. Autres	Égalité	---	---	---	---
3. Services de construction et services d'ingénierie connexes					
A. Travaux d'entreprises générales de construction de bâtiments	Nouveauté	Complète	Complets	---	---
B. Travaux d'entreprises générales de construction d'ouvrages de génie civil	Nouveauté	Complète	Complets	---	---
C. Travaux de pose d'installations et de montage	Nouveauté	Complète	Complets	---	---
D. Travaux d'achèvement des bâtiments et de finition	Nouveauté	Complète	Complets	---	---
E. Autres	Nouveauté	Complète	Complets	---	---
4. Services de distribution					
A. Services de courtage	Égalité	---	---	---	---
B. Services de commerce de gros	Égalité	---	---	---	---
C. Services de commerce de détail	Égalité	---	---	---	---
D. Services de franchisage	Égalité	---	---	---	---
E. Autres	Égalité	---	---	---	---

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
5. Services d'éducation					
A. Services d'enseignement primaire	Nouveauté	Complète	Complets	---	---
B. Services d'enseignement secondaire	Nouveauté	Partielle	Complets	---	---
C. Services d'enseignement supérieur	Nouveauté	Complète	Complets	---	---
D. Services d'enseignement pour adultes	Nouveauté	Partielle	Complets	---	---
E. Autres	Nouveauté	Partielle	Complets	---	---
6. Services environnementaux					
A. Services d'assainissement	Égalité	---	---	---	---
B. Services d'enlèvement des ordures	Égalité	---	---	---	---
C. Services d'assainissement et services analogues	Égalité	---	---	---	---
D. Autres	Égalité	---	---	---	---
7. Services financiers					
A. Tous les services d'assurance et services connexes	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
B. Services bancaires et autres services financiers	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
C. Autres	Égalité	---	---	---	---
8. Services de santé et services sociaux					
A. Services hospitaliers	Égalité	---	---	---	---
B. Autres services de santé humaine	Égalité	---	---	---	---
C. Services sociaux	Égalité	---	---	---	---
D. Autres	Égalité	---	---	---	---
9. Services relatifs au tourisme et aux voyages					
A. Services d'hôtellerie et de restauration (y compris les services de traiteur)	Restriction	Partielle	Partiels	Complète	Partiels
B. Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques	Égalité	Complète	Partiels	Complète	Partiels
C. Services de guides touristiques	Égalité	---	---	---	---
D. Autres	Égalité	---	---	---	---
10. Services récréatifs, culturels et sportifs					
A. Services de spectacles	Égalité	---	---	---	---
B. Services d'agences de presse	Égalité	---	---	---	---
C. Services des bibliothèques, archives, musées et autres services culturels	Égalité	---	---	---	---
D. Services sportifs et autres services récréatifs	Égalité	---	---	---	---
E. Autres	Égalité	---	---	---	---
11. Services de transport					
A. Services de transport maritime	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Transport par les voies navigables intérieures	Restriction	---	---	Partielle	Partiels
C. Services de transport aérien	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
D. Transport spatial	Égalité	---	---	---	---
E. Services de transports ferroviaires	Égalité	---	---	---	---
F. Services de transports routiers	Restriction	---	---	Partielle	Partiels
G. Transport par conduites	Égalité	---	---	---	---
H. Services auxiliaires de tous les modes de transport	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
I. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>12. Autres services non compris ailleurs</b>	Égalité	---	---	---	---

Notes générales: Les limitations relatives au traitement NPF et les limitations horizontales ainsi que les engagements/limitations concernant le mode 4 ne sont pas inclus.

Complets: Engagements spécifiques non soumis à des limitations concernant l'accès aux marchés ou le traitement national.

Partiels: Engagements spécifiques soumis à des limitations concernant l'accès aux marchés ou le traitement national.

Nouveauté: Nouveaux engagements complets ou partiels, avec ou sans limitations.

Amélioration: Engagements pris dans le cadre du Protocole et généralement améliorés par rapport à ceux pris dans le cadre de l'AGCS.

Restriction: Certaines limitations additionnelles (par rapport aux engagements au titre de l'AGCS).

Égalité: Engagements identiques.

Similarité: Libéralisation similaire, avec, dans des cas individuels, des améliorations limitées et/ou des réserves additionnelles limitées.

---: Aucun engagement spécifique; secteur ou sous-secteur exclu du Protocole.

Source: Liste d'engagements spécifiques au titre de l'AGCS du Myanmar ([GATS/SC/59](#)) et Liste figurant à l'appendice 2 du Protocole (incorporé dans l'AJCEP en tant qu'annexe 6).

### Services fournis aux entreprises

68. Par rapport à sa Liste AGCS, le Myanmar prend de nouveaux engagements concernant les services professionnels, les services informatiques, les services de crédit-bail ou de location sans opérateurs et les autres services fournis aux entreprises. Bien qu'il n'y ait pas de limitations en matière d'accès aux marchés et de traitement national pour la fourniture de services inscrits dans les listes, des prescriptions spécifiques s'appliquent aux services de comptabilité, d'audit et de tenue de livres (CPC 862) selon le mode 3, tandis que pour tous les autres services fournis aux entreprises énumérés, le mode 3 reste non consolidé dans le cadre du Protocole.

### Services de communications

69. Le Myanmar prend de nouveaux engagements de libéralisation pour certains services de télécommunications et audiovisuels. Alors que la fourniture transfrontières de services de télécommunication à valeur ajoutée doit être conforme aux règles et règlements existants et s'inscrire dans le cadre du Portail national uniquement, la présence commerciale reste non consolidée pour les services de projection de films et les services de cinéma et de théâtre (CPC 9612 et 9615).

### Services de construction et services d'ingénierie connexes

70. Dans le cadre du Protocole, le Myanmar ne prévoit aucune limitation spécifique en matière d'accès aux marchés ou de traitement national pour la fourniture de services de construction et services d'ingénierie connexes.

### Services de distribution; services environnementaux; services de santé et services sociaux; services récréatifs, culturels et sportifs; autres services non compris ailleurs.

71. Comme dans le cadre de l'AGCS, aucun engagement n'est prévu pour les services de distribution, les services environnementaux, les services de santé et services sociaux, les services récréatifs, culturels et sportifs et les autres services non compris ailleurs.

### Services d'éducation

72. Dans le cadre du Protocole, le Myanmar ne prévoit pas de limitations spécifiques concernant l'accès aux marchés ou le traitement national pour la fourniture de services d'enseignement

primaire, secondaire (à l'exception du secondaire supérieur), supérieur, pour adultes<sup>10</sup> et autres.<sup>11</sup> Il n'a pas contracté d'engagements relatifs à ces services dans le cadre de l'AGCS.

### Services financiers

73. Dans le cadre du Protocole, le Myanmar ne prévoit pas de limitations spécifiques en ce qui concerne l'accès aux marchés ou le traitement national pour la fourniture de certains services d'assurance et services connexes<sup>12</sup>, tandis que pour les services bancaires et autres services financiers, des prescriptions spécifiques en matière d'accès aux marchés et de traitement national s'appliquent à la fourniture de services de bureau de représentation de banques étrangères (CPC 811) et de succursales (CPC 811), de services de garantie et d'engagement (CPC 81199), ainsi qu'à la communication d'informations financières et au traitement de données financières et logiciels y relatifs par les fournisseurs d'autres services financiers (CPC 8131).

### Services relatifs au tourisme et aux voyages

74. Dans le cadre du Protocole, le Myanmar maintient les mêmes conditions d'accès aux marchés et de traitement national pour les services d'organismes touristiques que celles définies au titre de l'AGCS, mais, à la différence de sa Liste AGCS, il ne prend aucun engagement concernant les services d'hébergement en motel, les autres services d'hébergement et les autres services de restauration (CPC 64120, 6419 et 64290, respectivement).

### Services de transport

75. Dans le cadre du Protocole, le Myanmar inscrit de nouveaux engagements de libéralisation partielle concernant certains services de transport maritime et aérien, ainsi que les services auxiliaires de tous les modes de transport liés uniquement aux services maritimes, mais aucun engagement n'est pris pour les opérations de transport touristique, comme c'est le cas dans le cadre de l'AGCS.

## Philippines

### Engagements horizontaux

76. Les Philippines maintiennent les limitations horizontales pour le mode 3 au titre de l'AGCS, qui concernent les activités expressément réservées par la loi aux citoyens philippins, l'acquisition de terrains et l'accès au crédit intérieur. En outre, toutes les mesures prises par des administrations locales et toutes les mesures régissant les résidents permanents et la fiscalité ne sont pas consolidées pour tous les modes de fourniture dans le cadre du Protocole. Il existe d'autres réserves horizontales relatives au mode 4 (section 3.3.6 de cette présentation factuelle).

### Engagements sectoriels

77. La section ci-après présente certaines des principales différences, par secteur, entre les engagements spécifiques des Philippines au titre de l'AGCS et ses engagements sectoriels au titre du Protocole. Comme dans sa Liste AGCS, les Philippines inscrivent des engagements dans 5 des 12 secteurs visés par le Protocole, aucun engagement n'étant pris en ce qui concerne les services de construction et services d'ingénierie connexes, les services de distribution, les services d'éducation, les services environnementaux, les services de santé et sociaux, les services récréatifs, culturels et sportifs ainsi que les autres services non compris ailleurs.

78. Le tableau A1.7 présente les engagements spécifiques pris par les Philippines pour les modes 1 à 3 au titre du Protocole. Les limitations horizontales et les réserves relatives au traitement NPF ne

<sup>10</sup> Ne concerne que les services d'enseignement professionnel et/ou de courte durée: cours et formations linguistiques, et cours en affaires (partie de la CPC 924).

<sup>11</sup> Ne concerne que les services de formation de personnels techniques, de cadres et de personnel de la production aux nouvelles technologies suivantes: 1) techniques de fabrication automatisées; 2) technologie de pointe des matériaux; 3) biotechnologie; 4) électronique; 5) autres technologies de l'information; 6) avionique (partie du CPC 929).

<sup>12</sup> De nouveaux engagements sont prévus pour les services de règlement d'avaries et de règlement de sinistre (CPC 81403) et les services actuariels; pour ces derniers, la fourniture transfrontière est soumise à des prescriptions spécifiques en matière de traitement national.

sont pas prises en compte dans ce tableau, qui doit être lu conjointement avec la partie correspondante de l'appendice 2 du Protocole (incorporé dans l'AJCEP en tant qu'annexe 6).

**Tableau A1.7 Philippines: engagements spécifiques pris dans le cadre du Protocole en ce qui concerne le commerce des services**

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
1. Services fournis aux entreprises					
A. Services professionnels	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
B. Services informatiques et services connexes	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
C. Services de recherche-développement	Égalité	---	---	---	---
D. Services immobiliers	Égalité	---	---	---	---
E. Services de crédit-bail ou de location sans opérateurs	Égalité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
F. Autres	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
2. Services de communications					
A. Services postaux	Égalité	---	---	---	---
B. Services de courriers	Restriction	---	---	Complète	Partiels
C. Services de télécommunication	Similarité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
D. Services audiovisuels	Égalité	---	---	---	---
E. Autres	Égalité	---	---	---	---
3. Services de construction et services d'ingénierie connexes					
A. Travaux d'entreprises générales de construction de bâtiments	Égalité	---	---	---	---
B. Travaux d'entreprises générales de construction d'ouvrages de génie civil	Égalité	---	---	---	---
C. Travaux de pose d'installations et de montage	Égalité	---	---	---	---
D. Travaux d'achèvement des bâtiments et de finition	Égalité	---	---	---	---
E. Autres	Égalité	---	---	---	---
4. Services de distribution					
A. Services de courtage	Égalité	---	---	---	---
B. Services de commerce de gros	Égalité	---	---	---	---
C. Services de commerce de détail	Égalité	---	---	---	---
D. Services de franchisage	Égalité	---	---	---	---
E. Autres	Égalité	---	---	---	---
5. Services d'éducation					
A. Services d'enseignement primaire	Égalité	---	---	---	---
B. Services d'enseignement secondaire	Égalité	---	---	---	---
C. Services d'enseignement supérieur	Égalité	---	---	---	---
D. Services d'enseignement pour adultes	Égalité	---	---	---	---
E. Autres	Égalité	---	---	---	---
6. Services environnementaux					
A. Services d'assainissement	Égalité	---	---	---	---
B. Services d'enlèvement des ordures	Égalité	---	---	---	---
C. Services d'assainissement et services analogues	Égalité	---	---	---	---
D. Autres	Égalité	---	---	---	---
7. Services financiers					
A. Tous les services d'assurance et services connexes	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
B. Services bancaires et autres services financiers	Similarité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
C. Autres	---				
<b>8. Services de santé et services sociaux</b>					
A. Services hospitaliers	Égalité	---	---	---	---
B. Autres services de santé humaine	Égalité	---	---	---	---
C. Services sociaux	Égalité	---	---	---	---
D. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>9. Services relatifs au tourisme et aux voyages</b>					
A. Services d'hôtellerie et de restauration (y compris les services de traiteur)	Amélioration	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
B. Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques	Amélioration	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
C. Services de guides touristiques	Égalité	---	---	---	---
D. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>10. Services récréatifs, culturels et sportifs</b>					
A. Services de spectacles	Égalité	---	---	---	---
B. Services d'agences de presse	Égalité	---	---	---	---
C. Services des bibliothèques, archives, musées et autres services culturels	Égalité	---	---	---	---
D. Services sportifs et autres services récréatifs	Égalité	---	---	---	---
E. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>11. Services de transport</b>					
A. Services de transport maritime	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
B. Transport par les voies navigables intérieures	Égalité	---	---	---	---
C. Services de transport aérien	Amélioration	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
D. Transport spatial	Égalité	---	---	---	---
E. Services de transports ferroviaires	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
F. Services de transports routiers	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
G. Transport par conduites	Nouveauté	Complète	Partiels	---	---
H. Services auxiliaires de tous les modes de transport	Restriction	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
I. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>12. Autres services non compris ailleurs</b>	Égalité	---	---	---	---

Notes générales: Les limitations relatives au traitement NPF et les limitations horizontales ainsi que les engagements/limitations concernant le mode 4 ne sont pas inclus.

Complets: Engagements spécifiques non soumis à des limitations concernant l'accès aux marchés ou le traitement national.

Partiels: Engagements spécifiques soumis à des limitations concernant l'accès aux marchés ou le traitement national.

Nouveauté: Nouveaux engagements complets ou partiels, avec ou sans limitations.

Amélioration: Engagements pris dans le cadre du Protocole et généralement améliorés par rapport à ceux pris dans le cadre de l'AGCS.

Restriction: Certaines limitations additionnelles (par rapport aux engagements au titre de l'AGCS).

Égalité: Engagements identiques.

Similarité: Libéralisation similaire, avec, dans des cas individuels, des améliorations limitées et/ou des réserves additionnelles limitées.

---: Aucun engagement spécifique; secteur ou sous-secteur exclu du Protocole.

Source: Projet de version codifiée de la Liste d'engagements spécifiques au titre de l'AGCS des Philippines ([S/DCS/W/PHL](#)), élaboré par le Secrétariat (en 2003), et Liste figurant à l'appendice 2 du Protocole (incorporé dans l'AJCEP en tant qu'annexe 6).

### Services fournis aux entreprises

79. Les Philippines améliorent leurs engagements au titre de l'AGCS grâce à de nouveaux engagements de libéralisation partielle dans les services professionnels, les services informatiques et les autres services fournis aux entreprises, où la plupart des limitations concernant l'accès aux marchés et/ou le traitement national s'applique au mode 3. À la différence des engagements souscrits dans le cadre de l'AGCS, de larges limitations en matière d'accès aux marchés et de traitement national s'appliquent aux sous-secteurs inscrits dans les listes pour les modes 3 et 2, respectivement.

### Services de communications

80. En ce qui concerne les services de communications, les engagements pris par les Philippines dans le cadre du Protocole semblent plus restreints que dans le cadre de l'AGCS, étant donné que les services de courriers et certains<sup>13</sup> services de télécommunication ne sont pas inscrits dans la liste. Toutefois, dans le domaine des services de télécommunication, les Philippines prennent de nouveaux engagements de libéralisation partielle en ce qui concerne les services de transmission par satellite, les services de transmission de données et de messages, les services de réseau de données (CPC 75231), les services de messagerie et d'information électroniques (CPC 75232) et certains services à valeur ajoutée, à savoir le courrier électronique (CPC 7523\*\*), les services améliorés de télécopie (CPC 7523\*\*) et la conversion de codes et de protocoles.

### Services de construction et services d'ingénierie connexes; Services de distribution; Services d'éducation; Services environnementaux; Services de santé et services sociaux; Services récréatifs, culturels et sportifs; Autres services non compris ailleurs

81. Comme dans le cadre de l'AGCS, aucun engagement n'est inscrit pour ces services.

### Services financiers

82. De manière générale, les Philippines améliorent leurs engagements concernant les services financiers, en particulier l'accès aux marchés pour la fourniture de services d'assurance et de services connexes par le biais d'une présence commerciale, qui est partiellement libéralisé par rapport à l'AGCS. Dans le domaine des services bancaires et autres services financiers, les Philippines améliorent les conditions de fourniture de services par les sociétés d'investissement et prennent de nouveaux engagements en ce qui concerne les services de courtage et de négociation en bourse. Toutefois, dans le cadre du Protocole, les limitations du marché pour la fourniture de certains<sup>14</sup> services par le biais d'une présence commerciale semblent être plus étroites que dans le cadre de l'AGCS.

### Services relatifs au tourisme et aux voyages

83. Sur la base de sa Liste AGCS, les Philippines améliorent généralement l'accès aux marchés pour les services d'agences de voyages et élargissent la portée de ses engagements concernant les services d'hôtellerie et de restauration.<sup>15</sup>

### Services de transport

84. Tout en maintenant ses engagements au titre de l'AGCS dans le domaine des services de transport (notamment maritime, ferroviaire et routier<sup>16</sup>), les Philippines améliorent les conditions

<sup>13</sup> Contrairement à ce qui a été fait dans le cadre de l'AGCS, aucun engagement n'a été pris en ce qui concerne la messagerie vocale, la recherche d'informations et de bases de données en ligne, l'échange de données électroniques et le vidéotex.

<sup>14</sup> Il s'agit de la structure organisationnelle requise pour fournir des services tels que l'affacturage, le courtage en valeurs mobilières, la participation à des émissions de tout type de valeurs mobilières, y compris garantie et placement en qualité d'agent (dans le public ou à titre privé) et prestation de services relatifs à ces émissions.

<sup>15</sup> Il s'agit des engagements pris par les Philippines concernant les services d'hôtellerie et d'hébergement (CPC 64110) et les restaurants (CPC 6421-64310) au titre du Protocole.

<sup>16</sup> Dans le cadre du Protocole, les Philippines ne prévoient d'engagements que pour la maintenance et la réparation des véhicules routiers (CPC 6112), alors qu'il n'existe pas de classification spécifique de ce type dans leur Liste AGCS.

d'accès aux marchés pour la fourniture transfrontières de services de vente ou commercialisation des services de transport aérien<sup>17</sup> (agent général de vente et agent de vente de fret) et prennent de nouveaux engagements de libéralisation partielle pour les transporteurs hors réseau. En outre, de nouveaux engagements de libéralisation partielle sont pris pour le transport par conduites (CPC 713), tandis que la fourniture transfrontières de services d'expédition de marchandises n'est pas consolidée dans le cadre du Protocole, contrairement à l'AGCS.

## Singapour

### Engagements horizontaux

85. Contrairement à ce qui a été fait dans le cadre de l'AGCS, Singapour n'énumère pas d'engagements/limitations horizontaux au titre du Protocole.

### Engagements sectoriels

86. La section ci-après présente certaines des principales différences, par secteur, entre les engagements spécifiques souscrits par Singapour au titre de l'AGCS et ses engagements sectoriels au titre du Protocole. Singapour améliore sa Liste AGCS et prend des engagements dans les 12 secteurs du Protocole.

87. Le tableau A1.8 présente les engagements spécifiques pris par Singapour pour les modes 1 à 3 au titre du Protocole. Les limitations horizontales et les réserves relatives au traitement NPF ne sont pas prises en compte dans ce tableau, qui doit être lu conjointement avec la partie correspondante de l'appendice 2 du Protocole (incorporé dans l'AJCEP en tant qu'annexe 6).

**Tableau A1.8 Singapour: engagements spécifiques pris dans le cadre du Protocole en ce qui concerne le commerce des services**

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
1. Services fournis aux entreprises					
A. Services professionnels	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Services informatiques et services connexes	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
C. Services de recherche-développement	Amélioration	Partielle	Complets	Partielle	Complets
D. Services immobiliers	Nouveauté	Partielle	Complets	---	---
E. Services de crédit-bail ou de location sans opérateurs	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
F. Autres	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
2. Services de communications					
A. Services postaux	Égalité	---	---	---	---
B. Services de courriers	Égalité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
C. Services de télécommunication	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
D. Services audiovisuels	Égalité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
E. Autres	Égalité	---	---	---	---
3. Services de construction et services d'ingénierie connexes					
A. Travaux d'entreprises générales de construction de bâtiments	Égalité	Complète	Complets	Complète	Complets
B. Travaux d'entreprises générales de construction d'ouvrages de génie civil	Égalité	Complète	Complets	Complète	Complets
C. Travaux de pose d'installations et de montage	Égalité	Complète	Complets	Complète	Complets

<sup>17</sup> Aux Philippines, les services de vente et de commercialisation sont classés et définis conformément à la législation philippine en vigueur et aux règles et réglementations des autorités aéronautiques en tant que transporteurs hors réseau, agents généraux de vente et agents de vente de fret.

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
D. Travaux d'achèvement des bâtiments et de finition	Égalité	Complète	Complets	Complète	Complets
E. Autres	Égalité	Complète	Complets	Complète	Complets
<b>4. Services de distribution</b>					
A. Services de courtage	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
B. Services de commerce de gros	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
C. Services de commerce de détail	Égalité	---	---	---	---
D. Services de franchisage	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
E. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>5. Services d'éducation</b>					
A. Services d'enseignement primaire	Égalité	---	---	---	---
B. Services d'enseignement secondaire	Égalité	---	---	---	---
C. Services d'enseignement supérieur	Égalité	---	---	---	---
D. Services d'enseignement pour adultes	Nouveauté	Complète	Complets	---	---
E. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>6. Services environnementaux</b>					
A. Services d'assainissement	Égalité	---	---	---	---
B. Services d'enlèvement des ordures	Égalité	---	---	---	---
C. Services d'assainissement et services analogues	Nouveauté	Complète	Partiels	---	---
D. Autres	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
<b>7. Services financiers</b>					
A. Tous les services d'assurance et services connexes	Similarité	Complète	Partiels	Complète	Partiels
B. Services bancaires et autres services financiers	Similarité	Complète	Partiels	Complète	Partiels
C. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>8. Services de santé et services sociaux</b>					
A. Services hospitaliers	Égalité	---	---	---	---
B. Autres services de santé humaine	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
C. Services sociaux	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
D. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>9. Services relatifs au tourisme et aux voyages</b>					
A. Services d'hôtellerie et de restauration (y compris les services de traiteur)	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques	Amélioration	Complète	Complets	Complète	Partiels
C. Services de guides touristiques	Amélioration	Complète	Complets	Complète	Partiels
D. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>10. Services récréatifs, culturels et sportifs</b>					
A. Services de spectacles	Nouveauté	Complète	Complets	---	---
B. Services d'agences de presse	Égalité	---	---	---	---
C. Services des bibliothèques, archives, musées et autres services culturels	Égalité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
D. Services sportifs et autres services récréatifs	Égalité	---	---	---	---
E. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>11. Services de transport</b>					
A. Services de transport maritime	Similarité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Transport par les voies navigables intérieures	Égalité	---	---	---	---
C. Services de transport aérien	Égalité	---	---	---	---
D. Transport spatial	Égalité	---	---	---	---

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
E. Services de transports ferroviaires	Égalité	---	---	---	---
F. Services de transports routiers	Égalité	---	---	---	---
G. Transport par conduites	Égalité	---	---	---	---
H. Services auxiliaires de tous les modes de transport	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
I. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>12. Autres services non compris ailleurs</b>	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---

Notes générales: Les limitations relatives au traitement NPF et les limitations horizontales ainsi que les engagements/limitations concernant le mode 4 ne sont pas inclus.

Complets: Engagements spécifiques non soumis à des limitations concernant l'accès aux marchés ou le traitement national.

Partiels: Engagements spécifiques soumis à des limitations concernant l'accès aux marchés ou le traitement national.

Nouveauté: Nouveaux engagements complets ou partiels, avec ou sans limitations.

Amélioration: Engagements pris dans le cadre du Protocole et généralement améliorés par rapport à ceux pris dans le cadre de l'AGCS.

Égalité: Engagements identiques.

Similarité: Libéralisation similaire, avec, dans des cas individuels, des améliorations limitées et/ou des réserves additionnelles limitées.

---: Aucun engagement spécifique; secteur ou sous-secteur exclu du Protocole.

Source: Projet de version codifiée de la Liste d'engagements spécifiques au titre de l'AGCS de Singapour ([S/DCS/W/SGP](#)), élaboré par le Secrétariat (en 2003), et Liste figurant à l'appendice 2 du Protocole (incorporé dans l'AJCEP en tant qu'annexe 6).

### Services fournis aux entreprises

88. Dans le cadre du Protocole, Singapour améliore généralement ses engagements au titre de l'AGCS dans le domaine des services fournis aux entreprises, en prenant de nouveaux engagements partiels pour les services professionnels, les services informatiques, les services de recherche-développement et les autres services fournis aux entreprises. En outre, de nouveaux engagements de libéralisation partielle sont prévus pour certains services immobiliers et services de crédit-bail ou de location sans opérateurs.

### Services de communications

89. Dans le secteur des services de télécommunication, comme dans le cadre de l'AGCS, des conditions générales s'appliquent aux services inscrits dans les listes, notamment le fait que le nombre de licences peut être limité en raison de la rareté des ressources, telles que les servitudes et la disponibilité du spectre des fréquences (à l'exclusion des services réglementés par la Loi sur la radiodiffusion). Les limitations spécifiques en matière d'accès aux marchés et de traitement national restent généralement les mêmes que dans le cadre de l'AGCS.

90. En vertu du Protocole, Singapour élargit également la portée de ses engagements concernant les services de télécommunication de base (mise à disposition d'installations) et les services de réseau à valeur ajoutée. Contrairement à l'AGCS, la portée des engagements pris concernant les services mobiles exclut les services multimédias mobiles publics à large bande et les services multimédias publics sans fil à large bande, tandis que la fourniture de services de télécommunications à valeur ajoutée (services VAN) est soumise à l'enregistrement des services VAN de stockage et de récupération auprès de l'Autorité pour le développement de l'information, de la communication et des médias.<sup>18</sup>

<sup>18</sup> Les services relevant de la CPC 7523 sont inclus dans les engagements de Singapour pour les services de télécommunications à valeur ajoutée.

91. Ses engagements au titre de l'AGCS en matière de services de courriers et de services audiovisuels sont maintenus, les services postaux et autres services de communication restant non consolidés.

### **Services de construction et services d'ingénierie connexes**

92. Dans le cadre du Protocole, Singapour maintient ses engagements au titre de l'AGCS, aucune limitation spécifique concernant l'accès aux marchés et/ou le traitement national n'étant prévue pour les services de construction.

### **Services de distribution; services d'éducation; services environnementaux**

93. Par rapport à sa Liste AGCS, Singapour inscrit de nouveaux engagements de libéralisation partielle dans les domaines de la distribution, de l'éducation et des services environnementaux. En l'absence de limitations spécifiques concernant l'accès aux marchés et/ou le traitement national pour la fourniture de ces services, des limitations horizontales en matière d'accès aux marchés et de traitement national s'appliquent à la fourniture des services de distribution; pour les services d'éducation, l'accès aux marchés et le traitement national, quel que soit le mode de fourniture, ne doivent pas être interprétés comme s'appliquant à la reconnaissance des diplômes universitaires aux fins de l'admission, de l'enregistrement et de la qualification pour la pratique professionnelle à Singapour; et la fourniture transfrontières des services environnementaux faisant l'objet d'engagements n'est pas consolidée parce que techniquement irréalisable.

### **Services financiers**

94. En ce qui concerne les services financiers, les engagements pris par Singapour dans le cadre du Protocole sont similaires à ceux pris au titre de l'AGCS. En ce qui concerne les services d'assurance et services connexes, tout en élargissant la portée de l'intermédiation en assurance, qui comprend les services de courtage et d'agence selon le mode 2, Singapour prévoit de nouvelles limitations relatives à l'accès aux marchés pour la fourniture de services d'assurance-vie selon le mode 3.

95. En ce qui concerne les services bancaires et autres services financiers, avec quelques améliorations dans l'acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public, les prêts de tout type et la participation à des émissions de tout type de valeurs mobilières, de nouvelles limitations relatives à l'accès aux marchés selon le mode 3 sont prévues pour la fourniture de services de gestion d'actifs et de services de règlement et de compensation pour les actifs financiers.

### **Services de santé et services sociaux**

96. Singapour améliore ses engagements pris au titre de l'AGCS en inscrivant de nouveaux engagements de libéralisation partielle pour certains autres services de santé et services sociaux.

### **Services relatifs au tourisme et aux voyages**

97. Singapour améliore ses engagements au titre de l'AGCS en prenant de nouveaux engagements de libéralisation partielle pour la fourniture de services de vente de boissons pour consommation sur place (partie de la CPC 643) et en supprimant la limitation de l'accès aux marchés pour le mode 3 en ce qui concerne la fourniture de services d'agences de voyages et d'organismes touristiques (CPC 7471) et de services de guides touristiques (CPC 7472).

### **Services récréatifs, culturels et sportifs**

98. Afin d'améliorer sa Liste AGCS, Singapour prévoit de nouveaux engagements de libéralisation pour la fourniture de services de spectacles (y compris les pièces de théâtre, orchestres et cirques) (CPC 9619).

### **Services de transport**

99. Dans le cadre du Protocole, tout en inscrivant de nouveaux engagements partiels pour la fourniture de services de transport international de passagers, Singapour énumère de nouvelles

prescriptions en matière d'immatriculation des navires battant pavillon singapourien pour la fourniture, entre autres, de services de transport international de marchandises, à l'exception du cabotage.

### Autres services non compris ailleurs

100. Afin d'améliorer sa Liste AGCS, Singapour prévoit de nouveaux engagements de libéralisation partielle pour la fourniture de services de lavage, de nettoyage à sec et de teinture (CPC 9701), de services de coiffure et d'autres services de beauté (partie de la CPC 97030) et de services funéraires, de crémation et d'entreprise funéraire, à l'exception des services d'entretien des cimetières et des tombes (partie de la CPC 97030).

## Thaïlande

### Engagements horizontaux

101. Sur la base des engagements horizontaux pris dans le cadre de l'AGCS, les sociétés à responsabilité limitée, constituées et enregistrées en Thaïlande peuvent limiter la participation étrangère au capital à 49% ou à 70%, des limitations spécifiques en matière d'accès aux marchés et de traitement national s'appliquant dans chacun des cas. Il existe d'autres réserves horizontales relatives au mode 4 (section 3.3.6 de cette présentation factuelle).

### Engagements sectoriels

102. La section ci-après présente certaines des principales différences, par secteur, entre les engagements spécifiques souscrits par la Thaïlande au titre de l'AGCS et ses engagements sectoriels au titre du Protocole. Comme dans sa Liste AGCS, la Thaïlande prend des engagements dans 10 des 12 secteurs du Protocole, à l'exception des services de santé et sociaux et des autres services non compris ailleurs.

103. Le tableau A1.9 présente les engagements spécifiques pris par la Thaïlande pour les modes 1 à 3 au titre du Protocole. Les limitations horizontales et les réserves relatives au traitement NPF ne sont pas prises en compte dans ce tableau, qui doit être lu conjointement avec la partie correspondante de l'appendice 2 du Protocole (incorporé dans l'AJCEP en tant qu'annexe 6).

**Tableau A1.9 Thaïlande: engagements spécifiques pris dans le cadre du Protocole en ce qui concerne le commerce des services**

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
1. Services fournis aux entreprises					
A. Services professionnels	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Services informatiques et services connexes	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
C. Services de recherche-développement	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
D. Services immobiliers	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
E. Services de crédit-bail ou de location sans opérateurs	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
F. Autres	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
2. Services de communications					
A. Services postaux	Égalité	---	---	---	---
B. Services de courriers	Égalité	---	---	---	---
C. Services de télécommunication	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
D. Services audiovisuels	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
E. Autres	Égalité	---	---	---	---

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
3. Services de construction et services d'ingénierie connexes					
A. Travaux d'entreprises générales de construction de bâtiments	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Travaux d'entreprises générales de construction d'ouvrages de génie civil	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
C. Travaux de pose d'installations et de montage	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
D. Travaux d'achèvement des bâtiments et de finition	Nouveauté	Complète	Partiels	---	---
E. Autres	Nouveauté	Complète	Partiels	---	---
4. Services de distribution					
A. Services de courtage	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Services de commerce de gros	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
C. Services de commerce de détail	Égalité	---	---	---	---
D. Services de franchisage	Nouveauté	Complète	Partiels	---	---
E. Autres	Égalité	---	---	---	---
5. Services d'éducation					
A. Services d'enseignement primaire	Similarité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Services d'enseignement secondaire	Similarité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
C. Services d'enseignement supérieur	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
D. Services d'enseignement pour adultes	Similarité	Complète	Partiels	Complète	Partiels
E. Autres	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
6. Services environnementaux					
A. Services d'assainissement	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Services d'enlèvement des ordures	Amélioration	Complète	Partiels	Complète	Partiels
C. Services d'assainissement et services analogues	Amélioration	Complète	Partiels	Complète	Partiels
D. Autres	Amélioration	Complète	Partiels	Complète	Partiels
7. Services financiers					
A. Tous les services d'assurance et services connexes	Égalité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Services bancaires et autres services financiers	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
C. Autres	Égalité	---	---	---	---
8. Services de santé et services sociaux					
A. Services hospitaliers	Égalité	---	---	---	---
B. Autres services de santé humaine	Égalité	---	---	---	---
C. Services sociaux	Égalité	---	---	---	---
D. Autres	Égalité	---	---	---	---
9. Services relatifs au tourisme et aux voyages					
A. Services d'hôtellerie et de restauration (y compris les services de traiteur)	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques	Amélioration	Complète	Partiels	Complète	Partiels
C. Services de guides touristiques	Égalité	---	---	---	---
D. Autres	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
10. Services récréatifs, culturels et sportifs					
A. Services de spectacles	Nouveauté	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Services d'agences de presse	Égalité	---	---	---	---
C. Services des bibliothèques, archives, musées et autres services culturels	Nouveauté	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
D. Services sportifs et autres services récréatifs	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
E. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>11. Services de transport</b>					
A. Services de transport maritime	Amélioration	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
B. Transport par les voies navigables intérieures	Égalité	---	---	---	---
C. Services de transport aérien	Amélioration	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
D. Transport spatial	Égalité	---	---	---	---
E. Services de transports ferroviaires	Amélioration	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
F. Services de transports routiers	Amélioration	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
G. Transport par conduites	Égalité	---	---	---	---
H. Services auxiliaires de tous les modes de transport	Amélioration	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
I. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>12. Autres services non compris ailleurs</b>	Égalité	---	---	---	---

Notes générales: Les limitations relatives au traitement NPF et les limitations horizontales ainsi que les engagements/limitations concernant le mode 4 ne sont pas inclus.

Complets: Engagements spécifiques non soumis à des limitations concernant l'accès aux marchés ou le traitement national.

Partiels: Engagements spécifiques soumis à des limitations concernant l'accès aux marchés ou le traitement national.

Nouveauté: Nouveaux engagements complets ou partiels, avec ou sans limitations.

Amélioration: Engagements pris dans le cadre du Protocole et généralement améliorés par rapport à ceux pris dans le cadre de l'AGCS.

Égalité: Engagements identiques.

Similarité: Libéralisation similaire, avec, dans des cas individuels, des améliorations limitées et/ou des réserves additionnelles limitées.

---: Aucun engagement spécifique; secteur ou sous-secteur exclu du Protocole.

Source: Projet de version codifiée de la Liste d'engagements spécifiques au titre de l'AGCS de la Thaïlande ([S/DCS/W/THA/Rev.1](#)), élaboré par le Secrétariat (en 2003) et [GATS/SC/85/Suppl.2/Rev.1](#), et Liste figurant à l'appendice 2 du Protocole (incorporé dans l'AJCEP en tant qu'annexe 6).

### Services fournis aux entreprises

104. Dans le cadre du Protocole, la Thaïlande améliore globalement les conditions relatives au traitement national pour les services inscrits dans sa Liste AGCS et élargit la portée des engagements concernant les services professionnels, les services informatiques et les autres services fournis aux entreprises. En outre, de nouveaux engagements de libéralisation partielle sont pris pour certains services de recherche-développement et services immobiliers. Comme dans le cadre de l'AGCS, la fourniture transfrontière de la plupart des services fournis aux entreprises reste non consolidée, à quelques exceptions près.

### Services de communications

105. Alors que dans le cadre de l'AGCS, la Thaïlande prend des engagements pour certains services de télécommunication de base conformément aux obligations du Document de référence sur les services de télécommunication, dans le cadre du Protocole, elle améliore de manière générale ses engagements en matière de services de télécommunication en élargissant leur portée pour certains services de télécommunication à valeur ajoutée, entre autres.

106. Dans le domaine des services audiovisuels, la Thaïlande améliore également ses engagements au titre de l'AGCS en supprimant les limitations spécifiques relatives au traitement national pour le mode 3 et prend de nouveaux engagements de libéralisation partielle pour la fourniture de services

de production de bandes vidéo pour l'enseignement scientifique (CPC 1.1: 96121\*\*) et de services d'enregistrement sonore.

### **Services de construction et services d'ingénierie connexes**

107. Dans le cadre du Protocole, la Thaïlande améliore les conditions relatives au traitement national pour les services inscrits dans l'AGCS et élargit la portée des engagements concernant les travaux de construction pour les services de génie civil (CPC 513) et les travaux de pose d'installations (CPC 514 + 516). En outre, de nouveaux engagements de libéralisation partielle sont pris dans les sous-secteurs des travaux d'achèvement des bâtiments et de finition (CPC 517) et des autres services de construction et services d'ingénierie connexes. Comme dans le cadre de l'AGCS, la fourniture transfrontières de services de construction et de services d'ingénierie connexes reste non consolidée.

### **Services de distribution**

108. La Thaïlande améliore sa Liste AGCS, notamment grâce à de nouveaux engagements partiels concernant les services de commerce de gros (CPC 62266) et les services de franchisage, avec certaines limitations pour le mode 3.

### **Services d'éducation**

109. Tout en prenant des engagements similaires à ceux de l'AGCS pour la fourniture de certains services d'enseignement primaire, secondaire et pour adultes, la Thaïlande prend de nouveaux engagements partiels dans le domaine de l'enseignement supérieur et des autres services d'éducation (services d'enseignement en langues étrangères).

### **Services environnementaux**

110. Dans le cadre du Protocole, la Thaïlande améliore les conditions relatives au traitement national pour les services environnementaux prévus par l'AGCS et élargit la portée des engagements concernant les services d'assainissement et services analogues en inscrivant de nouveaux engagements partiels pour les services de nettoyage des plages et les services de dégorgement des canalisations bouchées (CPC 1.1: 94390\*\*). Comme dans le cadre de l'AGCS, la fourniture transfrontières de services environnementaux reste non consolidée.

### **Services financiers**

111. Tout en maintenant ses engagements au titre de l'AGCS dans le domaine des services d'assurance et des services connexes, dans le cadre du Protocole, la Thaïlande supprime les limitations concernant l'accès aux marchés et le traitement national pour le mode 3 de l'AGCS dans le domaine des services bancaires et autres services financiers pour les services bancaires internationaux, les sociétés de financement et de crédit foncier.

### **Services de santé et services sociaux; autres services non compris ailleurs**

112. Comme dans le cadre de l'AGCS, aucun engagement n'est pris en ce qui concerne les services de santé et les services sociaux, ainsi que les autres services non compris ailleurs.

### **Services relatifs au tourisme et aux voyages**

113. Dans le cadre du Protocole, la Thaïlande améliore globalement ses engagements au titre de l'AGCS concernant les services relatifs au tourisme et aux voyages, notamment en élargissant la portée des services d'hôtellerie et de restauration, des services d'agences de voyage et d'organismes touristiques.

### **Services récréatifs, culturels et sportifs**

114. S'appuyant sur sa Liste AGCS, la Thaïlande prend de nouveaux engagements de libéralisation partielle en ce qui concerne les parcs d'attractions et les services de bibliothèques privées. La fourniture transfrontières de services récréatifs, culturels et sportifs reste largement non consolidée.

## Services de transport

115. Dans le cadre du Protocole, la Thaïlande améliore les conditions relatives au traitement national pour les services de transport inscrits dans l'AGCS et élargit la portée de ses engagements concernant les services de transport maritime et les services annexes et auxiliaires de tous les modes de transport.

## Viet Nam

### Engagements horizontaux

116. Les engagements/limitations horizontaux du Viet Nam sont similaires à ceux inscrits dans le cadre de l'AGCS et couvrent notamment les types de présence commerciale, le fonctionnement des bureaux de représentation et l'établissement de succursales, entre autres limitations horizontales. Il existe d'autres réserves horizontales relatives au mode 4 (section 3.3.6 de cette présentation factuelle).

### Engagements sectoriels

117. La section ci-après présente certaines des principales différences, par secteur, entre les engagements spécifiques souscrits par le Viet Nam au titre de l'AGCS et ses engagements sectoriels au titre du Protocole. Comme dans sa Liste AGCS, le Viet Nam prend des engagements dans 11 des 12 secteurs visés par le Protocole. Le secteur dans lequel il ne prend pas d'engagement est les autres services non compris ailleurs.

118. Le tableau A1.10 présente les engagements spécifiques pris par le Viet Nam pour les modes 1 à 3 au titre du Protocole. Les limitations horizontales et les réserves relatives au traitement NPF ne sont pas prises en compte dans ce tableau, qui doit être lu conjointement avec la partie correspondante de l'appendice 2 du Protocole (incorporé dans l'AJCEP en tant qu'annexe 6).

**Tableau A1.10 Viet Nam: engagements spécifiques pris dans le cadre du Protocole en ce qui concerne le commerce des services**

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
1. Services fournis aux entreprises					
A. Services professionnels	Restriction	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Services informatiques et services connexes	Égalité	Complète	Partiels	Complète	Partiels
C. Services de recherche-développement	Égalité	Partielle	Complets	Partielle	Complets
D. Services immobiliers	Égalité	---	---	---	---
E. Services de crédit-bail ou de location sans opérateurs	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
F. Autres	Égalité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
2. Services de communications					
A. Services postaux	Égalité	---	---	---	---
B. Services de courriers	Égalité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
C. Services de télécommunication	Égalité	Complète	Partiels	Complète	Partiels
D. Services audiovisuels	Égalité	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
E. Autres	Égalité	---	---	---	---
3. Services de construction et services d'ingénierie connexes					
A. Travaux d'entreprises générales de construction de bâtiments	Égalité	Complète	Partiels	Complète	Partiels
B. Travaux d'entreprises générales de construction d'ouvrages de génie civil	Égalité	Complète	Partiels	Complète	Partiels
C. Travaux de pose d'installations et de montage	Égalité	Complète	Partiels	Complète	Partiels

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
D. Travaux d'achèvement des bâtiments et de finition	Égalité	Complète	Partiels	<i>Complète</i>	<i>Partiels</i>
E. Autres	Égalité	Complète	Partiels	<i>Complète</i>	<i>Partiels</i>
<b>4. Services de distribution</b>					
A. Services de courtage	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
B. Services de commerce de gros	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
C. Services de commerce de détail	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
D. Services de franchisage	Égalité	Complète	Partiels	<i>Complète</i>	<i>Partiels</i>
E. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>5. Services d'éducation</b>					
A. Services d'enseignement primaire	Égalité	---	---	---	---
B. Services d'enseignement secondaire	Amélioration	Complète	Partiels	<i>Complète</i>	<i>Partiels</i>
C. Services d'enseignement supérieur	Amélioration	Complète	Partiels	<i>Complète</i>	<i>Partiels</i>
D. Services d'enseignement pour adultes	Égalité	Complète	Partiels	<i>Complète</i>	<i>Partiels</i>
E. Autres	Amélioration	Complète	Partiels	<i>Complète</i>	<i>Partiels</i>
<b>6. Services environnementaux</b>					
A. Services d'assainissement	Égalité	Complète	Partiels	<i>Complète</i>	<i>Partiels</i>
B. Services d'enlèvement des ordures	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
C. Services d'assainissement et services analogues	Égalité	---	---	---	---
D. Autres	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
<b>7. Services financiers</b>					
A. Tous les services d'assurance et services connexes	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
B. Services bancaires et autres services financiers	Égalité	Complète	Partiels	<i>Complète</i>	<i>Partiels</i>
C. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>8. Services de santé et services sociaux</b>					
A. Services hospitaliers	Égalité	Complète	Partiels	<i>Complète</i>	<i>Partiels</i>
B. Autres services de santé humaine	Égalité	---	---	---	---
C. Services sociaux	Égalité	---	---	---	---
D. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>9. Services relatifs au tourisme et aux voyages</b>					
A. Services d'hôtellerie et de restauration (y compris les services de traiteur)	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
B. Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques	Égalité	Complète	Partiels	<i>Complète</i>	<i>Partiels</i>
C. Services de guides touristiques	Égalité	---	---	---	---
D. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>10. Services récréatifs, culturels et sportifs</b>					
A. Services de spectacles	Égalité	Complète	Partiels	<i>Complète</i>	<i>Partiels</i>
B. Services d'agences de presse	Égalité	---	---	---	---
C. Services des bibliothèques, archives, musées et autres services culturels	Égalité	---	---	---	---
D. Services sportifs et autres services récréatifs	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
E. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>11. Services de transport</b>					
A. Services de transport maritime	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
B. Transport par les voies navigables intérieures	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
C. Services de transport aérien	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
D. Transport spatial	Égalité	---	---	---	---

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
E. Services de transports ferroviaires	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
F. Services de transports routiers	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
G. Transport par conduites	Égalité	---	---	---	---
H. Services auxiliaires de tous les modes de transport	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
I. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>12. Autres services non compris ailleurs</b>	Égalité	---	---	---	---

Notes générales: Les limitations relatives au traitement NPF et les limitations horizontales ainsi que les engagements/limitations concernant le mode 4 ne sont pas inclus.

Complets: Engagements spécifiques non soumis à des limitations concernant l'accès aux marchés ou le traitement national.

Partiels: Engagements spécifiques soumis à des limitations concernant l'accès aux marchés ou le traitement national.

Nouveauté: Nouveaux engagements complets ou partiels, avec ou sans limitations.

Amélioration: Engagements pris dans le cadre du Protocole et généralement améliorés par rapport à ceux pris dans le cadre de l'AGCS.

Restriction: Certaines limitations additionnelles (par rapport aux engagements au titre de l'AGCS).

Égalité: Engagements identiques.

Similarité: Libéralisation similaire, avec, dans des cas individuels, des améliorations limitées et/ou des réserves additionnelles limitées.

---: Aucun engagement spécifique; secteur ou sous-secteur exclu du Protocole.

Source: Liste d'engagements spécifiques au titre de l'AGCS du Viet Nam ([GATS/SC/142](#)) et Liste figurant à l'appendice 2 du Protocole (incorporé dans l'AJCEP en tant qu'annexe 6).

### Services fournis aux entreprises

119. Dans le domaine des services aux entreprises, le Viet Nam maintient largement le même niveau d'engagements que dans le cadre de l'AGCS, à l'exception des services professionnels, pour lesquels de nouvelles limitations supplémentaires concernant l'accès aux marchés sont inscrites pour certains services juridiques fournis par le biais d'une présence commerciale. En outre, en ce qui concerne les services de crédit-bail ou de location sans opérateurs, la fourniture transfrontières de services liés à d'autres machines et équipements n'est soumise à aucune limitation spécifique en matière d'accès aux marchés ou de traitement national au titre du Protocole.

### Services de communication; services de construction et services d'ingénierie connexes; services de distribution; services environnementaux; services financiers; services de santé et services sociaux; services relatifs au tourisme et aux voyages; services récréatifs, culturels et sportifs; services de transport; autres services non compris ailleurs

120. Dans le cadre du Protocole, le Viet Nam maintient ses engagements au titre de l'AGCS concernant ces services.

### Services d'éducation

121. Sur la base de sa Liste AGCS, le Viet Nam améliore globalement les conditions de fourniture de certains services d'enseignement supérieur et d'enseignement secondaire technique et professionnel (CPC 9222 et 9223, respectivement). En outre, les enseignants étrangers qui souhaitent travailler dans des écoles bénéficiant d'investissements étrangers doivent avoir au moins trois ans d'expérience dans l'enseignement, au lieu de cinq ans comme défini dans le cadre de l'AGCS, lorsqu'ils fournissent des services d'enseignement supérieur ou autres, y compris des services de formation en langues étrangères (CPC 923 et 929, respectivement). Dans le cadre du Protocole, le Viet Nam prend également des engagements additionnels dans le secteur des services d'enseignement supérieur.

## Japon

### Engagements horizontaux

122. Dans le cadre du Protocole, le Japon n'inscrit pas de réserve horizontale, tandis que dans le cadre de l'AGCS, une réserve est formulée en ce qui concerne le traitement national pour les subventions à la recherche-développement (mode 3); d'autres exemptions horizontales concernent le mode 4 (section 3.3.6 de cette présentation factuelle).

123. Le Japon n'a prévu aucune exemption de l'obligation NPF dans le cadre de l'AGCS, mais, dans le cadre du Protocole, il inscrit quatre réserves concernant le traitement NPF, qui portent sur les services de transitaires maritimes, les services de transports maritimes internationaux (y compris le transport de passagers et de marchandises) et les services relatifs à l'énergie et à la pêche.

### Engagements sectoriels

124. La section ci-après présente certaines des principales différences, par secteur, entre les engagements spécifiques souscrits par le Japon au titre de l'AGCS et ses engagements sectoriels au titre du Protocole. Le Japon prend des engagements dans les 12 secteurs visés par le Protocole, ce qui constitue une amélioration par rapport à sa Liste annexée à l'AGCS.

125. Le tableau A1.11 présente les engagements spécifiques pris par le Japon pour les modes 1 à 3 au titre du Protocole. Les limitations horizontales et les réserves relatives au traitement NPF ne sont pas prises en compte dans ce tableau, qui doit être lu conjointement avec la partie correspondante de l'appendice 2 du Protocole (incorporé dans l'AJCEP en tant qu'annexe 6).

**Tableau A1.11 Japon: engagements spécifiques pris dans le cadre du Protocole en ce qui concerne le commerce des services**

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
1. Services fournis aux entreprises					
A. Services professionnels	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
B. Services informatiques et services connexes	Égalité	Partielle	Complets	Partielle	Complets
C. Services de recherche-développement	Amélioration	Complète	Complets	Partielle	Complets
D. Services immobiliers	Égalité	Complète	Partiels	Complète	Partiels
E. Services de crédit-bail ou de location sans opérateurs	Amélioration	Complète	Partiels	Partielle	Complète
F. Autres	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels
2. Services de communications					
A. Services postaux	Nouveauté	Partielle	Complets	---	---
B. Services de courriers	Nouveauté	Partielle	Complets	---	---
C. Services de télécommunication	Similarité	Complète	Partiels	Partielle	Partiels
D. Services audiovisuels	Amélioration	Complète	Partiels	Partielle	Partiels
E. Autres	Similarité	Complète	---	---	---
3. Services de construction et services d'ingénierie connexes					
A. Travaux d'entreprises générales de construction de bâtiments	Amélioration	Complète	Partiels	Partielle	Partiels
B. Travaux d'entreprises générales de construction d'ouvrages de génie civil	Amélioration	Complète	Partiels	Partielle	Partiels
C. Travaux de pose d'installations et de montage	Amélioration	Complète	Partiels	Partielle	Partiels
D. Travaux d'achèvement des bâtiments et de finition	Amélioration	Complète	Partiels	Partielle	Partiels
E. Autres	Amélioration	Complète	Partiels	Partielle	Partiels
4. Services de distribution					
A. Services de courtage	Amélioration	Partielle	Partiels	Partielle	Partiels

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
B. Services de commerce de gros	Amélioration	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
C. Services de commerce de détail	Amélioration	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
D. Services de franchisage	Amélioration	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
E. Autres	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---
<b>5. Services d'éducation</b>					
A. Services d'enseignement primaire	Amélioration	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
B. Services d'enseignement secondaire	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
C. Services d'enseignement supérieur	Amélioration	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
D. Services d'enseignement pour adultes	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
E. Autres	Nouveauté	Complète	Partiels	---	---
<b>6. Services environnementaux</b>					
A. Services d'assainissement	Égalité	Complète	Partiels	<i>Complète</i>	<i>Partiels</i>
B. Services d'enlèvement des ordures	Amélioration	Complète	Partiels	<i>Complète</i>	<i>Partiels</i>
C. Services d'assainissement et services analogues	Égalité	Complète	Partiels	<i>Complète</i>	<i>Partiels</i>
D. Autres	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
<b>7. Services financiers</b>					
A. Tous les services d'assurance et services connexes	Amélioration	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
B. Services bancaires et autres services financiers	Amélioration	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
C. Autres	Égalité	---	---	---	---
<b>8. Services de santé et services sociaux</b>					
A. Services hospitaliers	Égalité	Complète	Partiels	<i>Complète</i>	<i>Partiels</i>
B. Autres services de santé humaine	Nouveauté	Complète	Partiels	---	---
C. Services sociaux	Nouveauté	Complète	Partiels	---	---
D. Autres	Similarité	Complète	---	---	---
<b>9. Services relatifs au tourisme et aux voyages</b>					
A. Services d'hôtellerie et de restauration (y compris les services de traiteur)	Amélioration	Complète	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
B. Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques	Égalité	Complète	Complets	<i>Complète</i>	<i>Complets</i>
C. Services de guides touristiques	Amélioration	Complète	Complets	<i>Complète</i>	<i>Partiels</i>
D. Autres	Similarité	Complète	---	---	---
<b>10. Services récréatifs, culturels et sportifs</b>					
A. Services de spectacles	Amélioration	Complète	Complets	<i>Complète</i>	<i>Partiels</i>
B. Services d'agences de presse	Égalité	Complète	Complets	<i>Complète</i>	<i>Complets</i>
C. Services des bibliothèques, archives, musées et autres services culturels	Amélioration	Complète	Complets	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
D. Services sportifs et autres services récréatifs	Amélioration	Partielle	Complets	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
E. Autres	Similarité	Complète	---	---	---
<b>11. Services de transport</b>					
A. Services de transport maritime	Amélioration	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
B. Transport par les voies navigables intérieures	Amélioration	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
C. Services de transport aérien	Égalité	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
D. Transport spatial	Nouveauté	Complète	Partiels	---	---
E. Services de transports ferroviaires	Amélioration	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
F. Services de transports routiers	Amélioration	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>
G. Transport par conduites	Amélioration	Complète	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Complète</i>
H. Services auxiliaires de tous les modes de transport	Amélioration	Partielle	Partiels	<i>Partielle</i>	<i>Partiels</i>

Secteurs Sous-secteurs	ALE en comparaison avec l'AGCS	ALE		AGCS	
		Couverture sectorielle	Engagements	Couverture sectorielle	Engagements
I. Autres	Similarité	Complète	---	---	---
<b>12. Autres services non compris ailleurs</b>	Nouveauté	Partielle	Partiels	---	---

Notes générales: Les limitations relatives au traitement NPF et les limitations horizontales ainsi que les engagements/limitations concernant le mode 4 ne sont pas inclus.

Complets: Engagements spécifiques non soumis à des limitations concernant l'accès aux marchés ou le traitement national.

Partiels: Engagements spécifiques soumis à des limitations concernant l'accès aux marchés ou le traitement national.

Nouveauté: Nouveaux engagements complets ou partiels, avec ou sans limitations.

Amélioration: Engagements pris dans le cadre du Protocole et généralement améliorés par rapport à ceux pris dans le cadre de l'AGCS.

Égalité: Engagements identiques.

Similarité: Libéralisation similaire, avec, dans des cas individuels, des améliorations limitées et/ou des réserves additionnelles limitées.

---: Aucun engagement spécifique; secteur ou sous-secteur exclu du Protocole.

Source: Projet de version codifiée de la Liste d'engagements spécifiques au titre de l'AGCS du Japon ([S/DCS/W/JPN](#)), élaboré par le Secrétariat (en 2003), et Liste figurant à l'appendice 2 du Protocole (incorporé dans l'AJCEP en tant qu'annexe 6).

### Services fournis aux entreprises

126. Par rapport à sa Liste AGCS, le Japon améliore globalement ses engagements dans le domaine des services fournis aux entreprises, notamment en élargissant la portée de ses engagements concernant les services professionnels, les services de R&D, les services de crédit-bail ou de location sans opérateurs et les autres services fournis aux entreprises.

### Services de communications

127. Dans le cadre du Protocole, le Japon prend de nouveaux engagements de libéralisation pour les services postaux/de courriers, tels que les services de distribution de la correspondance, dont les fournisseurs doivent obtenir une autorisation ou un enregistrement pour les modes de transport connexes. Les autres services postaux et de courriers ne sont pas consolidés pour les quatre modes de fourniture.

128. En ce qui concerne les services de télécommunication, le Japon améliore les conditions des services de télécommunication de base inscrits dans sa Liste d'engagements en relevant à un tiers au lieu d'un cinquième la participation étrangère au capital dans le cadre de l'AGCS et en prenant de nouveaux engagements de libéralisation partielle pour les services de télégraphe (CPC 7522). Dans le cadre du Protocole, la même prescription relative à la participation étrangère au capital s'applique pour les services de télécommunication à valeur ajoutée.

129. En ce qui concerne les services audiovisuels, sur la base de sa Liste AGCS, le Japon améliore la fourniture transfrontières de services de projection de films cinématographiques (CPC 9612) et prend de nouveaux engagements concernant les services de radio et de télévision, y compris les services de transmission et d'enregistrement sonore. Les autres services audiovisuels et de communication ne sont pas consolidés pour les quatre modes de fourniture.

### **Services de construction et services d'ingénierie connexes**

130. Dans le cadre du Protocole, le Japon améliore ses engagements au titre de l'AGCS en prenant de nouveaux engagements partiels concernant les services de construction liés aux industries extractives.

### **Services de distribution**

131. Le Japon élargit la portée de ses engagements dans le secteur des services de distribution dans le cadre du Protocole, notamment grâce à de nouveaux engagements partiels pour les services de franchisage liés au pétrole et aux produits pétroliers et aux boissons alcooliques et fournis sur le marché public de gros, ainsi que pour les services de vente en gros et au détail de vapeur et d'eau chaude.

### **Services d'éducation**

132. Par rapport à sa Liste AGCS, le Japon améliore globalement ses engagements dans le secteur des services d'éducation, notamment en améliorant les conditions de fourniture selon les modes 1 et 2 de certains services d'enseignement supérieur et en prenant de nouveaux engagements dans les autres services d'éducation.

### **Services environnementaux**

133. Dans le cadre du Protocole, le Japon supprime la limitation du nombre de licences pour les fournisseurs de services de dégazage en mer, tandis que le reste de ses engagements concernant les services environnementaux reste inchangé par rapport à l'AGCS.

### **Services financiers**

134. Dans le cadre du Protocole, le Japon améliore globalement ses engagements au titre de l'AGCS dans ce secteur grâce à de nouveaux engagements concernant les services d'intermédiation en assurance et à la suppression de certaines limitations à la fourniture de services bancaires et d'autres services financiers selon les modes 1 et 3.

### **Services de santé et services sociaux**

135. Par rapport à sa Liste AGCS, le Japon élargit la portée de ses engagements en prenant de nouveaux engagements partiels dans d'autres sous-secteurs de la santé humaine et des services sociaux.<sup>19</sup> Les autres services de santé et services sociaux ne sont pas consolidés pour les modes 1 à 4.

### **Services relatifs au tourisme et aux voyages**

136. Le Japon élargit la portée de ses engagements concernant les services d'hôtellerie et de restauration et améliore la fourniture transfrontières des services inscrits dans les listes, à l'exception des services de gestion hôtelière. Les autres services relatifs au tourisme et aux voyages ne sont pas consolidés pour les modes 1 à 4.

### **Services récréatifs, culturels et sportifs**

137. Dans le cadre du Protocole, le Japon améliore globalement ses engagements au titre de l'AGCS, notamment en élargissant leur portée en ce qui concerne les services des bibliothèques, archives, musées et autres services culturels<sup>20</sup>, ainsi que les services sportifs et autres services

---

<sup>19</sup> Cela inclut les services fournis par des soignants certifiés, à l'exclusion des services de garde d'enfants.

<sup>20</sup> Il s'agit des nouveaux engagements inscrits dans les listes qui portent sur les services des musées, y compris les services de préservation des sites et monuments historiques (CPC 9632) et les autres services culturels (CPC 9633).

récréatifs.<sup>21</sup> Les autres services récréatifs, culturels et sportifs ne sont pas consolidés pour les modes 1 à 4.

### **Services de transport<sup>22</sup>**

138. Dans le cadre du Protocole, le Japon élargit la portée de ses engagements au titre de l'AGCS concernant les services de transport dans tous les sous-secteurs concernés, à l'exception des services de transport aérien, pour lesquels les engagements restent inchangés. En outre, de nouveaux engagements partiels sont pris pour les services de transport spatial. Les autres services de transport ne sont pas consolidés pour les modes 1 à 4.

### **Autres services non compris ailleurs**

139. Afin d'améliorer sa Liste AGCS, le Japon prend de nouveaux engagements pour certains autres services non compris ailleurs, tels que les services de lavage, de nettoyage à sec et de teinture, les services de ramassage de linge, les services de coiffure et autres services de beauté, seule la fourniture transfrontières n'étant pas consolidée.

---

<sup>21</sup> Il s'agit des nouveaux engagements inscrits dans les listes qui portent sur les services de jeux et paris (CPC 96492, inscrits comme non consolidés pour les modes 1 à 4) et les autres services récréatifs (CPC 96499).

<sup>22</sup> Les mesures affectant a) les services de transport de passagers par voie aérienne; b) les services de transport de marchandises par voie aérienne; et c) les services de crédit-bail d'aéronefs avec équipage ne figurent pas dans la Liste du Japon, car elles affectent les droits de trafic ou les services directement liés à l'exercice des droits de trafic auxquels le chapitre 6 incorporé ne s'applique pas. L'engagement du Japon concernant les services des agences de transports de marchandises ne comprend pas les services d'expédition de marchandises par transport aérien.

**ANNEXE 2**

**CATÉGORIES ET DURÉES DE SÉJOUR POUR L'ADMISSION  
TEMPORAIRE DE PERSONNES PHYSIQUES AU TITRE  
DU PROTOCOLE ET DE L'AGCS**

Catégorie	Durée de séjour maximale		Engagements concernant les conjoints et les enfants au titre de l'ALE
	ALE	AGCS	
Brunéi Darussalam			
A. Personnes en voyage d'affaires de courte durée	90 jours, avec prolongation possible	Aucun engagement	Non
B. Personnes transférées à l'intérieur d'une société <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Dirigeants</li><li>▪ Cadres</li><li>▪ Spécialistes</li></ul>	3 ans, avec prolongation possible de 2 ans	3 ans, avec prolongation possible de 2 ans	Non
C. Investisseurs	3 mois, avec prolongation possible jusqu'à 12 mois	Aucun engagement	Non
Cambodge			
A. Personnes en voyage d'affaires	90 jours, avec prolongation possible	90 jours, avec prolongation possible	Non
B. Personnes chargées de créer un établissement commercial	Aucune limite maximale de séjour n'est imposée.	Aucune limite maximale de séjour n'est imposée.	Non
C. Personnes transférées à l'intérieur d'une société <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Cadres</li><li>▪ Dirigeants</li><li>▪ Spécialistes</li></ul>	2 ans, renouvelable pour une période maximale de 5 ans, et sous réserve de permis de résidence et de travail temporaires	2 ans, renouvelable pour une période maximale de 5 ans, et sous réserve de permis de résidence et de travail temporaires	Non
Indonésie			
A. Personnes en voyage d'affaires de courte durée	30 jours, avec prolongation possible jusqu'à 60 jours	Aucun engagement	Non
B. Personnes transférées à l'intérieur d'une société	1 an, avec prolongation possible	2 ans, avec prolongation possible; application de l'examen des besoins économiques	Non
RDP Lao			
A. Personnes en voyage d'affaires de courte durée	30 jours, pour une durée maximale de séjour de 90 jours	90 jours	Non
B. Personnes transférées à l'intérieur d'une société	1 an, renouvelable pour une période maximale de 3 ans	1 an, renouvelable pour une période maximale de 3 ans, et sous réserve de permis de résidence et de travail temporaires	Oui
C. Investisseurs	30 jours, pour une durée maximale de séjour de 90 jours	Aucun engagement	Non
Malaisie			
A. Personnes transférées à l'intérieur d'une société <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Dirigeants</li><li>▪ Spécialistes ou experts</li></ul>	10 ans	5 ans	Non
B. Autres <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Spécialistes ou experts</li><li>▪ Professionnels</li><li>▪ Personnes en voyage d'affaires</li></ul>	10 ans 10 ans 90 jours	5 ans 5 ans 90 jours	Non

Catégorie	Durée de séjour maximale		Engagements concernant les conjoints et les enfants au titre de l'ALE
	ALE	AGCS	
Myanmar			
A. Personnes en voyage d'affaires de courte durée	70 jours	Aucun engagement	Non
B. Personnes transférées à l'intérieur d'une société <ul style="list-style-type: none"><li>Cadres</li><li>Dirigeants</li><li>Spécialistes</li></ul>	70 jours, renouvelable; à condition que les secteurs soient visés par des engagements	Aucun engagement	Non
Philippines			
A. Personnes en voyage d'affaires	50 jours, renouvelable pour une période maximale de 1 an	Aucun engagement	Non
B. Personnes transférées à l'intérieur d'une société <ul style="list-style-type: none"><li>Cadres</li><li>Dirigeants</li><li>Spécialistes</li></ul>	1 an, avec prolongation possible	Aucun engagement	Non
C. Investisseurs	1 an, avec prolongation possible	Aucun engagement	Non
Singapour			
A. Personnes transférées à l'intérieur d'une société <ul style="list-style-type: none"><li>Cadres</li><li>Dirigeants</li><li>Spécialistes</li></ul>	3 ans, avec prolongation possible de 2 ans maximum	3 ans, avec prolongation possible de 2 ans maximum	Non
Thaïlande			
A. Personnes en voyage d'affaires de courte durée	90 jours	90 jours	Non
B. Personnes transférées à l'intérieur d'une société	1 an, renouvelable pour 3 périodes de 1 an maximum chacune	1 an, renouvelable pour 2 périodes de 1 an maximum chacune	Non
Viet Nam			
A. Vendeurs de services	90 jours	90 jours	Non
B. Personnes transférées à l'intérieur d'une société <ul style="list-style-type: none"><li>Dirigeants</li><li>Cadres</li><li>Spécialistes</li></ul>	3 ans, avec prolongation possible	3 ans, avec prolongation possible	Non
C. Personnel autre <ul style="list-style-type: none"><li>Dirigeants</li><li>Cadres</li><li>Spécialistes</li></ul>	3 ans, avec prolongation possible	3 ans, avec prolongation possible	Non
D. Personnes chargées d'établir une présence commerciale	90 jours	90 jours	Non
E. Fournisseurs de services contractuels	90 jours	90 jours	Non

Catégorie	Durée de séjour maximale		Engagements concernant les conjoints et les enfants au titre de l'ALE
	ALE	AGCS	
<b>Japon</b>			
A. Personnes en voyage d'affaires de courte durée	90 jours, avec prolongation possible	90 jours	Non
B. Personnes transférées à l'intérieur d'une société	5 ans, avec prolongation possible	5 ans	Oui
C. Personnes physiques participant à des activités économiques exigeant des technologies ou connaissances avancées, sur la base d'un contrat personnel avec des organisations publiques ou privées au Japon	5 ans, avec prolongation possible	Aucun engagement	Oui
D. Investisseurs	5 ans, avec prolongation possible	Aucun engagement	Oui
E. Fournisseurs de services professionnels (services juridiques, fiscaux, de comptabilité)	5 ans, avec prolongation possible	5 ans	Oui

Source: Appendice 5 du Protocole (annexe 9 incorporée (engagements spécifiques pour le mouvement des personnes physiques)) et listes AGCS des Parties.

## ANNEXE 3

ÉTATS MEMBRES DE L'ASEAN ET JAPON: PARTICIPATION À DES ACR  
(NOTIFIÉS, EN VIGUEUR) AU 15 DÉCEMBRE 2023

Nom de l'ACR	Date d'entrée en vigueur <sup>a</sup>	Champ d'application	Notification au <a href="#">GATT/OMC</a>	
			Année	Disposition de l'OMC
États membres de l'ASEAN – Collectivement				
ASEAN – Hong Kong, Chine	11 juin 2019	Marchandises et services	2021	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
ASEAN – Australie – Nouvelle-Zélande	1 <sup>er</sup> janvier 2010	Marchandises et services	2010	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
ASEAN – Inde	1 <sup>er</sup> janvier 2010	Marchandises	2010	Clause d'habilitation
	1 <sup>er</sup> janvier 2015	Services	2015	Article V de l'AGCS
ASEAN – Corée, République de	1 <sup>er</sup> janvier 2010	Marchandises	2010	Article XXIV du GATT, Clause d'habilitation
	1 <sup>er</sup> mai 2009	Services		Article V de l'AGCS
ASEAN – Japon	1 <sup>er</sup> décembre 2008	Marchandises	2009	Article XXIV du GATT
	1 <sup>er</sup> août 2020	Services	2022	Article V de l'AGCS
ASEAN – Chine	1 <sup>er</sup> janvier 2005	Marchandises	2005	Clause d'habilitation
	1 <sup>er</sup> juillet 2007	Services	2008	Article V de l'AGCS
Zone de libre-échange de l'ASEAN (AFTA)	17 mai 2010	Marchandises	2021	Article XXIV du GATT
	12 août 1998	Services	2022	Article V de l'AGCS
Etats membres de l'ASEAN pris individuellement				
<b>Indonésie</b> – Corée, République de	1 <sup>er</sup> janvier 2023	Marchandises et services	2023	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Corée, République de – <b>Cambodge</b>	1 <sup>er</sup> décembre 2022	Marchandises	2023	Article XXIV du GATT
Mozambique – <b>Indonésie</b>	6 juin 2022	Marchandises	2023	Article XXIV du GATT
AELE – <b>Indonésie</b>	1 <sup>er</sup> novembre 2021	Marchandises et services	2022	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Royaume-Uni – <b>Singapour</b>	11 février 2021	Marchandises et services	2020	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Royaume-Uni – <b>Viet Nam</b>	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises et services	2020	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
UE – <b>Viet Nam</b>	1 <sup>er</sup> août 2020	Marchandises et services	2020	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
<b>Indonésie</b> – Australie	5 juillet 2020	Marchandises et services	2021	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
UE – <b>Singapour</b>	21 novembre 2019	Marchandises et services	2020	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Chili – <b>Indonésie</b>	10 août 2019	Marchandises	2020	Article XXIV du GATT
Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) <sup>b</sup>	30 décembre 2018	Marchandises et services	2018	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
AELE – <b>Philippines</b>	1 <sup>er</sup> juin 2018	Marchandises et services	2018	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Türkiye – <b>Singapour</b>	1 <sup>er</sup> octobre 2017	Marchandises et services	2018	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Union économique eurasiatique (UEE) – <b>Viet Nam</b>	5 octobre 2016	Marchandises et services	2017	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Corée, République de – <b>Viet Nam</b>	20 décembre 2015	Marchandises et services	2016	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Chili – <b>Thaïlande</b>	5 novembre 2015	Marchandises et services	2017	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Türkiye – <b>Malaisie</b>	1 <sup>er</sup> août 2015	Marchandises	2017	Article XXIV du GATT
<b>Singapour</b> – Taipei chinois	19 avril 2014	Marchandises et services	2014	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Chili – <b>Viet Nam</b>	1 <sup>er</sup> janvier 2014	Marchandises	2015	Article XXIV du GATT
Conseil de coopération du Golfe (CCG) – <b>Singapour</b>	1 <sup>er</sup> septembre 2013	Marchandises et services	2015	Clause d'habilitation et Article V de l'AGCS
<b>Indonésie</b> – Pakistan	1 <sup>er</sup> septembre 2013	Marchandises	2019	Clause d'habilitation
Costa Rica – <b>Singapour</b>	1 <sup>er</sup> juillet 2013	Marchandises et services	2013	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
<b>Malaisie</b> – Australie	1 <sup>er</sup> janvier 2013	Marchandises et services	2013	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Chili – <b>Malaisie</b>	25 février 2012	Marchandises	2013	Article XXIV du GATT

Nom de l'ACR	Date d'entrée en vigueur <sup>a</sup>	Champ d'application	Notification au GATT/OMC	
			Année	Disposition de l'OMC
Inde – <b>Malaisie</b>	1 <sup>er</sup> juillet 2011	Marchandises et services	2011	Clause d'habilitation et Article V de l'AGCS
Nouvelle-Zélande – <b>Malaisie</b>	1 <sup>er</sup> août 2010	Marchandises et services	2012	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Japon – <b>Viet Nam</b>	1 <sup>er</sup> octobre 2009	Marchandises et services	2009	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Pérou – <b>Singapour</b>	1 <sup>er</sup> août 2009	Marchandises et services	2009	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Chine – <b>Singapour</b>	1 <sup>er</sup> janvier 2009	Marchandises et services	2009	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Japon – <b>Philippines</b>	11 décembre 2008	Marchandises et services	2008	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
<b>Brunéi Darussalam</b> – Japon	31 juillet 2008	Marchandises et services	2008	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Japon – <b>Indonésie</b>	1 <sup>er</sup> juillet 2008	Marchandises et services	2008	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Pakistan – <b>Malaisie</b>	1 <sup>er</sup> janvier 2008	Marchandises et services	2008	Clause d'habilitation et Article V de l'AGCS
Japon – <b>Thaïlande</b>	1 <sup>er</sup> novembre 2007	Marchandises et services	2007	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Panama – <b>Singapour</b>	24 juillet 2006	Marchandises et services	2007	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Japon – <b>Malaisie</b>	13 juillet 2006	Marchandises et services	2006	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Accord de partenariat économique stratégique transpacifique <sup>c</sup>	1 <sup>er</sup> mai 2006	Marchandises et services	2007	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Corée, République de – <b>Singapour</b>	2 mars 2006	Marchandises et services	2006	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Jordanie – <b>Singapour</b>	22 août 2005	Marchandises et services	2006	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Inde – <b>Singapour</b>	1 <sup>er</sup> août 2005	Marchandises et services	2007	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
<b>Thaïlande</b> – Nouvelle-Zélande	1 <sup>er</sup> juillet 2005	Marchandises et services	2005	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
<b>Thaïlande</b> – Australie	1 <sup>er</sup> janvier 2005	Marchandises et services	2004	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Inde – <b>Thaïlande</b>	1 <sup>er</sup> septembre 2004	Marchandises	2017	Clause d'habilitation
États-Unis – <b>Singapour</b>	1 <sup>er</sup> janvier 2004	Marchandises et services	2003	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
<b>Singapour</b> – Australie	28 juillet 2003	Marchandises et services	2003	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
AELE – <b>Singapour</b>	1 <sup>er</sup> janvier 2003	Marchandises et services	2003	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Japon – <b>Singapour</b>	30 novembre 2002	Marchandises et services	2002	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Nouvelle-Zélande – <b>Singapour</b>	1 <sup>er</sup> janvier 2001	Marchandises et services	2001	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
<b>République démocratique populaire lao</b> – <b>Thaïlande</b>	20 juin 1991	Marchandises	1991	Clause d'habilitation
Système global de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC) <sup>d</sup>	19 avril 1989	Marchandises	1989	Clause d'habilitation
Accord commercial Asie-Pacifique (APTA) <sup>e</sup>	17 juin 1976	Marchandises	1976	Clause d'habilitation
• APTA – Adhésion de la Chine	17 septembre 2013	Services	2019	Article V de l'AGCS
• APTA – Adhésion de la Chine	1 <sup>er</sup> janvier 2002	Marchandises	2004	Clause d'habilitation
Protocole concernant les négociations commerciales (PTN) <sup>f</sup>	11 février 1973	Marchandises	1971	Clause d'habilitation
<b>JAPON</b>				
Royaume-Uni-Japon	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises et services	2020	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
UE – Japon	1 <sup>er</sup> février 2019	Marchandises et services	2019	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS

Nom de l'ACR	Date d'entrée en vigueur <sup>a</sup>	Champ d'application	Notification au GATT/OMC	
			Année	Disposition de l'OMC
Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP)	30 décembre 2018	Marchandises et services	2018	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Japon – Mongolie	7 juin 2016	Marchandises et services	2016	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Japon – Australie	15 janvier 2015	Marchandises et services	2015	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Japon – Pérou	1 <sup>er</sup> mars 2012	Marchandises et services	2012	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Inde – Japon	1 <sup>er</sup> août 2011	Marchandises et services	2011	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Japon – Viet Nam	1 <sup>er</sup> octobre 2009	Marchandises et services	2009	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Japon – Suisse	1 <sup>er</sup> septembre 2009	Marchandises et services	2009	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Japon – Philippines	11 décembre 2008	Marchandises et services	2008	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
ASEAN – Japon	1 <sup>er</sup> décembre 2008 1 <sup>er</sup> janvier 2020	Marchandises Services	2009 2022	Article XXIV du GATT Article V de l'AGCS
Brunéi Darussalam – Japon	31 juillet 2008	Marchandises et services	2008	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Japon – Indonésie	1 <sup>er</sup> juillet 2008	Marchandises et services	2008	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Japon – Thaïlande	1 <sup>er</sup> novembre 2007	Marchandises et services	2007	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Chili – Japon	3 septembre 2007	Marchandises et services	2007	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Japon – Malaisie	13 juillet 2006	Marchandises et services	2006	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Japon – Mexique	1 <sup>er</sup> avril 2005	Marchandises et services	2005	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS
Japon – Singapour	30 novembre 2002	Marchandises et services	2002	Article XXIV du GATT et Article V de l'AGCS

a Dates de la première entrée en vigueur/application provisoire pour l'une au moins des Parties.

b Les membres sont les suivants: Australie; Brunéi Darussalam; Canada; Chili; Japon; Malaisie; Mexique; Nouvelle-Zélande; Pérou; Singapour; Viet Nam.

c Les membres sont les suivants: Brunéi Darussalam; Chili; Nouvelle-Zélande; Singapour.

d États membres de l'ASEAN parties au SGPC: Indonésie; Malaisie; Myanmar; Philippines; Singapour; Thaïlande; Viet Nam.

e Les membres sont les suivants: Bangladesh; Chine; Corée, République de; Inde; RDP lao; Sri Lanka.

f État membre de l'ASEAN partie au PTN: Philippines.

Source: Secrétariat de l'OMC. De plus amples renseignements concernant les ACR notifiés et les dates spécifiques d'entrée en vigueur/d'application provisoire figurent dans la base de données de l'OMC sur les ACR: <http://rtais.wto.org>.